

Résolus dans l'action

Rapport du
Secrétaire général
sur l'activité de
l'Organisation

2024



Nations
Unies

Résolus dans l'action

Rapport du
Secrétaire général
sur l'activité de
l'Organisation

2024



Nations
Unies

Couverture :

Un membre du personnel des Nations Unies reconforte un enfant en situation de détresse près d'un abri aménagé dans une école de la bande de Gaza (État de Palestine).

(Camp de Nousseïrat, janvier 2024)
© UNRWA/Ashraf Amra

Copyright :

**Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation
(A/79/1, soixante-dix-neuvième session)**

Publié par l'Organisation des Nations Unies
New York, NY 10017, États-Unis d'Amérique

Copyright © Nations Unies, 2024
Tous droits réservés

La présente publication dans son intégralité ne peut être reproduite ni transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou tout autre système informatisé de mise en mémoire ou de recherche des données connu ou encore à inventer, sans la permission écrite de l'éditeur.

Toute autre demande de renseignement sur les droits et licences, y compris les droits dérivés, doit être envoyée à l'adresse suivante :

United Nations Publications
405 East 42nd Street, S-011FW001
New York, NY 10017
États-Unis d'Amérique

Courriel : permissions@un.org; **site Web :** <http://shop.un.org>

Les demandes de reproduction d'extraits ou de photocopie doivent être adressées au Copyright Clearance Center, à l'adresse copyright.com.

ISBN : 978-92-1-106630-2
Online ISSN : 2617-2844

Conception et réalisation :

Division de la gestion des conférences, Office des Nations Unies à Genève
Département de la communication globale, Organisation des Nations Unies, New York
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences,
Organisation des Nations Unies, New York

Crédits :

Toutes les photographies utilisées dans la présente publication proviennent du Secrétariat de l'ONU ou d'autres entités des Nations Unies. Sauf indication contraire, toutes les données émanent de l'Organisation des Nations Unies.

Note : L'Article 98 de la Charte des Nations Unies prévoit que le Secrétaire général présente à l'Assemblée générale un rapport annuel sur l'activité de l'Organisation. Les grandes priorités couvertes par le rapport correspondent aux huit priorités fixées par l'Assemblée générale, auxquelles vient s'ajouter un ultime chapitre sur le bon fonctionnement de l'Organisation.

Table des matières

4

Introduction

Avant-propos du Secrétaire général

18

Ouvrir des voies de développement durable

Action en faveur d'une croissance économique soutenue et du développement durable

34

Favoriser la paix et la sécurité

Maintien de la paix et de la sécurité internationales

50

Donner un élan à la croissance africaine

Développement en Afrique

56

Défendre les droits humains

Promotion et protection des droits humains

64

Assurer l'aide humanitaire

Efficacité de la coordination des opérations d'assistance humanitaire

76

Renforcer la justice et le droit international

Promotion de la justice et du droit international

82

Défendre la cause du désarmement

Promotion du désarmement et de la non-prolifération

90

Combattre la drogue, la criminalité et le terrorisme

Lutte antidrogue, prévention de la criminalité et lutte contre le terrorisme

98

Améliorer nos opérations

Bon fonctionnement de l'Organisation

Introduction

Avant-propos du Secrétaire général



Une vue du Pavillon des objectifs de développement durable pendant le Sommet sur les objectifs de développement durable, en septembre 2023.



Faits marquants survenus dans l'ensemble du système des Nations Unies

- Réalisations des Nations Unies
- Les huit domaines prioritaires du Secrétariat de l'ONU
- Dépenses dans les domaines prioritaires
- Sommet de l'avenir
- De l'ambition à l'action



Le Secrétaire général, António Guterres, observe depuis son bureau du Siège de l'ONU à New York la brume causée par des feux incontrôlés.

(New York, juin 2023) © Photo ONU/Mark Garten



« À chaque étape, notre organisation et notre personnel resteront solidaires des peuples du monde en ces temps difficiles, et nous continuerons de nous employer à bâtir ensemble un avenir plus pacifique, plus sain, plus équitable et plus prospère. »

António Guterres,
Secrétaire général

Je tire une grande fierté du travail qu'accomplissent les membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies, alors même qu'ils doivent œuvrer dans un monde fracturé et parfois dangereux. Malgré tous les écueils que ces femmes et ces hommes rencontrent, leur engagement en faveur d'un avenir meilleur et plus radieux transparaît dans tout ce qu'ils font. Ils sont déterminés à produire des résultats concrets pour les habitants de la planète et à apporter l'aide et l'espoir que chaque personne mérite et dont la famille humaine a plus que jamais besoin aujourd'hui.

Au cours de l'année écoulée¹, l'humanité a subi toutes sortes d'épreuves. Des crises et des problèmes ont éloigné un peu plus l'avenir meilleur tant souhaité et si nécessaire. Les conflits, l'accroissement de la pauvreté et des inégalités, la faim et les perspectives économiques médiocres des pays en développement sont exacerbés par le fait que les clivages et la méfiance s'accentuent sur l'échiquier géopolitique. **L'urgence climatique a atteint de nouveaux sommets terrifiants, l'année 2023 ayant été la plus chaude jamais enregistrée.** Les violations des droits humains, les discriminations à l'égard des minorités, des femmes et des filles, la montée de l'extrémisme et la multiplication des discours de haine en ligne et dans l'espace public sèment la discorde et la méfiance dans les sociétés et les pays et au sein de régions entières.

Il est urgent de sauver les objectifs de développement durable et de lutter contre les changements climatiques, or **le niveau d'investissement et la volonté politique font défaut**. De nombreux pays en développement croulent sous la dette et ne disposent pas des ressources nécessaires pour investir dans un avenir durable pour leur population.

¹ La période considérée s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023, comme l'exercice budgétaire du Secrétariat de l'ONU. Étant donné que l'exercice budgétaire des opérations de maintien de la paix court du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024 et que le présent rapport est soumis à l'Assemblée générale en septembre, il est également tenu compte de quelques faits marquants des premiers mois de 2024.

Réalisations du système des Nations Unies en 2023

Le Secrétariat de l'ONU fait partie du système des Nations Unies au sens large, qui compte plus de 100 entités et organisations, dont une trentaine d'organismes, fonds et programmes (voir l'organigramme de toutes les entités du système à la page 110). Chaque année, les entités des Nations Unies consacrent plus de 60 milliards de dollars pour apporter une aide à des centaines de millions de personnes.

Sécurité alimentaire

152 millions

de personnes ont reçu une aide alimentaire destinée à améliorer leur sécurité alimentaire

Enfants

133 millions

d'enfants ont été vaccinés contre la rougeole, dont plus de 32 millions dans des situations d'urgence

Eau et assainissement

36 millions

de personnes ont obtenu un accès à une eau sans risque sanitaire disponible à tout moment

Santé et bien-être

15 millions

de réfugiés, de demandeurs d'asile et d'autres personnes en situation préoccupante ont bénéficié de services de santé essentiels, dans 77 pays

Action climatique

178 millions

d'hectares de zones protégées ont été créées ou ont bénéficié d'une gestion améliorée, dans 56 pays

Paix et sécurité

203 millions de dollars

ont été approuvés dans 36 pays et territoires aux fins d'initiatives de consolidation de la paix

Droits humains

56

pays ont bénéficié d'un appui visant à accroître nettement la protection et la promotion des droits humains dans certains domaines

Femmes

92

processus législatifs ont été soutenus en vue de l'adoption, de la révision ou de l'abrogation de lois visant à faire progresser l'égalité des genres dans 23 pays

Moyens de subsistance

9 millions

de personnes vivant dans des contextes fragiles ont bénéficié d'un appui en matière d'emploi et de moyens de subsistance

Les huit domaines prioritaires du Secrétariat de l'ONU

Plus de 35 000

membres du personnel du Secrétariat agissent concrètement dans huit domaines prioritaires :

Développement durable

Sous la houlette des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, les équipes de pays des Nations Unies œuvrent dans 162 pays et territoires en faveur de la réalisation du Programme 2030

Paix et sécurité

50 opérations de maintien de la paix, missions politiques spéciales et bureaux d'appui sont déployés pour prévenir les conflits et appuyer les efforts de consolidation de la paix

Développement en Afrique

Un appui est apporté à 54 pays pour les aider à surmonter les défis du développement et accompagner leur développement durable et la mise en œuvre de l'Agenda 2063

Droits humains

60 000 survivants de la torture dans 92 pays et plus de 12 000 rescapés de formes contemporaines d'esclavage ont reçu une assistance

Aide humanitaire

Un montant de 23 milliards de dollars a été mobilisé pour aider 128 millions de personnes dans 74 pays et territoires

Justice et droit international

Les informations relatives à 648 traités multilatéraux concernant des questions d'intérêt mondial ont été gérées

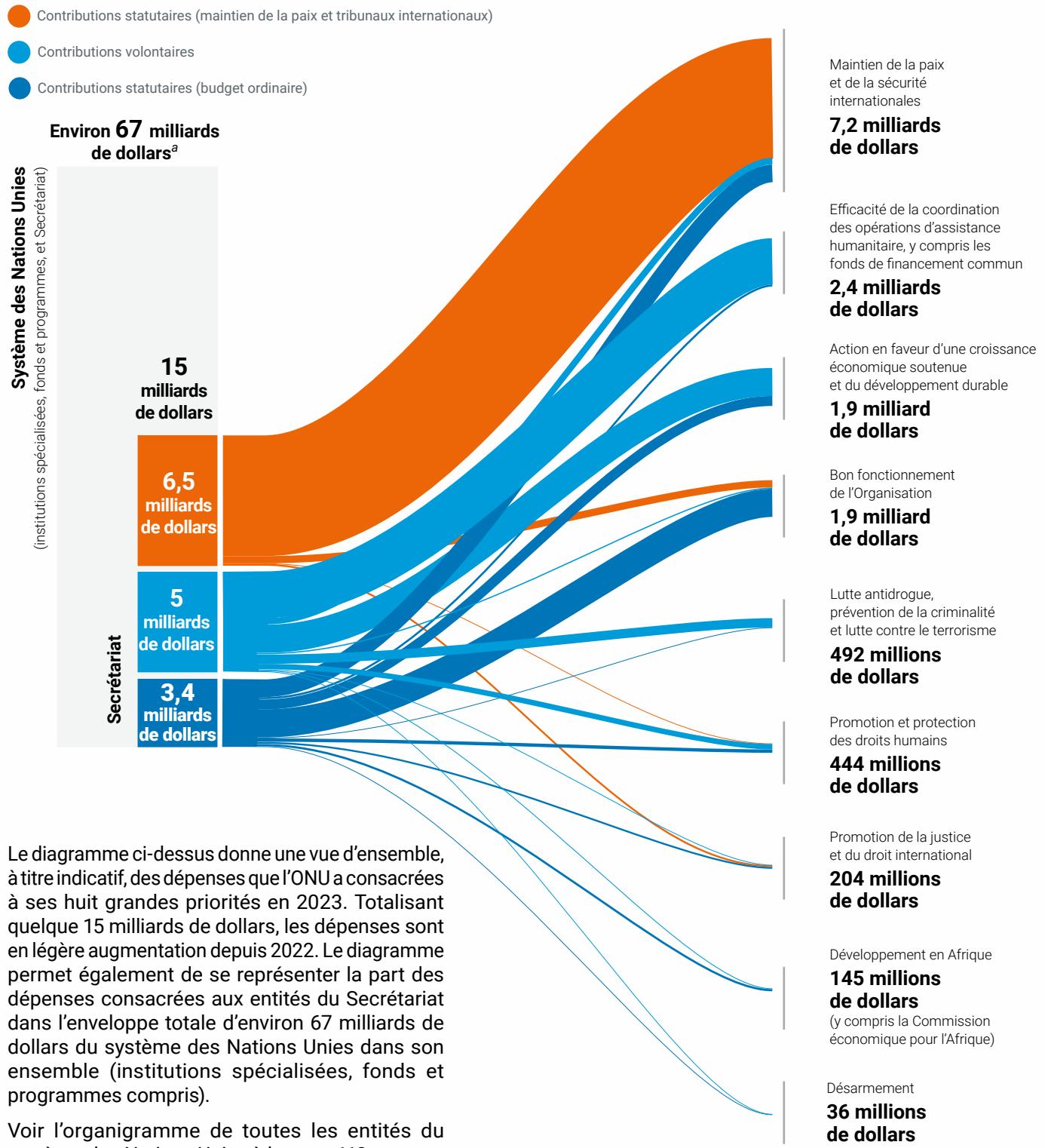
Désarmement

Des financements destinés à 112 projets liés à la maîtrise des armements au profit de 148 États Membres ont été mobilisés

Drogue, criminalité et terrorisme

Plus de 3 000 responsables des services de justice pénale et de lutte antiterroriste de 75 États Membres ont reçu une formation et le nombre d'États parties au Protocole relatif à la traite des personnes a atteint 182

Dépenses dans les domaines prioritaires en 2023



Le diagramme ci-dessus donne une vue d'ensemble, à titre indicatif, des dépenses que l'ONU a consacrées à ses huit grandes priorités en 2023. Totalisant quelque 15 milliards de dollars, les dépenses sont en légère augmentation depuis 2022. Le diagramme permet également de se représenter la part des dépenses consacrées aux entités du Secrétariat dans l'enveloppe totale d'environ 67 milliards de dollars du système des Nations Unies dans son ensemble (institutions spécialisées, fonds et programmes compris).

Voir l'organigramme de toutes les entités du système des Nations Unies à la page 110.

^a Chiffres de 2022

Le diagramme ci-dessus n'est présenté qu'à titre illustratif. Les exercices ne courent pas sur la même période pour le budget ordinaire (2023) et pour les opérations de maintien de la paix (2022/23). La répartition des ressources par domaine prioritaire correspond au budget-programme de l'Organisation. Les données pour le système des Nations Unies sont fondées sur des rapports indicatifs présentés au secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination. Pour des informations détaillées, se reporter aux états financiers audités.



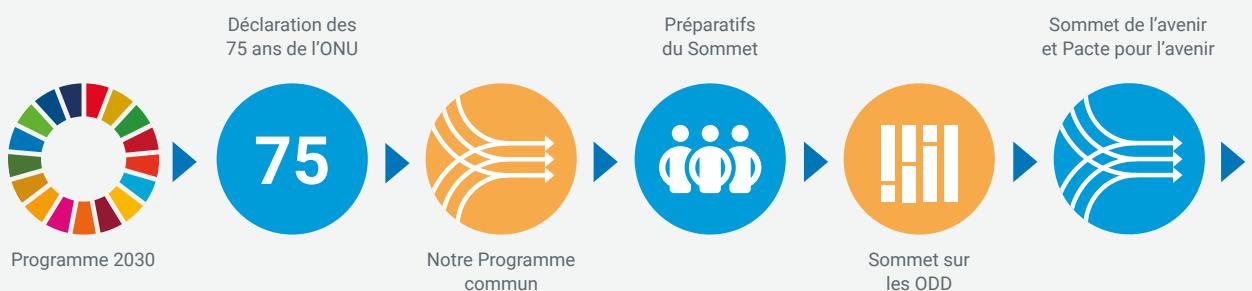
Sommet de l'avenir

L'ONU a célébré son soixante-quinzième anniversaire alors que le monde était aux prises avec la pandémie de coronavirus (COVID-19), la menace persistante des changements climatiques, les difficultés et les possibilités qui vont de pair avec les avancées technologiques et la lenteur des progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable. **Pour faire face à tous ces défis de portée mondiale, il faut des solutions de portée mondiale et une coopération au niveau international.** Or, les organisations multilatérales qui ont longtemps dirigé cet effort s'avèrent aujourd'hui inadaptées et dépassées.

Conscients de ces problèmes et du fait que nous n'avons jamais été aussi interdépendants, les États Membres se sont engagés à renforcer la gouvernance mondiale et ont demandé au Secrétaire général de formuler des recommandations sur la manière de doter le système international des moyens nécessaires pour relever les défis actuels et futurs (voir la résolution 75/1 de l'Assemblée générale).

Le Secrétaire général a donné suite à cette demande en présentant un rapport intitulé « Notre Programme commun », dans lequel il a appelé à la solidarité entre les peuples, les pays et les générations et à une revitalisation du système multilatéral afin de hâter la mise en œuvre des engagements existants et de combler les lacunes de la gouvernance mondiale. Dans son rapport, il a **mis en avant le Sommet de l'avenir comme une occasion de bâtir un consensus mondial autour de la forme que doit prendre notre avenir et de ce que nous pouvons faire pour y parvenir.**

En route pour le Sommet de l'avenir



Notes d'orientation du Secrétaire général

Le Secrétaire général a établi une série de 11 notes d'orientation dans le cadre de Notre Programme commun afin de faciliter les négociations concernant le Sommet. Ces notes d'orientation ont été élaborées au terme de consultations approfondies avec les États Membres, les entités des Nations Unies et diverses parties prenantes. Pour en savoir plus sur les notes d'orientation, scannez le code QR.





Plus de 2 000 participants se sont réunis à Nairobi pour la Conférence des Nations Unies et de la société civile, dans la perspective du Sommet de l'avenir de 2024.

(Nairobi, mai 2024) © Service d'information des Nations Unies à Nairobi



Portée du Pacte pour l'avenir

Le 1^{er} septembre 2023, l'Assemblée générale a adopté sa décision 77/568, dans laquelle elle a défini la portée d'un document qui s'intitulerait « Un Pacte pour l'avenir », lequel comprendrait un chapeau et cinq chapitres, comme suit : Développement durable et financement du développement ; Paix et sécurité internationales ; Science, technologie, innovation et coopération numérique ; Les jeunes et les générations futures ; Transformer la gouvernance mondiale.

Réunion ministérielle préparatoire du Sommet

Le 21 septembre 2023, le Président de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, Dennis Francis, a tenu la réunion ministérielle préparatoire du Sommet de l'avenir. Cette réunion a marqué un jalon important vers la tenue de ce sommet très attendu et a offert aux États Membres un lieu d'échange de perspectives et de priorités.

Il s'agissait notamment de cerner les attentes quant aux résultats concrets et orientés vers l'action, en faisant fond sur les conclusions du Sommet sur les objectifs de développement durable. La réunion s'est tenue conformément à la résolution 76/307 de l'Assemblée générale sur les modalités du Sommet de l'avenir.

Sommet de l'avenir et Pacte pour l'avenir

Pour donner suite à Notre Programme commun, les États Membres ont décidé d'organiser le Sommet de l'avenir, qui constitue une occasion historique de restaurer une confiance érodée et de démontrer que la coopération internationale peut être utile pour atteindre les objectifs convenus, faire face aux menaces nouvelles et tirer parti des possibilités qui s'offrent à nous. Pour ce faire, les États Membres devront négocier et approuver un document final orienté vers l'action intitulé « Un Pacte pour l'avenir » lors du Sommet de l'avenir qui se tiendra en septembre 2024.



Un jeune déplacé de Khan Younès, assis à côté de ses oiseaux bien-aimés, à Rafah, dans la bande de Gaza. Il les a emmenés au fil de ses déplacements, malgré les bouleversements, et espère la fin de la guerre pour pouvoir rentrer chez lui.

(Rafah, janvier 2024)
© UNICEF/Eyad El Baba



« Notre monde traverse actuellement une période difficile, mais ce qui a été accompli ces 75 dernières années est immense, et notre capacité de transformer les crises en possibilités et en espoir est énorme pour autant que nous agissions comme une seule famille humaine. »

Amina J. Mohammed,
Vice-Secrétaire générale

Parallèlement, **les principes du multilatéralisme élaborés au fil des décennies sont ignorés ou bafoués en toute impunité**. La Charte des Nations Unies, le droit international des droits humains et le droit international humanitaire sont mis à mal quand des parties à un conflit prennent pour cible des hôpitaux, des écoles, des opérations d'aide humanitaire ou des infrastructures civiles. L'espace civique se rétrécit sous les régimes autoritaires, et des journalistes sont tués et maltraités pour avoir fait leur travail, qui est essentiel.

Le présent rapport montre qu'en **dépit des difficultés, des progrès sont possibles et le changement est à notre portée**. Mais de tels résultats peuvent avoir un coût tragique. **De toute l'histoire de notre Organisation, l'année écoulée a été la plus meurtrière pour le personnel de l'ONU et les travailleurs humanitaires**. Dans leur immense majorité, les victimes étaient des employés de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient qui travaillaient dans la bande de Gaza. Nous sommes de tout cœur avec leurs familles, amis et collègues. **Leur détermination et leur sacrifice ne font que renforcer notre volonté de soutenir les personnes les plus vulnérables** qui, dans le monde, se trouvent dans une situation d'urgence humanitaire.

Cette volonté de rester sur place sans flétrir se manifeste notamment par le fait que notre personnel continue, par son travail, d'apporter son soutien aux personnes et populations y compris lorsque les grandes missions des Nations Unies – par exemple au Mali et au Darfour (Soudan) – réduisent leurs activités et ferment. Plusieurs organismes des Nations Unies maintiennent une présence sur place, continuant ainsi de mener à bien leur mission essentielle, qui souvent permet de sauver des vies.

L'an dernier, **nous avons coordonné** avec nos partenaires sur le terrain **des plans de réponse humanitaire dont 245 millions de personnes ont bénéficié dans 74 pays**, et apporté une aide et une protection vitales à près de 160 millions de personnes qui en avaient besoin d'urgence. L'alimentation et la nutrition, l'eau et l'assainissement, l'éducation et les services de santé d'urgence ainsi que les abris et la protection sont autant de domaines dans lesquels notre personnel a continué de travailler sur place dans des pays secoués par des conflits féroces, notamment en Afghanistan, au Soudan, au Yémen, dans la Corne de l'Afrique et dans le Territoire palestinien occupé. Avec nos partenaires, nous sommes également intervenus après des catastrophes dévastatrices, notamment les séismes survenus au Maroc, en République arabe syrienne et en Turquie, et les inondations qu'ont connues la Libye, le Malawi et le Mozambique. **Nous avons obtenu ces résultats en dépit d'un déficit record du financement de l'action humanitaire.** Les 22,7 milliards de dollars fournis par les donateurs n'ont couvert que 40 % des 56,1 milliards de dollars nécessaires pour mener à bien notre travail vital. Néanmoins, nos équipes humanitaires et leurs partenaires sur le terrain n'ont pas ménagé leurs efforts pour aider les personnes qui étaient dans le plus grand besoin.

Par ailleurs, **le Sommet sur les objectifs de développement durable qui s'est tenu l'année dernière a réuni plus de 6 000 personnes issues de diverses branches des secteurs public et privé** avec pour but d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable, dont seulement 15 % sont en passe d'être atteints. **Les dirigeants du monde ont accueilli avec intérêt notre appel en faveur d'un plan de relance des objectifs de développement durable d'un montant de 500 milliards de dollars par an** et pris acte de la nécessité d'une réforme urgente de l'architecture financière mondiale – y compris les banques multilatérales de développement – devant permettre aux pays en développement d'investir dans les systèmes dont leurs populations ont besoin.



« Si nous voulons un avenir pacifique et durable, nous devons être solidaires. Année après année, l'ONU reste solidaire des peuples du monde et agit en leur faveur. »

E. Courtenay Rattray,
Chef de Cabinet



« Ensemble, nous devons redoubler d'efforts pour renforcer le système multilatéral, de sorte qu'il agisse concrètement pour tous et partout et qu'il offre l'espoir d'un monde meilleur, plus juste, plus pacifique et plus durable pour les générations actuelles et futures. »

Guy Ryder,
Secrétaire général adjoint
aux politiques

De l'ambition à l'action

Afin d'aider à la mise en œuvre complète du Programme 2030, le Secrétaire général a lancé des initiatives visant à intensifier l'**action que nous menons collectivement en vue d'atteindre les objectifs énoncés dans Notre Programme commun**. Ces initiatives ont pour objectif de créer un monde inclusif et équitable pour tous, en tirant parti des technologies de pointe et en encourageant la coopération numérique. En tirant parti des **solutions numériques, de l'innovation et de l'expertise scientifique**, l'ONU est résolue à s'attaquer aux problèmes mondiaux et à veiller à ce que nul ne soit laissé de côté à mesure que nous avançons vers un avenir durable et prospère pour l'humanité.



« La possibilité d'associer véritablement les jeunes aux décisions à tous les niveaux est l'un des meilleurs outils dont nous disposons pour réaliser le Programme 2030. »

Felipe Paullier,
Sous-Secrétaire général
aux affaires de la jeunesse

Bureau des Nations Unies pour la jeunesse

C'est à l'unanimité que l'Assemblée générale a décidé de créer le Bureau des Nations Unies pour la jeunesse en 2023. Le Bureau agit pour promouvoir les questions touchant les jeunes dans le système des Nations Unies et permet une participation pleine, inclusive et effective des jeunes et des organisations de jeunes aux travaux de l'Organisation. Crée comme suite au rapport du Secrétaire général intitulé « Notre Programme commun », le Bureau marque le début d'une nouvelle ère pour la cause de la jeunesse.

Le Bureau des Nations Unies pour la jeunesse s'appuie sur les travaux menés pendant plus d'une décennie par les Envoyés du Secrétaire général pour la jeunesse pour s'employer à remédier aux problèmes persistants auxquels se heurtent les jeunes partout dans le monde, notamment l'accès à l'éducation, à l'emploi et aux services de santé. Guidé par la Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse, il œuvre à la solidarité intergénérationnelle et multipartite et renforce la participation des jeunes dans tous les axes de travail de l'Organisation. La création du Bureau marque une étape décisive de la revitalisation et de l'amplification de l'action de l'ONU auprès des jeunes, l'objectif étant de tirer parti de l'immense potentiel social et économique qu'ils représentent.



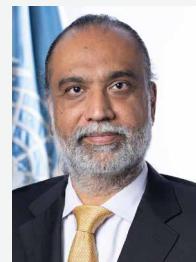
ONU 2.0  ONU 2.0
Cinq axes de changement

ONU 2.0 est l'ambition que nourrit le Secrétaire général pour le système des Nations Unies, qu'il veut moderniser et doter de compétences de pointe et d'une culture d'avant-garde qui lui permette de produire de meilleurs résultats, d'offrir un meilleur soutien aux États Membres et de contribuer davantage à la réalisation des objectifs de développement durable. Nous nous efforçons de concrétiser cette ambition en fusionnant les compétences dans les données, l'innovation, la technologie numérique, la prospective et les sciences comportementales et en promouvant une culture qui mette en valeur l'agilité, l'apprentissage et la curiosité afin de créer un environnement dans lequel ces compétences peuvent s'épanouir.





Le Secrétaire général, António Guterres (troisième à partir de la gauche), s'entretient avec l'Organe consultatif de haut niveau sur l'intelligence artificielle.



« Les possibilités offertes par l'intelligence artificielle sont extraordinaires, notamment dans les domaines de la santé, de la sécurité alimentaire, de l'éducation et de la transition verte. Nous pouvons exploiter cette technologie pour redresser la barre en vue d'atteindre les objectifs de développement durable, mais cela doit se faire en toute sécurité et de manière inclusive et responsable. »

Amandeep Singh Gill, Envoyé du Secrétaire général pour les technologies

(New York, décembre 2023) © Photo ONU/ Eskinder Debebe

Organe consultatif de haut niveau sur l'intelligence artificielle



L'Organe consultatif de haut niveau sur l'intelligence artificielle est un groupe multidisciplinaire composé de 39 experts en intelligence artificielle issus de toutes les régions. Créé pour mener des analyses et formuler des recommandations sur la gouvernance internationale de l'intelligence artificielle, il a publié un rapport d'étape en 2023 et un rapport final en 2024, dans lesquels il a souligné la nécessité d'appréhender la problématique de façon globale et de formuler des recommandations pratiques sur la gouvernance de l'intelligence artificielle pour l'humanité. Premier du genre, ce groupe mondial, diversifié et respectueux de l'équilibre entre les sexes, a apporté des contributions inestimables sur les possibilités, les risques et la gouvernance internationale de l'intelligence artificielle, aujourd'hui et demain.



Conseil scientifique consultatif



En août 2023, le Secrétaire général a nommé un conseil consultatif chargé de conseiller les hauts responsables des Nations Unies sur les percées scientifiques et technologiques. Le Conseil scientifique consultatif chargé de rendre des avis indépendants sur les percées scientifiques et technologiques a pour principale mission de formuler des recommandations sur la manière dont les Nations Unies peuvent anticiper les problèmes nouveaux, gérer les risques et exploiter les avantages de la science et de la technologie dans le cadre des politiques et des programmes. Composé de sept éminents scientifiques spécialistes des domaines de l'intelligence artificielle, des sciences de l'environnement et de la biologie, le Conseil consultatif reçoit l'appui de scientifiques en chef des Nations Unies, notamment de la FAO, du PNUE, de l'UNESCO et de l'OMM, ainsi que de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies, du Recteur de l'Université des Nations Unies et d'un réseau diversifié de 11 organisations scientifiques mondiales. Il prépare des exposés sur des questions scientifiques en devenir, publie chaque année un tour d'horizon prospectif et s'emploie à promouvoir la confiance dans la science auprès des instances multilatérales.



Réseau des Nations Unies de laboratoires pour l'avenir



Le Réseau des Nations Unies de laboratoires pour l'avenir, proposé par le Secrétaire général dans son rapport de 2021 intitulé « Notre Programme commun », a été créé en 2023 pour aider l'Organisation et la communauté internationale à mieux se préparer aux grands risques mondiaux et à faire en sorte que les grandes décisions soient prises en tenant compte de leurs répercussions sur les générations futures. Construit autour d'un pôle mondial chargé de conduire son action, le Laboratoire pour l'avenir est un réseau qui permet au système des Nations Unies et à d'autres parties prenantes d'intégrer la réflexion sur l'avenir et la prospective stratégique dans la planification, l'élaboration des politiques et la prise de décisions.

En Antarctique, le Secrétaire général constate les effets de la crise climatique sur un environnement glacial qui est néanmoins en train de fondre rapidement.

(Antarctique, novembre 2023) © Photo ONU/Mark Garten



Droits humains : une participation de toutes et tous

Nous avons œuvré à la promotion et à la protection du travail mené par les défenseurs et défenseuses des droits humains et des organisations de la société civile dans toutes les régions, en soutenant l'action de 3 530 organisations de jeunes, et collaboré avec 1 894 organisations de défense des droits des femmes. Nous avons aidé à faire entendre des voix différentes, favorisé la participation à des forums intergouvernementaux, mis en place une plateforme de réseaux de protection des acteurs de la société civile menacés et défendu les droits humains dans l'espace numérique.

Plusieurs grandes initiatives environnementales ont vu le jour en 2023, notamment le Programme d'action sur l'eau, le Cadre mondial relatif aux produits chimiques – Pour une planète sans produits chimiques ni déchets nocifs et la **signature, par 175 pays, d'un accord marquant une étape décisive vers l'élaboration d'un traité juridiquement contraignant sur la pollution plastique**. Alors que les changements climatiques, la pollution et la perte de biodiversité continuent de menacer l'avenir de notre planète, la vingt-huitième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Doubaï, s'est conclue par des **appels à l'abandon progressif des combustibles fossiles, à la mise en place opérationnelle du fonds pour les pertes et les préjudices et à un engagement en faveur de techniques de refroidissement durables, de la réduction des émissions de méthane et de la fin de la déforestation à l'horizon 2030**.

Tout au long de 2023, l'Organisation a continué d'œuvrer à la défense et à la promotion des droits humains fondamentaux, notamment ceux des femmes et des filles. Ensemble, le fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la lutte contre la violence à l'égard des femmes, le Women's Peace and Humanitarian Fund (Fonds pour les femmes, la paix et l'action humanitaire) et le Programme conjoint visant à accélérer les progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales sont **venus en aide à des dizaines de milliers de femmes et de filles dans le monde entier**. En outre, l'ONU a accompagné huit processus de révision constitutionnelle pour veiller à ce que la perspective des femmes soit prise en compte et représentée.

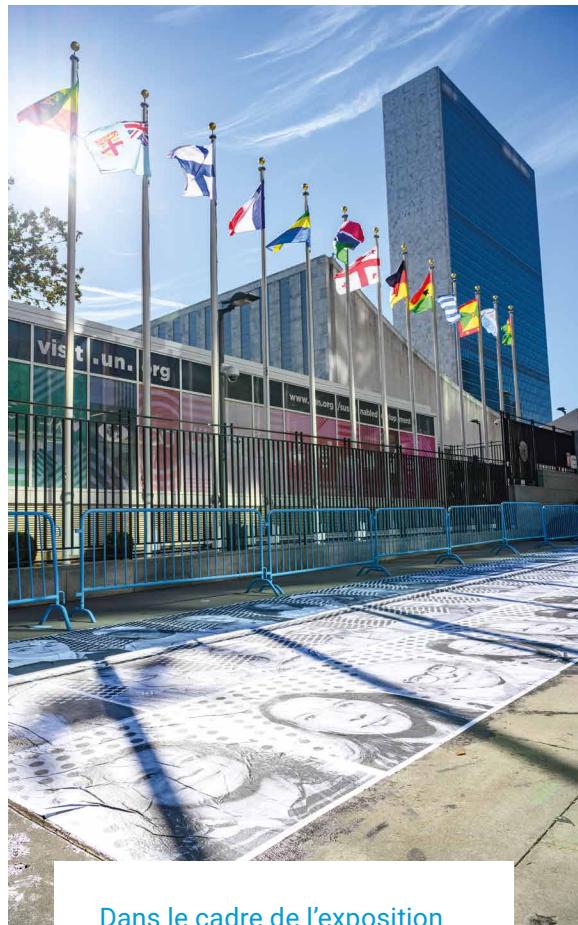
L'année 2023 a été particulièrement importante en ce que nous nous sommes employés à **renforcer l'engagement de la communauté internationale en faveur du multilatéralisme et des valeurs consacrées par la Charte**. En vue du Sommet de l'avenir, nous avons rédigé et présenté une série de notes d'orientation dans des domaines fondamentaux tels que la paix et la sécurité, la mobilisation des jeunes et les générations futures. Ce travail a également porté sur la gouvernance de l'espace numérique et l'intelligence artificielle. Par exemple, pour lutter contre le fléau de la désinformation et de la désinformation, nous avons continué de travailler à l'élaboration des Principes mondiaux des Nations Unies pour l'intégrité de l'information.

Pour parvenir à de tels résultats, **nous devons sans relâche consolider nos opérations dans le monde entier, sous la houlette de nos coordonnatrices et coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies**, qui travaillent avec les gouvernements des pays hôtes pour intensifier les efforts en faveur des objectifs de développement durable et augmenter les investissements à cette fin.

En outre, l'année 2023 a été marquée par des avancées majeures dans notre engagement à créer un environnement de travail bienveillant et respectueux pour notre personnel. Notre détermination à faire vivre nos valeurs s'est traduite par la **création du Bureau de la lutte antiraciste**, l'instauration d'une nouvelle politique de congé parental, des progrès au titre de la Stratégie pour la santé mentale et le bien-être dans le système des Nations Unies et de nouveaux efforts de lutte contre le harcèlement sexuel et l'exploitation et les atteintes sexuelles.

Pour fournir un travail de qualité, nous avons besoin de liquidités. Nous avons pris des mesures strictes pour ménager nos réserves de trésorerie, afin d'atténuer les effets de la crise des liquidités sur nos activités financées au moyen du budget ordinaire. Les retards de versement et le non-versement des contributions destinées aux opérations de maintien de la paix ont affaibli notre capacité de rembourser les sommes dues au titre du matériel appartenant aux contingents. Nous continuerons à rechercher des solutions durables pour pouvoir nous acquitter de notre mandat de la manière la plus efficace et la plus durable possible.

À chaque étape, **notre Organisation et notre personnel resteront solidaires des peuples du monde** en ces temps difficiles, et nous continuerons de nous employer à bâtir ensemble un avenir plus pacifique, plus sain, plus équitable et plus prospère et un monde qui ne laisse personne de côté.



Dans le cadre de l'exposition photographique interactive intitulée « Peace Begins with Her » (La paix commence avec elle), l'ONU a rendu hommage aux artisanes et soldates de la paix, qui contribuent à mettre fin aux conflits et à instaurer une paix durable.

(New York, octobre 2023)
© Photo ONU/Loey Felipe

Détail de la sculpture intitulée « Arrivée ». Située sur la pelouse Nord du Siège de l'ONU, elle est un symbole d'espoir et de résilience dans la quête d'un avenir meilleur vers un monde qui ne laisserait personne de côté.

(New York, mai 2024) © Photo ONU/Mark Garten

Ouvrir des voies de développement durable

Action en faveur d'une croissance économique soutenue et du développement durable



Ouverture du Week-end d'action en faveur des objectifs de développement durable, qui a permis de maximiser les retombées du Sommet sur les objectifs de développement durable



Notre action

- Appui aux organes directeurs mondiaux
- Coopération internationale pour le développement
- Coopération régionale pour le développement
- Égalité des genres et autonomisation des femmes

Notre équipe

- Département des affaires économiques et sociales
- Bureau de la coordination des activités de développement
- CNUCED
- Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
- Commissions régionales
- ONU-Femmes
- ONU-Habitat
- Programme des Nations Unies pour l'environnement

La Vice-Secrétaire générale, Amina J. Mohammed, rencontre des réfugiés dans l'est du Tchad.

(Farchana, juillet 2023) © Bureau du Coordonnateur résident au Tchad/Annour Halal



Réalisation des objectifs de développement durable : bilan

Plus de 110 représentants gouvernementaux de haut niveau se sont réunis

38 pays et l'Union européenne ont fait état des progrès accomplis

204 manifestations parallèles

Plus de 18 900 articles de presse

Le contexte

Alors que nous venons de passer le cap de la mi-parcours du Programme de développement durable à l'horizon 2030, **seulement 17 % des cibles associées aux objectifs de développement durable sont en passe d'être atteintes**, selon le *Rapport sur les objectifs de développement durable 2024*. La hausse des taux d'intérêt, le surendettement et la fragmentation géoéconomique ralentissent les progrès. Les émissions de gaz à effet de serre sont une cause des changements climatiques, de la perte de biodiversité et de la pollution, qui **touchent de façon disproportionnée les populations pauvres**. Les femmes demeurent sous-représentées dans les processus décisionnels et **font l'objet de discriminations qui entravent les progrès vers l'égalité des genres**.

Nos objectifs

L'ONU s'emploie à redresser la barre pour atteindre les objectifs de développement durable tels que fixés dans le **Programme 2030**. En faisant fond sur celui-ci, les équipes de pays des Nations Unies, sous la conduite des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, prennent des mesures décisives pour intensifier l'action en tenant compte des besoins et des priorités des pays.



La Première Ministre de la Barbade, Mia Amor Mottley, prend la parole à l'occasion d'une conversation informelle organisée avec le Président de la Banque mondiale, Ajay Banga, et la maire de Montevideo, Carolina Cosse, pendant le Sommet sur les objectifs de développement durable de 2023.

(New York, septembre 2023) © Photo ONU/Cia Pak



« Nous devrons redoubler d'efforts au cours des six prochaines années pour atteindre les objectifs de développement durable. Le Département des affaires économiques et sociales fera prévaloir le Programme 2030 comme la meilleure voie vers un avenir meilleur. »

Li Junhua,
Secrétaire général adjoint
aux affaires économiques
et sociales



« Le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents est la pièce maîtresse des solutions intégrées et efficaces mises en place par le système des Nations Unies pour le développement pour atteindre plus rapidement les objectifs de développement durable. »

Oscar Fernández-Taranco,
Sous-Secrétaire général à la coordination
des activités de développement



La chorale Sing for Hope
au Pavillon des objectifs
de développement durable.

(New York, septembre 2023)
© Bureau des Nations Unies pour
les partenariats/Tyreese Nacho

Des données pour le développement durable

En 2023, nous avons amélioré l'accès du public à des données faisant autorité grâce à la nouvelle plateforme «UN Data Commons for the SDGs» (communauté de données des Nations Unies pour les objectifs de développement durable), renforcé la gouvernance des données et assuré le suivi des progrès réalisés par 166 pays dans l'adoption de l'intelligence artificielle et des technologies d'avant-garde à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable.



Nos réalisations

Mise en œuvre du Programme 2030

Malgré des difficultés croissantes, les États ont réaffirmé à l'occasion du Sommet sur les objectifs de développement durable de septembre 2023 leur ambition vis-à-vis du Programme 2030 ainsi que leur détermination à le réaliser **au cours des six prochaines années**. Le Secrétaire général a exhorté les dirigeants du monde à mettre en place un **plan de sauvetage pour l'humanité et la planète**, à la suite de quoi les États ont publié une déclaration politique dans laquelle ils ont accueilli favorablement ses propositions concernant **un plan de relance des objectifs de développement durable d'un montant de 500 milliards de dollars et une réforme urgente de l'architecture financière internationale**. Le Week-end d'action en faveur des objectifs de développement durable tenu lors du Sommet a permis aux parties prenantes de s'entendre sur **six transitions clés** devant permettre d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable : les systèmes alimentaires ; l'éducation ; l'énergie durable ; l'action climatique et la biodiversité ; les emplois décents et la protection sociale ; la desserte numérique.

Le Sommet a également débouché sur **12 nouvelles initiatives à fort impact** destinées à redresser la barre pour atteindre les objectifs de développement durable. Le *Rapport mondial sur le développement durable* offre des perspectives scientifiques qui encouragent les États à élaborer des plans nationaux porteurs de transformation qui soient à même de générer des synergies tout en ménageant des compromis. L'initiative à fort impact sur la transformation de l'éducation a eu pour objectif de **donner aux enseignants les moyens de réussir** dans un système éducatif en pleine mutation, et un soutien important a été apporté à l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale et des transitions justes afin de **promouvoir le travail décent et la protection sociale** dans le monde entier.

La coalition Local2030, une initiative à fort impact établissant des liens entre les villes, les régions et le secteur industriel, a encouragé les **interventions multipartites** à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable au niveau local. Cette initiative a été complétée par la mise en place du Groupe consultatif pour les autorités locales et régionales, visant à **faire entendre les voix locales** à l'échelle mondiale.

Les techniques spatiales au service de la résilience face aux catastrophes

L'ONU aide tous les pays à accéder à l'espace et à tirer parti des avantages qu'il peut procurer pour accélérer le développement durable. Les activités qu'elle mène à ce titre comprennent la formation au droit de l'espace, l'immatriculation des objets lancés dans l'espace et les services aux organismes multilatéraux qui travaillent sur des problèmes urgents tels que les débris spatiaux. Dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence (UN-SPIDER), nous formons des experts nationaux, par exemple en République dominicaine, à accéder à des données satellitaires leur permettant de se préparer aux catastrophes et d'y faire face.



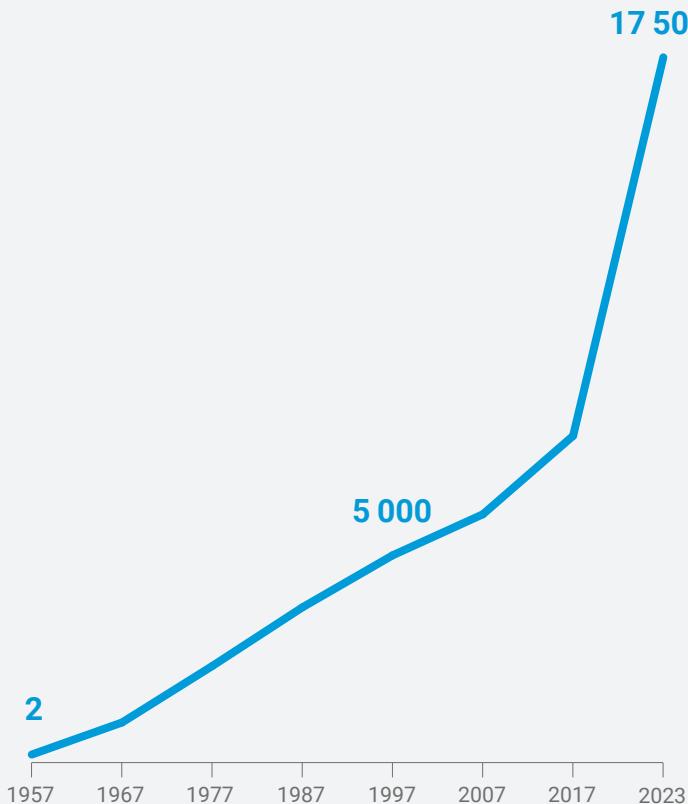
« La croissance est faible, la confiance s'érode et l'espoir s'estompe, ce qui met en péril la stabilité mondiale. Nous avons besoin de toute urgence d'un système de gouvernance repensé qui permette une riposte mondiale concertée ne laissant personne de côté. »

Satellites lancés en orbite autour de la Terre ou au-delà depuis 1957

Près de **17 500** satellites ont été lancés dans l'espace depuis 1957, dont **15 683** ont été immatriculés.



17 500



Rebecca Grynspan,
Secrétaire générale
de la CNUCED



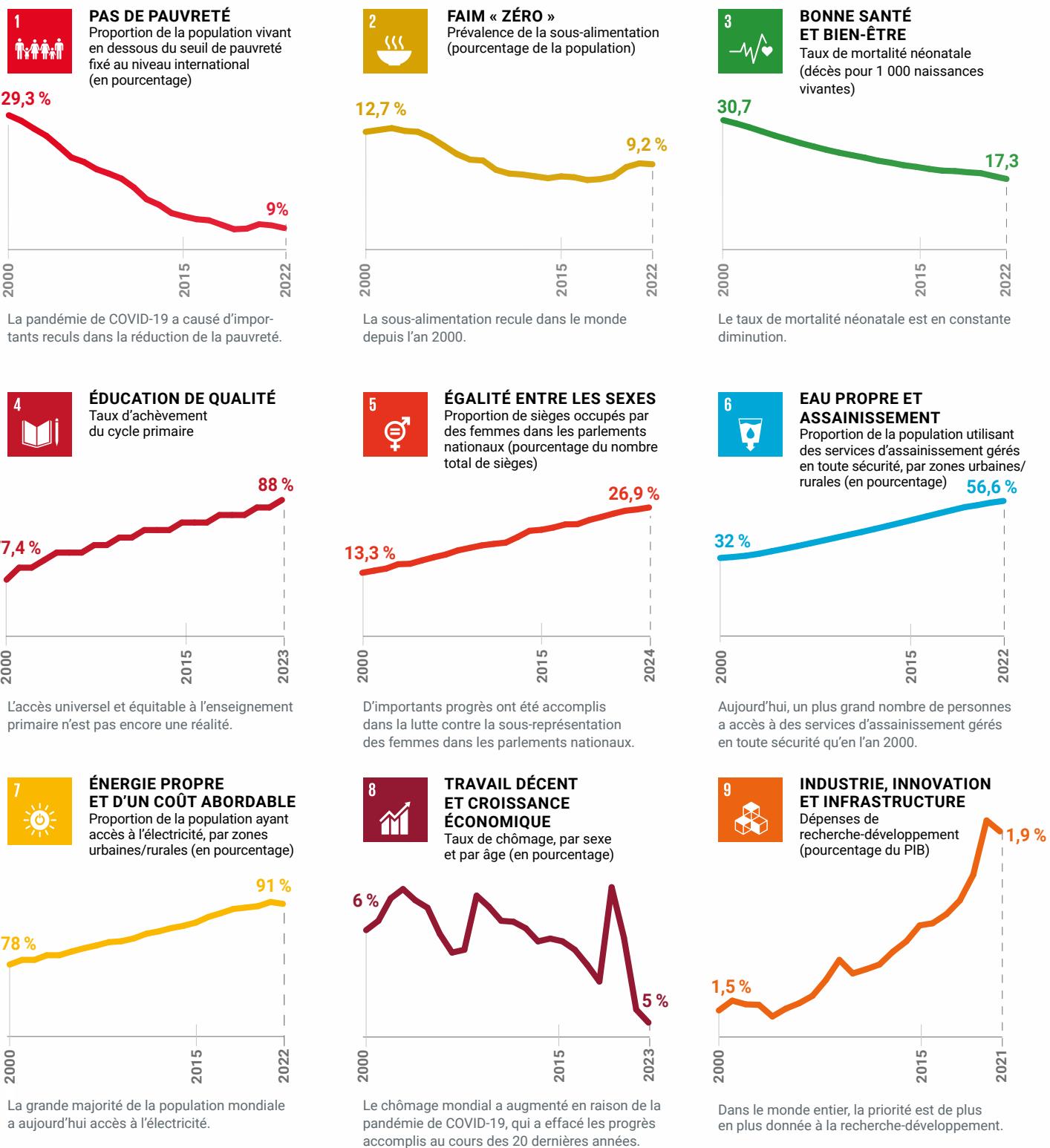
« Face à la multiplication des catastrophes naturelles dans le monde, le Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence stimule la résilience au niveau local et veille ainsi à la préservation de la vie humaine. »

Arti Holla-Maini,
Directrice du Bureau
des affaires spatiales

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 : aperçu des progrès accomplis

Les dates limites diffèrent d'un graphique à l'autre en raison des différences de fréquence dans la collecte des données relatives aux objectifs.

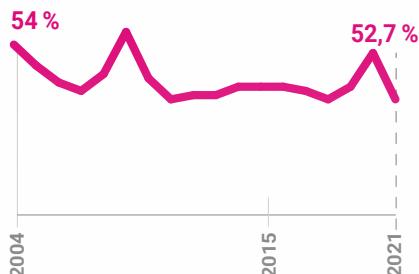
Note : Les graphiques présentés ci-dessous montrent les progrès réalisés au fil du temps pour l'une des cibles de chacun des 17 objectifs de développement.





INÉGALITÉS RÉDUITES

Part du travail dans le PIB
(en pourcentage)

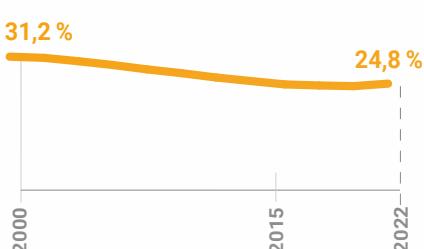


La part du travail dans le revenu national connaît une tendance à la baisse.



VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES

Proportion de la population urbaine vivant dans des quartiers de taudis
(en pourcentage)

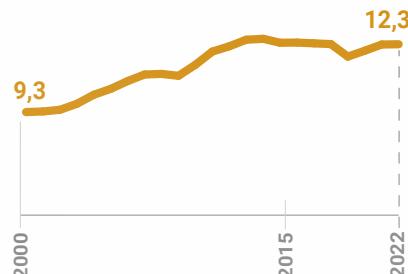


Le nombre de personnes vivant dans des établissements urbains informels diminue depuis l'an 2000.



CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES

Empreinte matérielle par personne, par type de matière brute (en tonnes)

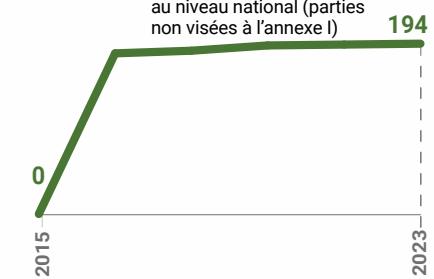


L'empreinte matérielle mondiale par personne a augmenté.



MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Nombre de pays ayant communiqué leur première contribution déterminée au niveau national (parties non visées à l'annexe I)

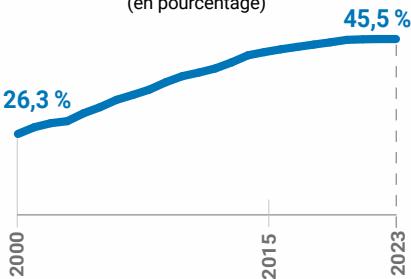


Les 191 signataires de l'Accord de Paris et l'Érythrée ont communiqué leur première contribution déterminée au niveau national.



VIE AQUATIQUE

Proportion moyenne des zones marines clés pour la biodiversité ou qui font l'objet d'autres mesures de conservation par zone
(en pourcentage)

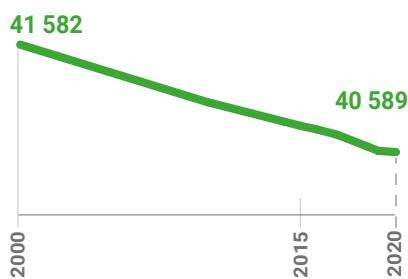


La proportion de zones clés faisant l'objet de mesures de conservation est en augmentation depuis 2000.



VIE TERRESTRE

Zones forestières
(en milliers de km²)

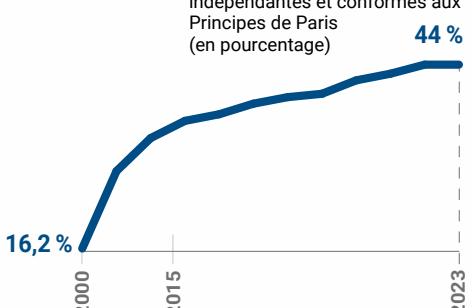


Il faut faire plus pour conserver et restaurer les forêts du monde entier.



PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES

Pays disposant d'institutions nationales des droits humains indépendantes et conformes aux Principes de Paris
(en pourcentage)

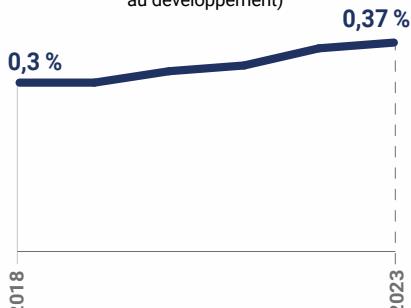


Moins de 50 % des pays disposent d'institutions des droits humains conformes aux Principes de Paris.



PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

Aide publique au développement nette
(pourcentage du RNB consacré à l'aide au développement)



L'objectif visant à consacrer collectivement 0,7 % du revenu national brut (RNB) à l'aide au développement n'est pas encore atteint.
Source : Organisation de coopération et de développement économiques.

Accélération des progrès

Les objectifs de développement durable ne sont pas en voie d'être atteints d'ici à 2030, malgré les avancées enregistrées dans certains domaines.

De plus, la pandémie de COVID-19 a ralenti le rythme des progrès, allant parfois jusqu'à entraîner des reculs au niveau des 17 objectifs. Aussi est-il d'autant plus urgent que les États Membres et les autres partenaires contribuent à la décennie d'action.





Des écoliers participent à un cours en ligne à Port-Soudan (Soudan). Le conflit a désorganisé l'enseignement formel pour la quasi-totalité des 24 millions d'enfants que compte le pays.

(Port-Soudan, juin 2024)
© UNICEF/Ahmed Mohamdeen Elfati



« Face aux problèmes que connaît le monde, les villes et la collaboration multilatérale nourrissent l'espoir. Donnons aux villes les moyens de créer un avenir où la nature et les gens s'épanouissent. »

Michal Mlynár,
Sous-Secrétaire général
et Directeur exécutif
par intérim d'ONU-Habitat

Accroissement du financement du développement

Le Secrétaire général a fait de la réforme de l'architecture financière internationale une de ses principales priorités. En mai 2023, il a publié un document d'orientation dans lequel il préconisait de procéder à des changements dans la gouvernance économique mondiale, les filets de sécurité financière et la coopération internationale en matière fiscale afin d'atteindre plus rapidement les objectifs de développement durable. Dans le cadre de sa proposition de plan de relance, il a également souligné la nécessité d'une **réforme des banques multilatérales de développement** et d'un **règlement du problème de la dette souveraine**.

En partenariat avec les États Membres, nous avons relayé les propositions faites en 2022 dans le cadre de l'Initiative de Bridgetown pour la réforme de l'architecture financière internationale au séminaire-retraite de haut niveau consacré à une architecture financière internationale pour un monde en proie à des chocs mondiaux, qui a débouché sur le Sommet pour un nouveau Pacte financier mondial, tenu à Paris en 2023. Pour débloquer les investissements nationaux, les participants au Sommet ont apporté leur soutien à la résolution de l'Assemblée générale sur l'élaboration d'une nouvelle convention-cadre sur la coopération internationale en matière fiscale destinée à promouvoir des règles équitables et universellement applicables.

De nouveaux **partenariats entre secteur public et secteur privé, axés sur le financement mixte, le désengagement face aux risques, la transparence et l'accroissement du financement privé** du développement durable, ont été encouragés dans le cadre du Pacte mondial des Nations Unies et de l'Alliance mondiale des investisseurs en faveur du développement durable.

Ne laisser personne de côté

Notre engagement en faveur d'un développement durable équitable, en particulier pour les groupes marginalisés et les personnes en situation de vulnérabilité, est resté intact.

Nous avons collaboré avec **45 des pays les moins avancés** pour mettre en œuvre les engagements pris dans le cadre du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés. Lors de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, nous avons contribué à mettre en place **15 nouveaux partenariats multipartites** visant à promouvoir l'énergie durable, la desserte numérique et le tourisme durable, ainsi que **5 objectifs porteurs de changement**, concernant la constitution de stocks alimentaires, le renforcement de la résilience, la promotion des investissements, la création d'une université en ligne et l'appui au reclassement.

Nous avons publié de nouveaux rapports sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014–2024 dans la perspective de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral, qui se tiendra en 2024. Il s'agissait, dans ces rapports, de donner un aperçu des **problèmes particuliers que rencontraient ces pays**, tels que les coûts élevés de transport et de transit et l'accès limité aux marchés mondiaux. Nous avons facilité les négociations en vue d'un nouveau programme d'action pour la prochaine décennie, en établissant un **réseau de coordonnateurs nationaux** afin d'en assurer l'exécution et le suivi.

Nous avons organisé la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement et adopté le Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement. Nous avons également appuyé les travaux d'un nouveau groupe de haut niveau sur l'élaboration d'un **indice de vulnérabilité multidimensionnelle** pour tous les pays vulnérables et facilité le **processus intergouvernemental qui en a découlé**.



« Unis, nous pouvons tracer des chemins vers la prospérité pour les plus vulnérables d'entre nous et veiller à ce que ces personnes ne soient pas laissées de côté à mesure que nous avançons ensemble vers le développement durable. »

Rabab Fatima,
Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement



« Alors que la triple crise planétaire continue de sévir, nous avons besoin d'un multilatéralisme environnemental inclusif et ambitieux pour apporter les solutions nécessaires à la réalisation de nos objectifs mondiaux. »

Inger Andersen,
Directrice exécutive
du Programme des Nations
Unies pour l'environnement



Une agente des Nations Unies travaillant au service du développement intervient auprès des populations touchées par le tremblement de terre survenu à Hérat (Afghanistan) le 8 octobre 2023, qui a fait plus de 1 500 morts et 43 000 déplacés.



Des représentants du Brésil lors d'une manifestation autochtone organisée durant la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

(Dubaï, décembre 2023) © COP28/
Mahmoud Khaled

L'action climatique au niveau local

Les villes sont une précieuse source de solutions climatiques et sont essentielles pour faire cesser la destruction et la dégradation des habitats naturels. Bien qu'elles soient à l'origine d'une grande partie des émissions liées au réchauffement de la planète, elles sont également des moteurs de l'action climatique et jouent un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de solutions. Lors du premier Sommet sur l'action climatique au niveau local, qui s'est tenu dans le cadre de la vingt-huitième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques, 72 gouvernements ont pris la résolution d'adhérer à la Coalition pour des partenariats multiniveaux de grande ambition pour l'action climatique, par laquelle ils se sont engagés à collaborer avec les autorités infranationales pour planifier et financer les stratégies climatiques et en assurer la mise en œuvre et le suivi.

Outre les États Membres, nous avons apporté notre soutien aux jeunes, aux personnes en situation de handicap, aux peuples autochtones et aux personnes âgées. Nous avons ainsi notamment **créé le Bureau des Nations Unies pour la jeunesse** et nommé le **tout premier Sous-Secrétaire général aux affaires de la jeunesse**, avec pour objectif de faire entendre la voix des jeunes dans les processus décisionnels au niveau mondial.

Lors de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, nous avons pesé en faveur d'une plus grande **équité d'accès aux soins de santé sexuelle et procréative pour les personnes en situation de handicap**, y compris les femmes et les filles.

S'agissant des peuples autochtones, nous avons œuvré en faveur de leur inclusion et de leurs droits dans **plus de 20 pays**, notamment en travaillant avec plus de **8 000 femmes autochtones d'Amérique latine** pour développer leurs compétences commerciales et numériques.

Dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le vieillissement en bonne santé (2021–2030), notre collaboration avec les États Membres a permis une **augmentation de 22 % du nombre de politiques nationales** relatives aux besoins des personnes âgées en matière de soins de santé et de services sociaux, **dans 136 pays**.

Action climatique

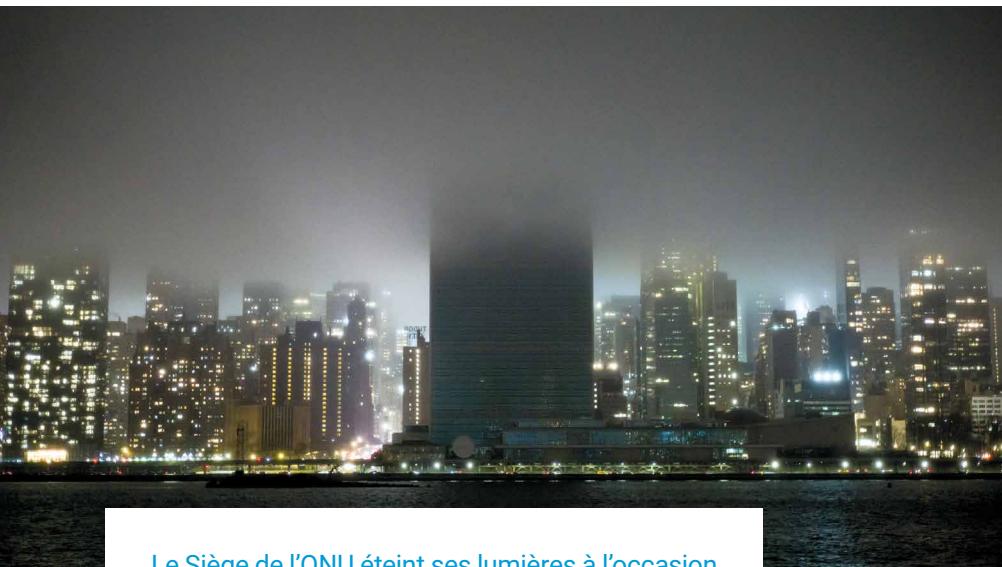
En 2023, nous avons défendu la cause d'une action climatique mondiale porteuse de changements. À la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, un **nouveau fonds pour les pertes et les préjudices** a été mis en place et des engagements ont été pris en matière de systèmes de refroidissement durable, de réduction des émissions de méthane et de lutte contre la déforestation à l'horizon 2030. L'**Africa Carbon Markets Initiative** (initiative pour les marchés du carbone en Afrique) a également été mise en place en 2023 avec l'objectif d'accroître considérablement la production de crédits d'émission de carbone sur le continent. Grâce à l'échange de crédits

d'émission, de tels marchés offrent un moyen exceptionnel **d'améliorer l'accès à l'énergie, de créer des emplois verts et de préserver la biodiversité**.

Nous avons mis en avant qu'il était urgent d'intensifier l'action climatique en publiant de nouveaux rapports sur les écarts entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions et d'adaptation aux changements climatiques, et sur l'écart de production. Selon ces rapports, **si les tendances actuelles se poursuivent, la Terre se réchauffera de 2,5 °C à 2,9 °C au cours du XXI^e siècle**, dépassant de loin l'objectif de 1,5 °C fixé par l'Accord de Paris.

La Coalition pour le climat et la qualité de l'air en vue de réduire les polluants atmosphériques à courte durée de vie a contribué à promouvoir des plans nationaux de réduction des polluants à courte durée de vie dans 50 pays, et 5 autres pays ont adhéré au **Pacte mondial sur le méthane pour réduire les émissions de 30 % d'ici à 2030**. Plus de 250 maires et gouverneurs ont participé au premier Sommet sur l'action climatique au niveau local, qui a débouché sur la signature, par 72 États, d'un nouveau pacte en faveur d'une action locale et à plusieurs niveaux pour le climat.

Nous avons lancé des initiatives en faveur du zéro déchet et dans les domaines des ressources en eau et des systèmes alimentaires au service de l'action climatique. La première Journée internationale du zéro déchet a mis en évidence **ce que pouvaient apporter les initiatives zéro déchet au développement durable à l'échelle de la planète**. La Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023, **la première depuis près de 50 ans**, a souligné l'importance des ressources en eau douce. **Le monde a adopté un nouveau cadre mondial relatif aux produits chimiques et approuvé la création d'un fonds spécial consacré au suivi de son application**. Dans son appel à l'action en faveur des droits humains, le Secrétaire général a encouragé les transitions vers des systèmes alimentaires respectueux du climat, qui ont par ailleurs bénéficié de la dynamique insufflée par le Sommet sur les objectifs de développement durable, la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et certaines résolutions récentes de l'Assemblée générale.



Le Siège de l'ONU éteint ses lumières à l'occasion de l'Heure pour la Terre.

(New York, mars 2023) © Photo ONU/Manuel Elías

La Cool Coalition élabore un engagement mondial pour l'accès au froid

Plus de 60 pays ont souscrit au Global Cooling Pledge (Engagement mondial pour l'accès au froid), élaboré par la Cool Coalition avec l'appui de l'ONU. Cet accord vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au secteur du refroidissement d'au moins 68 % au niveau mondial d'ici à 2050.



« Les décisions et les mesures prises aujourd'hui par celles et ceux qui sont aux commandes tracent les contours du monde de demain. C'est d'eux que va dépendre l'issue de la bataille menée pour contenir le réchauffement planétaire à 1,5 °C, or cette bataille peut être gagnée. Nous ne savons que trop bien aujourd'hui qui doit faire quoi et à quelle échéance. Et nous disposons des technologies, des solutions et du savoir-faire nécessaires pour éliminer progressivement les combustibles fossiles et protéger les populations et leurs moyens de subsistance de la crise climatique. »

Selwin Hart,
Sous-Secrétaire général et
Conseiller spécial pour l'action
climatique et une transition juste

Initiative Spotlight

384 millions

de personnes ont été les destinataires de campagnes

8 millions

de jeunes ont participé à des programmes

3 millions

de personnes ont eu accès à des services de lutte contre la violence de genre

548

lois et politiques ont été signées ou renforcées



« À l'heure où les conflits se multiplient sur notre planète plus que jamais divisée, il est essentiel d'investir dans les femmes et les organisations de femmes pour assurer un avenir durable, équitable et fondé sur le respect des droits humains. »

Sima Bahous,
Directrice exécutive
d'ONU-Femmes

Égalité des genres

Notre rapport intitulé « Gros plan sur l'égalité des sexes 2023 » a mis en évidence qu'il manquait environ 360 milliards de dollars par an pour parvenir à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes et des filles d'ici à 2030. Si les tendances actuelles se confirment, plus de 340 millions de femmes et de filles vivront encore dans l'extrême pauvreté en 2030.

Nous réunissons des partenaires pour remédier à certaines des lacunes les plus criantes en matière d'égalité des genres grâce à des initiatives telles que le **fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la lutte contre la violence à l'égard des femmes, qui a aidé ses bénéficiaires à fournir des ressources et des services à plus de 15 millions de personnes**. Notre **Women's Peace and Humanitarian Fund** (Fonds pour les femmes, la paix et l'action humanitaire) a mobilisé environ 50 millions de dollars pour financer l'action des défenseuses et défenseurs des droits humains et des organisations de la société civile sur le terrain. Notre Programme conjoint visant à accélérer les progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales a **aidé près de 50 000 femmes, dans six pays**, à améliorer leurs moyens de subsistance, leurs droits, leur sécurité alimentaire, leur nutrition et leur résilience.

L'**Initiative Spotlight, dotée de 545 millions de dollars**, a permis des progrès en matière de lutte contre la violence de genre dans **30 pays**, grâce à une augmentation notable des taux de condamnation des auteurs de violence de genre et des contributions au financement des budgets nationaux consacrés à la lutte contre la violence fondée sur le genre. Elle a également permis d'améliorer l'accès des femmes et des filles aux services compétents et de renforcer les plans d'action nationaux visant à éliminer la violence de genre. Elle a été traduite en initiative à fort impact des Nations Unies pour le Sommet sur les objectifs de développement durable de 2023.

Dans le cadre du programme Les femmes comptent, nous avons fourni un appui technique et des services d'assurance de la qualité à des projets menés dans six régions et plus de 25 pays, l'objectif étant d'opérer un changement dans la manière dont les statistiques sur le genre sont utilisées, créées, communiquées et consultées. Dans la publication intitulée « Feminist Climate Justice: A Framework for Action » (Justice climatique féministe : cadre d'action), nous avons proposé des pistes pour relever les défis environnementaux tout en promouvant les droits des femmes. Conscients des effets disproportionnés du VIH/sida sur les femmes et les filles, nous avons aidé 50 pays à intégrer ou étoffer la problématique de l'égalité des genres dans les stratégies nationales de lutte contre le VIH, conformément aux efforts menés au niveau mondial pour vaincre le sida d'ici à 2030.

De nos travaux est issu le **Plan pour l'accélération de la réalisation de l'égalité des genres dans le système des Nations Unies**, dont le coup d'envoi a été donné à l'occasion de la Journée internationale des femmes de 2024, au terme d'un examen approfondi des points forts et des points faibles de l'ONU en matière de promotion et de protection de l'égalité des genres, de l'autonomisation des femmes et des droits des femmes et des filles au niveau mondial, réalisé par **une équipe spéciale et un conseil consultatif constitués de 12 entités des Nations Unies**.



De jeunes réfugiées de Palestine participent à un cours de sciences dans une école des Nations Unies en Jordanie.

(Amman, mars 2024) © Photo ONU/Mark Garten

Appui régional

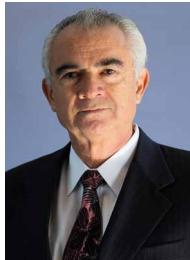
Aujourd’hui solidement établies, les **plateformes de collaboration régionale**, qui sont l’un des principaux aboutissements de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, **permettent l’échange d’analyses et de compétences entre organismes** à l’appui de nos coordonnatrices et coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies.

Nos cinq commissions régionales ont organisé des forums annuels sur le développement durable qui ont servi de plateformes régionales intergouvernementales et multipartites visant à **faciliter la concertation et à évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable**. Elles ont également apporté des contributions régionales au forum politique de haut niveau pour le développement durable et facilité la transmission du savoir entre pairs concernant les examens nationaux volontaires. Les forums tenus en 2024 ont également **contribué à donner forme aux perspectives régionales** en vue du Sommet de l’avenir et du document final qui en est attendu, intitulé « Un Pacte pour l’avenir ».



« Il nous faut des approches plus intégrées et des mesures novatrices pour se dégager des entraves au développement que sont la pauvreté, les inégalités, la vulnérabilité face aux catastrophes naturelles et la dégradation de l’environnement. »

Armida Alisjahbana,
Secrétaire exécutive de la
Commission économique
et sociale pour l’Asie et le
Pacifique



« La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes promeut une stratégie de croissance reposant sur l'industrie, les services et une masse critique de secteurs de croissance verte, l'objectif étant une croissance économique plus vigoureuse et soutenue et la réalisation accélérée des objectifs de développement durable. »

José Manuel Salazar-Xirinachs,
Secrétaire exécutif de la
Commission économique pour
l'Amérique latine et les Caraïbes



« Nous devons prendre acte du lien entre la paix et le développement durable et nous engager à faire de la paix le fondement des objectifs de développement durable dans la région arabe. »

Rola Dashti,
Secrétaire exécutive
de la Commission économique
et sociale pour l'Asie occidentale

Système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents

Les coordonnatrices et coordonnateurs résidents, plus hauts représentants du système des Nations Unies pour le développement au niveau des pays, ont contribué à mettre l'ensemble des ressources et des compétences des Nations Unies au service de l'action en faveur des objectifs de développement durable. Ils ont trouvé des partenaires pour **mobiliser des fonds** et d'autres moyens de mise en œuvre du développement durable. Ils ont également permis à l'Organisation de contribuer efficacement à la préparation aux catastrophes et aux secours en cas de catastrophe, en assurant, dans des environnements complexes, une **action immédiate et coordonnée face aux crises** dans le cadre d'interventions humanitaires, d'activités de développement et d'activités de consolidation de la paix orientées vers le développement durable. Grâce à leur travail, **le chevauchement des tâches a été considérablement réduit et les ressources ont été optimisées** pour en tirer le meilleur parti.

D'après une enquête, 92 % des gouvernements des pays hôtes interrogés étaient satisfaits des **initiatives engagées** par les coordonnatrices et coordonnateurs résidents pour apporter un appui stratégique aux priorités nationales de développement. Les deux tiers des coordonnatrices et coordonnateurs résidents viennent d'être nommés à leurs fonctions, sélectionnés dans le cadre d'un processus remanié visant à garantir un leadership diversifié et compétent, adapté au contexte de chaque pays, dans le **respect de la parité femmes-hommes et des équilibres géographiques**.



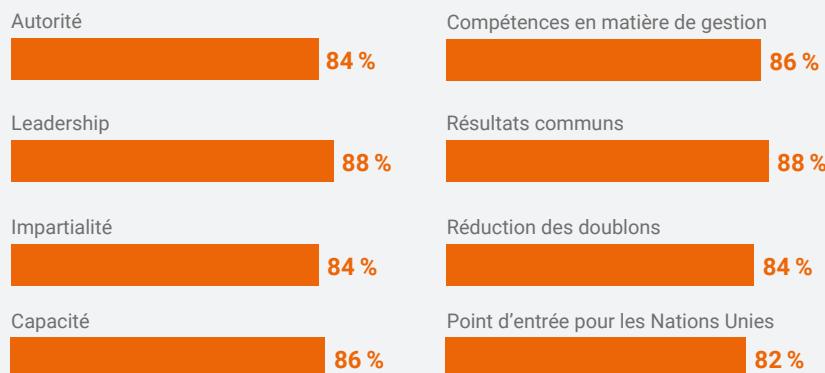
Les coordonnatrices et coordonnateurs résidents des Nations Unies réunis autour du Secrétaire général à l'occasion d'un dialogue.

(New York, novembre 2023)
© Photo ONU/Mark Garten

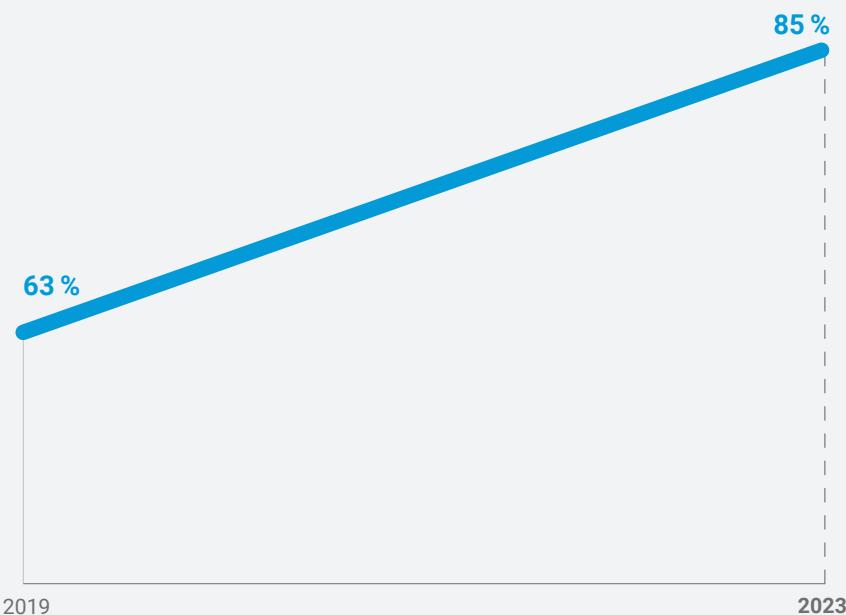
Zoom sur le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents

Sous la houlette d'un système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents renforcé, le système des Nations Unies pour le développement a continué de faire progresser la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans les pays. Les efforts déployés pour renforcer le leadership, l'impartialité, la responsabilité et l'efficacité du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents portent leurs fruits.

En 2023, les gouvernements hôtes ont, à **85 %** en moyenne, fait état d'une amélioration des résultats obtenus par les coordonnatrices et coordonnateurs résidents.



Le pourcentage de gouvernements hôtes ayant indiqué que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents avaient renforcé leur action dans chacun des domaines a augmenté de **22 points** en moyenne entre 2019 et 2023.



Coordonnatrices et coordonnateurs résidents : qu'en pensent les pays hôtes ?

92 %

estiment que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents apportent un appui stratégique aux plans nationaux

91 %

estiment que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents concourent efficacement au développement de leur pays

88 %

estiment que les coordonnatrices et coordonnateurs résidents font preuve d'un leadership plus fort



« En ces temps de crises multiples, il est plus urgent que jamais de trouver des solutions innovantes pour remettre le développement durable sur les rails dans la région paneuropéenne. »

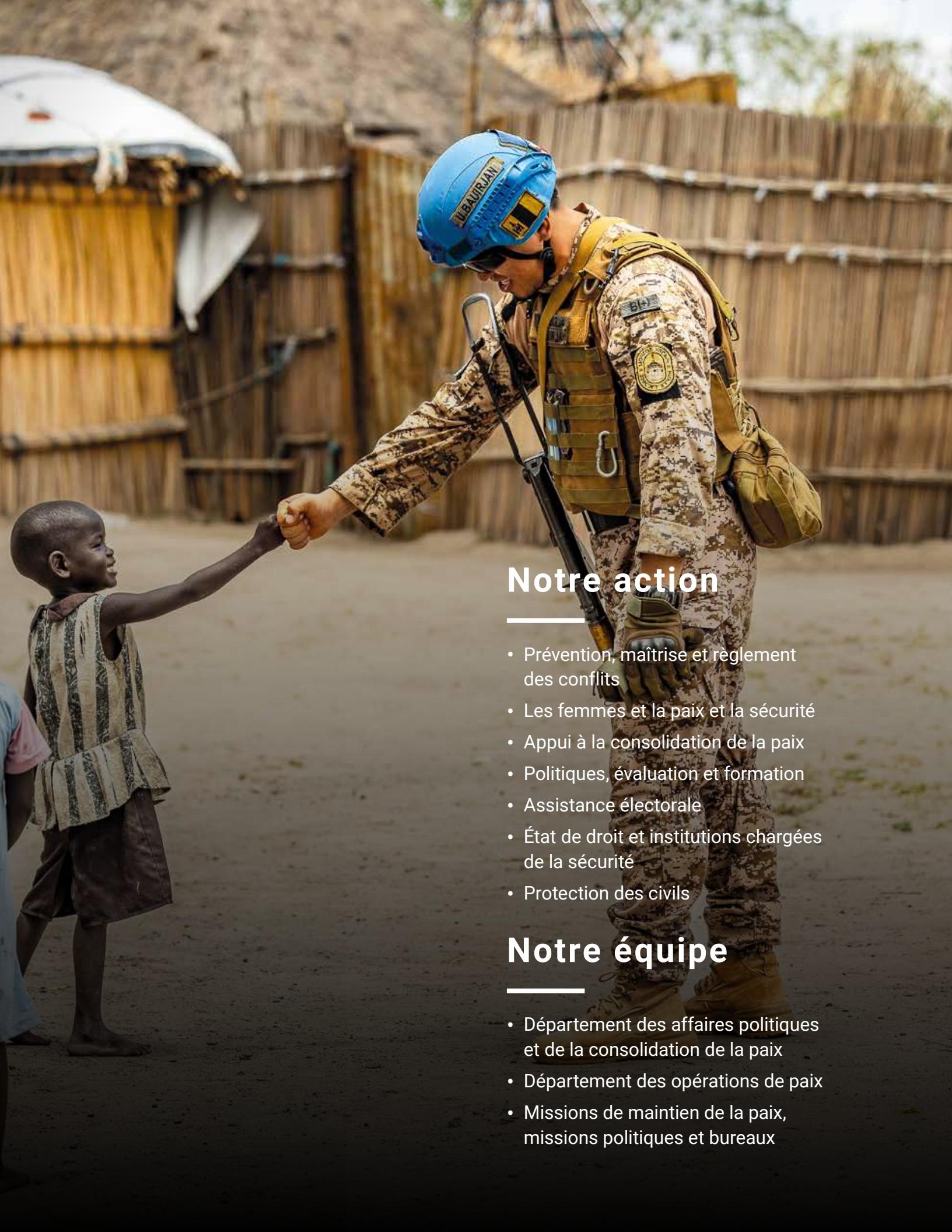
Tatiana Molcean,
Secrétaire exécutive
de la Commission économique
pour l'Europe

Favoriser la paix et la sécurité

Maintien de la paix et de la sécurité internationales



Un Casque bleu échange avec des enfants
à Tong, au Soudan du Sud.



Notre action

- Prévention, maîtrise et règlement des conflits
- Les femmes et la paix et la sécurité
- Appui à la consolidation de la paix
- Politiques, évaluation et formation
- Assistance électorale
- État de droit et institutions chargées de la sécurité
- Protection des civils

Notre équipe

- Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
- Département des opérations de paix
- Missions de maintien de la paix, missions politiques et bureaux



Des Casques bleus de la FINUL effectuent une patrouille à pied avec des soldats de l'armée libanaise le long de la Ligne bleue.

(Liban-Sud, février 2023) © FINUL/Pasqual Gorri



« Nous devons apprendre à naviguer dans la tourmente actuelle. Non seulement pour préserver les acquis en matière de sécurité collective et de cadres normatifs universels, mais aussi pour ouvrir la voie à une paix durable. »

Le contexte

La paix et la sécurité mondiales ont été mises à rude épreuve en 2023. Les conflits ont fait rage à Gaza, au Soudan et en Ukraine, mais aussi dans bien d'autres régions : ils ont entraîné la mort, détruit des moyens de subsistance, déplacé des millions de personnes et **poussé à la limite nos capacités de rétablissement de la paix et d'action humanitaire, de même que celles de nos partenaires**. D'autres problèmes persistent sur la scène mondiale, des guerres civiles interminables qui aggravent la crise climatique à la montée des inégalités et de la menace terroriste, en passant par la **remise en cause généralisée des droits humains et de l'égalité des genres** et la mise au point insuffisamment réglementée de technologies dangereuses.

Rosemary A. DiCarlo,
Secrétaire générale adjointe
aux affaires politiques et à la
consolidation de la paix

Nos objectifs

Au cœur de notre action se trouve la **diplomatie pour la paix**, guidée par la Charte des Nations Unies et les mandats de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Grâce aux activités que nous menons dans les domaines des affaires politiques et de la consolidation et du maintien de la paix, nous **aidons les États** à prévenir, gérer et régler les conflits, en mettant l'accent sur la **participation des femmes et des jeunes aux processus politiques**. La prévention des violences sexuelles liées aux conflits, des violations graves contre les enfants dans les situations de conflit armé et des atrocités criminelles occupe une place centrale dans notre travail. Dans tout ce que nous faisons, nous attachons la plus grande importance à l'**application de la politique de tolérance zéro de l'ONU** à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles.



« L'objectif du maintien de la paix est d'aider les parties à mettre fin à un conflit par la négociation d'accords de paix et la recherche de solutions politiques, et par leur application. Dans un monde plus divisé que jamais, il est essentiel que les États Membres restent unis et actifs dans leur mobilisation à cet égard. »

Nos réalisations

Prévention, maîtrise et règlement des conflits

Face à la multiplication des problèmes, le Secrétaire général a proposé son **Nouvel Agenda pour la paix**, dans lequel il a présenté des propositions concrètes pour que la logique actuelle de concurrence mondiale fasse place à une **action multilatérale en faveur de la paix dans un monde en transition**. Les États Membres y sont instamment invités à renouveler leur attachement à la Charte des Nations Unies et aux principes de confiance, de solidarité et d'universalité face au tissu de menaces qui obscurcissent notre **avenir commun**.



Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire des Nations Unies pour l'Iraq, Ghulam M. Isaczai, rencontre un groupe de familles déplacées récemment rentrées chez elles dans la province de Salaheddin.

Jean-Pierre Lacroix,
Secrétaire général adjoint
aux opérations de paix

Nos activités de maintien de la paix

76 000

Casques bleus

6 000

soldates de la paix

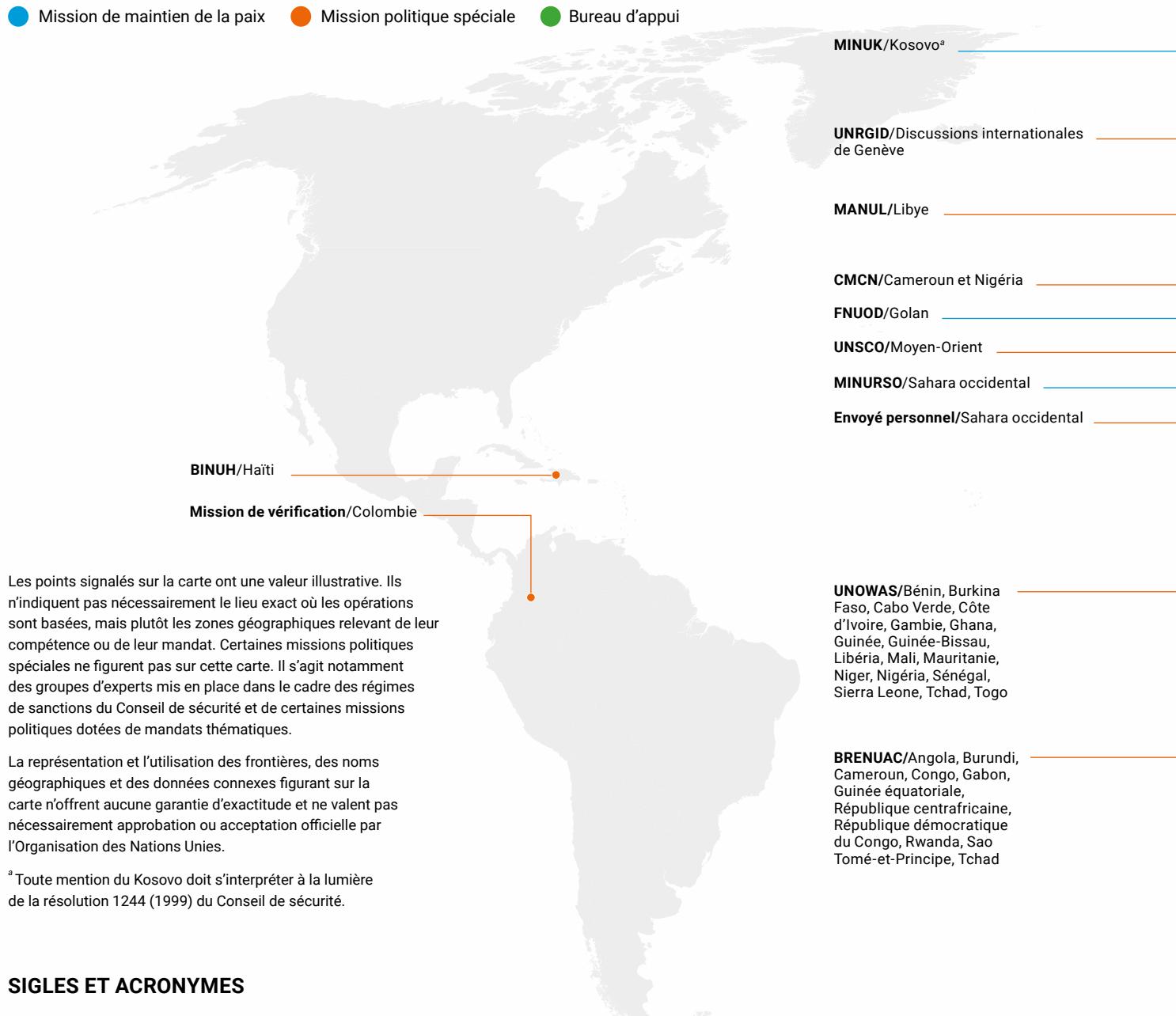
120

pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police

11

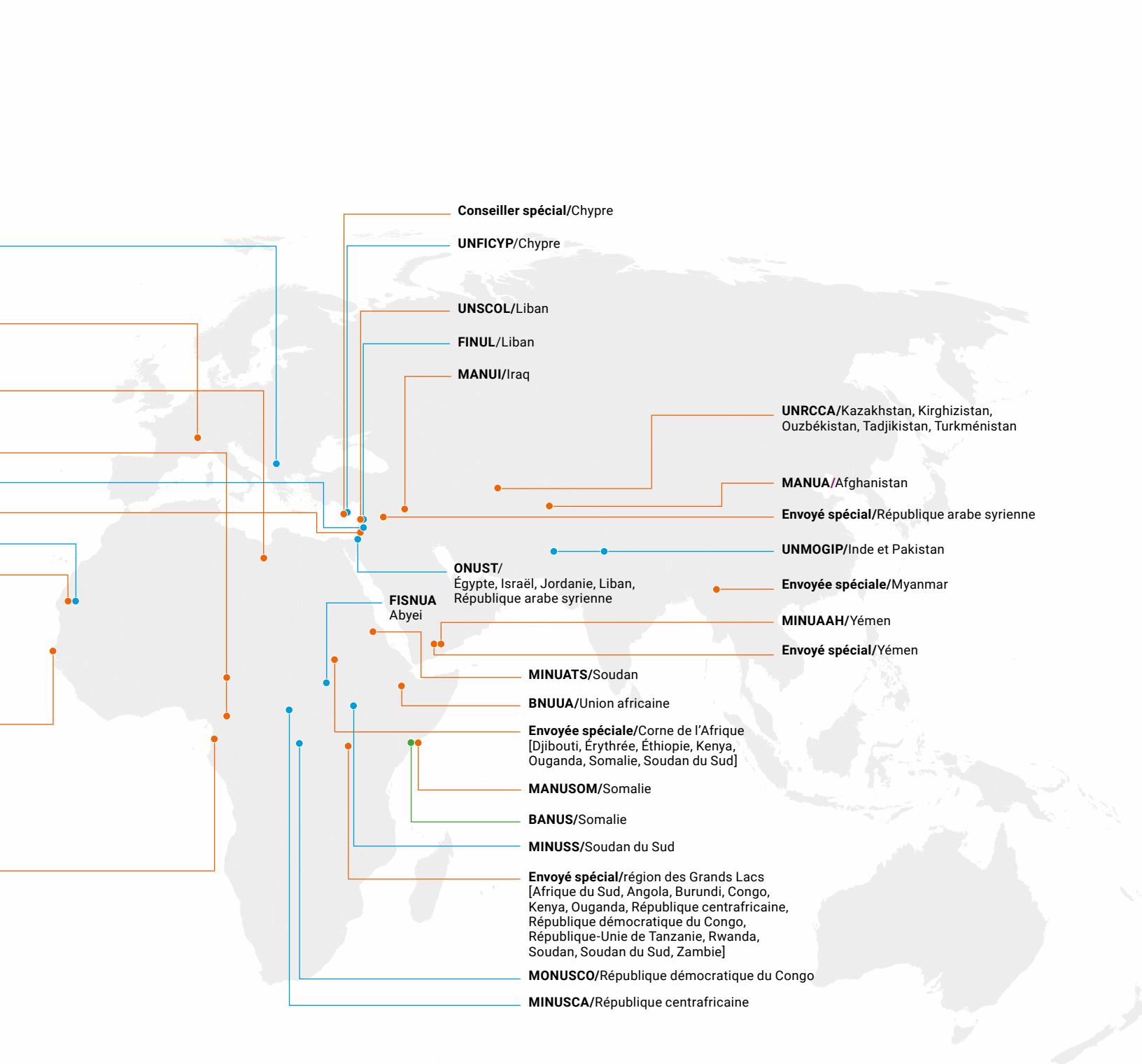
opérations de paix

Opérations de maintien de la paix, missions politiques spéciales et bureaux d'appui



SIGLES ET ACRONYMES

BANUS	Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie	MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
BINUH	Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	MANUI	Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq
BNUUA	Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine	MANUL	Mission d'appui des Nations Unies en Libye
BRENUAC	Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	MANUSOM	Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie
CMCN	Équipe des Nations Unies chargée d'appuyer la Commission mixte Cameroun-Nigéria	MINUAH	Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban	MINUATS	Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan
FISNUA	Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei	MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo ^a
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement	MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental



MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MINUSS	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNMOGIP	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan

UNOWAS	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel
UNRCCA	Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale
UNRGID	Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève
UNSCO	Bureau du Coordinateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient
UNSCOL	Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban

En plus des missions énumérées ici, un envoyé personnel du Secrétaire général participe aux efforts de rétablissement de la paix au Mozambique. Note : Ce bureau a été fermé en octobre 2023.



Vue aérienne des ruines du centre de santé de l'UNRWA à Shaykh Radwan montrant l'ampleur des destructions subies dans la bande de Gaza depuis octobre 2023.

(Gaza, février 2024) © UNRWA/Abedallah Alhaj

Appui aux efforts de médiation

152

missions d'appui à la médiation dans différents domaines : élaboration des constitutions, arrangements en matière de sécurité, égalité des genres et inclusion, et ressources naturelles

28

contextes nationaux, dans 5 régions

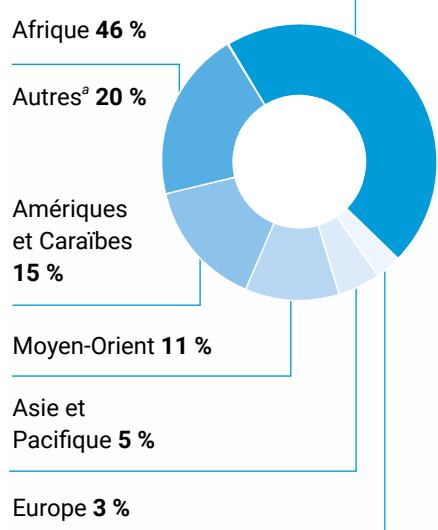
Pour la première fois en 34 ans, le Secrétaire général a invoqué l'**Article 99 de la Charte** pour porter les hostilités engagées dans la bande de Gaza et en Israël à l'attention du Conseil de sécurité, compte tenu des **effroyables** souffrances humaines, des destructions physiques et des menaces générales pour la paix et la sécurité internationales qu'elles ont engendrées. Il n'a cessé de plaider en faveur d'un **cessez-le-feu humanitaire immédiat** et de la **libération de tous les otages**. Nous avons poursuivi nos efforts de dialogue avec les pays de la région pour prévenir une escalade régionale, y compris de part et d'autre de la Ligne bleue, entre le Liban et Israël. Par l'intermédiaire du Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, nous avons continué à œuvrer en faveur de la paix, afin de **mettre un terme à l'occupation** et de concrétiser la solution des deux États conformément au droit international et aux résolutions des organes de l'ONU, c'est-à-dire par la création d'un **État palestinien souverain et pleinement indépendant, dont la bande de Gaza ferait partie intégrante**.

Le Secrétaire général et les hauts responsables ont également continué à défendre les intérêts des personnes touchées par d'autres grands conflits. Au Soudan, nous avons contribué à des initiatives de consolidation de la paix dans un contexte de violence persistante et **nous soutenons les efforts de médiation** entre toutes les parties prenantes pour aider à rétablir la paix. L'Initiative sur le transport sécurisé de céréales et de denrées alimentaires depuis les ports ukrainiens, qui s'est poursuivie pendant la majeure partie de l'année 2023, a **aidé à stabiliser les cours des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux**, malgré le conflit en Ukraine.

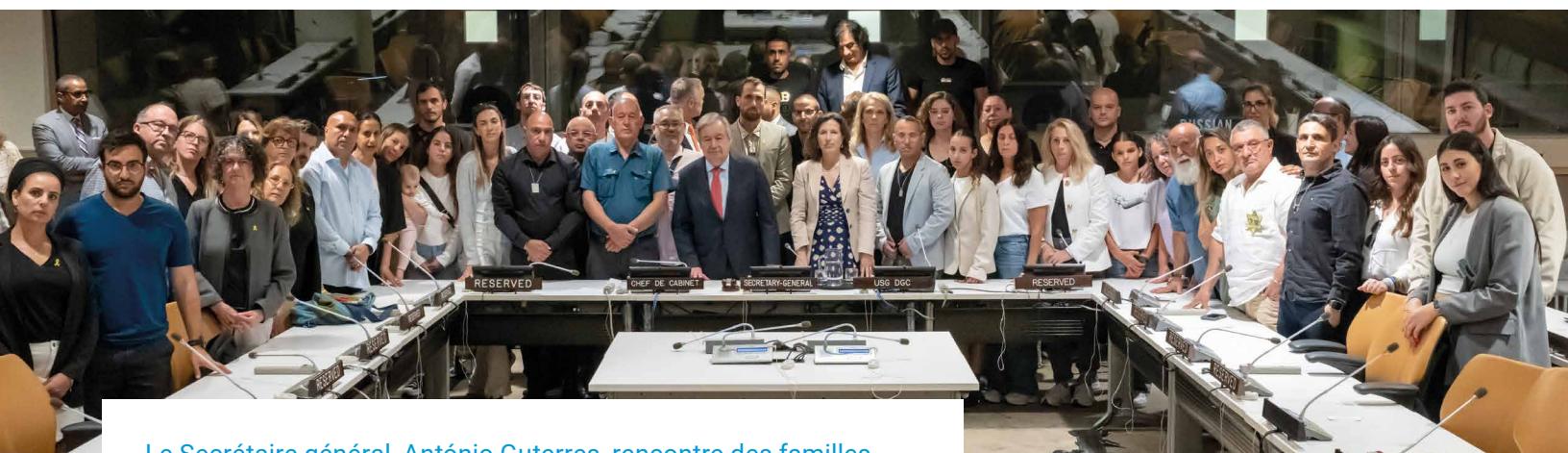
L'Organisation s'est concertée avec les membres du Conseil de sécurité pour faciliter la tenue de 400 séances du Conseil, l'établissement de plus de 50 résolutions et déclarations de la présidence, l'organisation de plus de 100 séances de comités de sanctions et d'autres groupes et l'envoi de deux missions sur le terrain dans des contextes fragiles et des situations de crise.

Dans des circonstances difficiles, nous avons également intensifié nos activités de prévention, de gestion et de règlement des conflits ainsi que de consolidation de la paix, et ce, dans l'ensemble des missions politiques spéciales, des bureaux et des opérations de maintien de la paix. **Plus de 76 000 soldats de la paix ont contribué à la protection quotidienne de civils**, notamment au Liban, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud, ainsi qu'à Abyei. En République démocratique du Congo, les forces de maintien de la paix sont intervenues pour contrecarrer la multiplication des attaques contre les civils. Au Mali, nous avons géré le retrait ordonné de plus de 13 000 personnes travaillant pour la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et transféré ses bases alors que les conditions de sécurité se dégradaient rapidement. Grâce à l'initiative Action pour le maintien de la paix, nous avons continué à investir dans l'amélioration des performances, des capacités et de la sécurité des opérations de maintien de la paix face à des menaces nouvelles, telles que les campagnes ciblées de désinformation et de désinformation.

Répartition régionale de l'aide au renforcement des capacités et à la médiation



^a Sont inclus dans la catégorie « Autres » les projets – principalement de renforcement des capacités – qui ne sont pas spécifiques à une région donnée



Le Secrétaire général, António Guterres, rencontre des familles d'otages israéliens.

Conseillères et conseillers pour la paix et le développement

133

conseillères et conseillers internationaux présents dans 74 pays

46

conseillères et conseillers nationaux, soit une augmentation de 40 % depuis 2020

Nos missions politiques spéciales ont travaillé avec les parties aux conflits pour faciliter les cessez-le-feu et favoriser des processus de paix et des processus politiques inclusifs. Par exemple, **notre action diplomatique au Yémen a contribué à un cessez-le-feu à l'échelle du pays** et à un engagement renouvelé en faveur d'un processus politique inclusif. En Colombie, le Conseil de sécurité a élargi notre mandat pour que le suivi de l'accord de cessez-le-feu entre les autorités et l'Armée de libération nationale soit assuré. Nous avons également accompagné le processus d'édification de l'État et de réconciliation en Somalie en encourageant le dialogue et un large consensus sur les principales priorités nationales.

Nos partenariats avec les organisations régionales sont toujours plus essentiels pour la prévention des conflits et la paix. Nous avons travaillé avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest pour apaiser les tensions après le changement anticonstitutionnel de gouvernement survenu au Niger. Nous avons également aidé la **Communauté économique des États de l'Afrique centrale à lutter contre les discours de haine et à encourager les jeunes et les femmes à s'engager en politique**. La résolution 2719 (2023) du Conseil de sécurité, adoptée à l'unanimité, a marqué une étape importante, en ce qu'elle aidera les opérations de soutien à la paix menées par l'Union africaine à avoir accès aux contributions des États Membres, renforçant ainsi notre partenariat avec l'Union africaine.

En outre, nous fournissons aux États Membres un appui hors du cadre des missions. Par exemple, nous avons aidé le Gouvernement chilien à mettre sur pied la Commission présidentielle pour la paix et l'entente, qui a pour mandat de régler par le dialogue les vieux litiges fonciers avec les populations autochtones.



Des ex-combattants et des victimes du conflit dans les forêts de la région des monts de María ont fondé deux associations d'apiculteurs qui collaborent sur des projets de réinsertion et d'intégration économique après avoir signé un accord de paix.

(Surre (Colombie), novembre 2023) © Mission de vérification des Nations Unies en Colombie/
Esteban Vanegas



Des Casques bleus travaillent au quartier général de la mission, à Djouba (Soudan du Sud).

(Djouba, mai 2023)
© MINUSS/Gregório Cunha

Les femmes et la paix et la sécurité

Dans le monde entier, nous avons œuvré en faveur d'une **représentation et d'une participation pleines, égales et véritables des femmes** dans les processus de paix et les processus politiques. En République démocratique du Congo, nous avons donné aux femmes des moyens de participer aux élections de décembre 2023 en les formant à la tenue de campagnes politiques et en accompagnant leur inscription sur les listes électorales, et nous avons contribué à la création d'un nouveau réseau d'observatrices électoralles. En Colombie, nous avons mené des consultations et des actions de sensibilisation de haut niveau afin que les dirigeantes et les ex-combattantes soient davantage associées au processus de paix. En République centrafricaine, nous avons créé 12 cercles de paix, composés de 300 femmes **qui œuvrent à la promotion de la paix au niveau local**. En Afghanistan, nous avons continué à défendre fermement et publiquement auprès des autorités de facto la cause des femmes et des filles, dont les droits fondamentaux, le rôle et la place dans la société doivent être respectés.

Parité des genres dans les opérations de paix

43 %

des membres du personnel
des équipes de médiation
sont des femmes

36 %

des chefs et chefs adjoints
des missions **sont des femmes**

31 %

des policiers hors unités
constituées **sont des femmes**

24 %

des observateurs militaires
et des officiers d'état-major
sont des femmes

Fonds pour la consolidation de la paix : portefeuille, donateurs et portée

203 millions de dollars

Budget approuvé

132 millions de dollars

Promesses de don (de 36 pays)

Appui à la consolidation de la paix

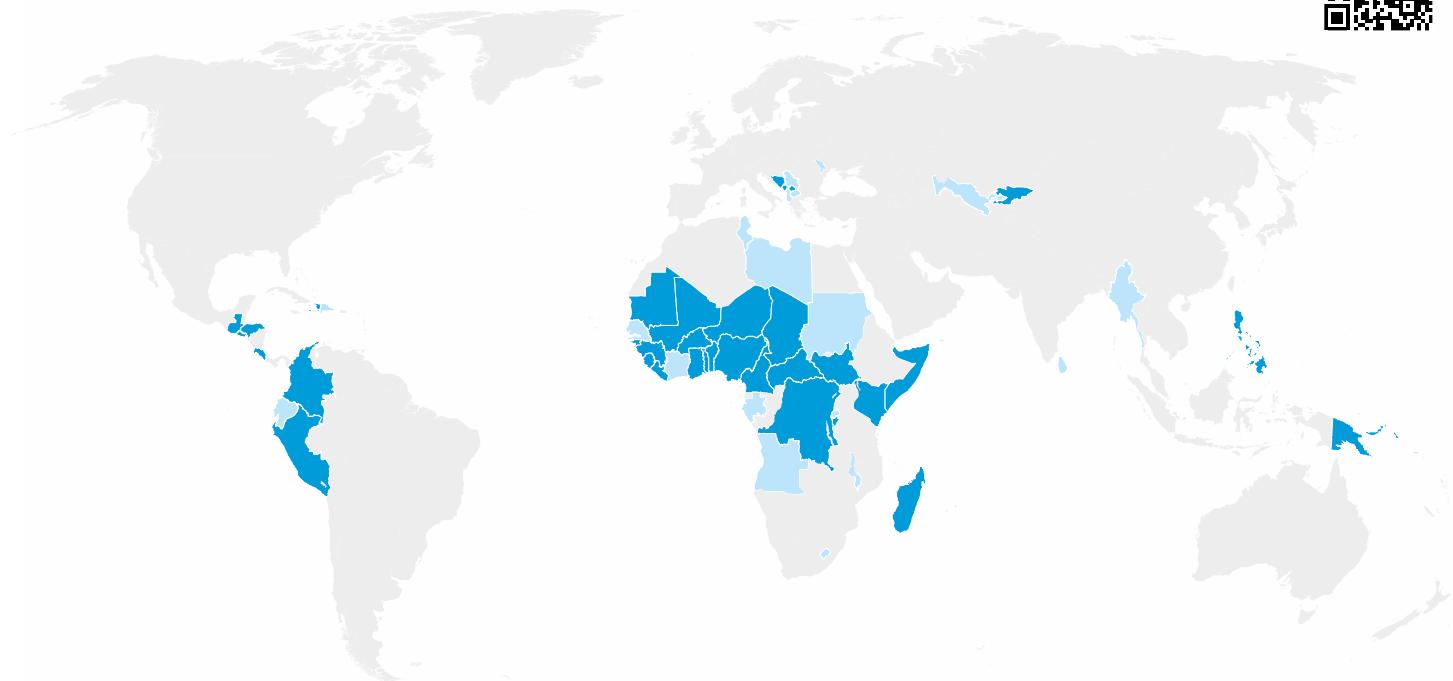
En 2023, nous avons aidé la Commission de consolidation de la paix à examiner la situation de 14 pays et régions dans le cadre de ses concertations thématiques, régionales et par pays. Nous avons facilité les travaux de la Commission dans le cadre de 20 concertations avec le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et le Conseil économique et social. Le Fonds pour la consolidation de la paix a **alloué plus de 200 millions de dollars à 36 pays et territoires** pour stimuler les plans nationaux de prévention et de consolidation de la paix. Pour la septième année consécutive, il a dépassé son objectif d'allouer 30 % des fonds à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes. Le Mécanisme d'appui aux partenariats du Bureau d'appui à la consolidation de la paix a également permis une meilleure harmonisation des stratégies et des activités avec la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales.

Nous avons déployé **plus de 130 conseillers en matière de paix et de développement** pour aider les parties prenantes nationales à développer leurs propres capacités de prévention des conflits et de pérennisation de la paix. Les opérations de paix des Nations Unies ont également continué à accompagner les pays hôtes hors du conflit et vers la paix en apportant un appui à la consolidation de la paix là où elles étaient déployées.

Fonds pour la consolidation de la paix : de nouveaux projets approuvés dans 36 pays et territoires, et soutien continu à 23 pays

● Projets approuvés en 2023

● Autres pays bénéficiant d'un soutien continu du Fonds pour la consolidation de la paix



La représentation et l'utilisation des frontières, des noms géographiques et des données connexes figurant sur la carte n'offrent aucune garantie d'exactitude et ne valent pas nécessairement approbation ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.



Une délégation des Nations Unies rencontre des femmes journalistes en Afghanistan à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse.

(Logar, mai 2024) © MANUA/Tahmina Osta

Assistance électorale

Nous avons aidé des États Membres à organiser des **élections crédibles et ouvertes à tous et dont les résultats ont été acceptés pacifiquement**. Ainsi, nous avons fourni une assistance technique, renforcé les capacités des autorités électorales nationales, favorisé la participation politique et facilité la recherche du consensus sur des questions électorales cruciales et les codes de conduite électoraux.

Dans le cadre d'initiatives conjointes de développement des capacités, nous avons renforcé les partenariats avec le Forum des îles du Pacifique, la Ligue des États arabes et l'Autorité intergouvernementale pour le développement. Nous avons collaboré avec la Ligue pour créer la première académie de formation des femmes arabes au leadership et encouragé les jeunes à se mobiliser lors des scrutins électoraux par l'intermédiaire du Réseau arabe pour la participation des jeunes aux élections.

Nos activités d'appui en chiffres

50

États Membres et territoires ont bénéficié d'une assistance

21

élections et référendums ont fait l'objet d'une assistance

13

évaluations des besoins ont été menées



Des participants parcouruent une brochure à l'occasion du lancement d'un rapport des Nations Unies intitulé « Tackling sexual violence in Somalia : prevention and protection », sur les efforts de lutte, de prévention et de protection contre la violence sexuelle en Somalie.

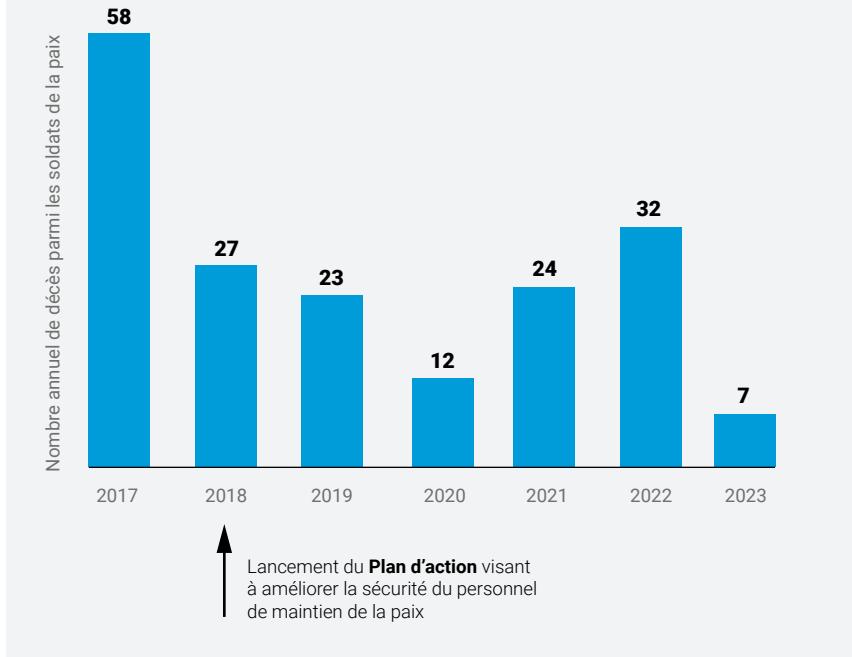
(Mogadiscio, juin 2024)
© Photo ONU/Mukhtar Nuur

État de droit et institutions chargées de la sécurité

Nos activités de soutien à l'état de droit, à la justice et aux institutions chargées de la sécurité sont restées au cœur des efforts de paix. Plus de **8 200 membres de la police des Nations Unies, répartis dans 15 missions**, ont renforcé les capacités des services de police nationaux en matière d'activités de police de proximité et d'égalité des genres. En Haïti, au Mali, en République centrafricaine et en République démocratique du Congo, par exemple, nous avons accompagné les activités de désarmement, démobilisation et réintégration, notamment au moyen de programmes de lutte contre la violence de proximité qui ont bénéficié à quelque 45 000 personnes, ainsi que d'initiatives de gestion des armes.

Nombre annuel de décès parmi le personnel de maintien de la paix

En 2022, les actes de malveillance ont été la principale cause (53 %) de décès parmi le personnel de maintien de la paix, dont 50 % étaient dus à des engins explosifs. En 2023, plus de 70 % des décès étaient dus à des engins explosifs.



Le Service de la lutte antimines de l'ONU a mené des actions de sensibilisation aux risques liés aux engins explosifs auprès de plus de 4,9 millions de personnes. Au Soudan du Sud, nous avons rendu environ **5,7 millions de mètres carrés de terrain exempts de menaces** liées aux engins explosifs.

Avec notre soutien, les mécanismes nationaux de responsabilité pénale ont été renforcés au Mali, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud, donnant lieu à 4 600 poursuites en justice et à plus de **3 400 condamnations pour crime grave, selon un bilan établi à la fin de 2023**. Nous avons également contribué à améliorer la gouvernance du secteur de la sécurité et la sécurité des établissements pénitentiaires et accompagné la réinsertion des détenus à haut risque.

Nos activités d'appui aux institutions garantes de l'état de droit et de la sécurité

Plus de 257 800

engins explosifs enlevés ou détruits dans le cadre des programmes de lutte antimines de l'ONU

901 km²

de terrain et 121 km de routes rendues sûres dans le cadre des programmes de lutte antimines

21 000

personnes ayant participé à des projets de lutte contre la violence au sein de la collectivité

8 200

membres de la police des Nations Unies œuvrent au renforcement des capacités nationales



« Le continuum de la violence que rencontrent les enfants partout dans le monde doit être transformé en un continuum de la protection. Il faut plus que jamais investir dans la protection et le bien-être des enfants. »

Najat Maalla M'jid,
Représentante spéciale
du Secrétaire général chargée
de la question de la violence
contre les enfants

La violence contre les enfants, les enfants et les conflits armés, les violences sexuelles liées aux conflits et la prévention du génocide

En 2023, la violence contre les enfants a continué à augmenter, atteignant des niveaux inédits, du fait des crises multiformes et concomitantes qu'a connues le monde. Pour prévenir efficacement la violence contre les enfants et les en protéger, il faut appréhender le continuum de la violence de façon globale, avant, après et pendant un conflit. Afin de mieux comprendre les mesures de prévention, nous avons aidé à organiser des **dialogues intergénérationnels entre des enfants déplacés, réfugiés ou migrants et des décideurs politiques**. Ces dialogues sont venus s'ajouter à la campagne de sensibilisation mobilisée par la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants sur la nécessité urgente de renforcer la protection des enfants en situation de déplacement en temps de crise compte tenu du nombre croissant d'enfants déplacés dans toutes les régions. **Sur les 117,3 millions de personnes déplacées dans le monde, on estime que 40 % sont des enfants.**

La Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés ainsi que nos partenaires sur le terrain ont contribué à mettre en chantier de nouveaux plans d'action visant à faire cesser les violations contre les enfants. Grâce à cette mobilisation, plus de 200 000 enfants ont été libérés par des parties à un conflit depuis 2000 et ils seront plus de 10 600 à bénéficier d'une aide à la réintégration en 2023. Nous avons constaté et signalé plus de 33 000 violations graves commises contre des enfants dans 26 situations de conflit à l'échelle d'un pays ou d'une région.



« Protéger les enfants des conflits armés et prévenir les violations graves n'est pas seulement une obligation juridique et morale, c'est aussi ce qui nous permettra d'aller vers une paix durable pour tous. »

Virginia Gamba,
Représentante spéciale
du Secrétaire général pour
la question des enfants et
des conflits armés

La violence sexuelle persiste en tant que tactique de guerre, de torture et de terrorisme dans un contexte d'aggravation des crises, qu'elles soient d'ordre politique ou qu'elles menacent la sécurité. Les femmes et les filles sont particulièrement exposées aux viols et aux enlèvements perpétrés par des acteurs étatiques ou non, ce qui entrave leurs activités de subsistance et leur accès à l'éducation tout en permettant aux groupes armés de s'enrichir. Malgré le cadre établi par le Conseil de sécurité en 2008, il ressort de notre rapport annuel sur les violences sexuelles liées aux conflits (S/2024/292) que les normes internationales en la matière demeurent peu respectées. Il pèse sur 11 acteurs étatiques et 47 acteurs non étatiques des soupçons crédibles d'avoir commis des violations systématiques. Face à ces problèmes, nous nous sommes employés à renforcer les capacités des autorités judiciaires et des organismes nationaux chargés de l'application de la loi et à appuyer leur action, en renforçant la responsabilité effective dans plus d'une dizaine de pays afin de mieux prévenir et combattre les violences sexuelles liées aux conflits. Nous avons également contribué à ce que des centaines de personnes ayant survécu à des violences sexuelles liées à un conflit, notamment au Mali et dans le contexte de l'exploitation minière artisanale en République démocratique du Congo, puissent bénéficier d'une aide sur les plans médical, psychosocial et juridique et aux fins de leur intégration socioéconomique.

Nous avons défendu la cause de la prévention du génocide et des crimes connexes que sont les crimes de guerre et crimes contre l'humanité, et surveillé les risques que de tels crimes se produisent. La Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide a fait part de ses préoccupations concernant les situations de génocide en puissance au Moyen-Orient et dans d'autres régions. **Nous avons coopéré directement avec des groupes vulnérables et renforcé les capacités nationales de prévention** en aidant cinq équipes de pays des Nations Unies à élaborer des plans d'action visant à s'attaquer aux discours de haine et à lutter contre eux.



« La dissuasion des crimes de violence sexuelle liés aux conflits passe par l'assurance que des poursuites seront systématiquement engagées contre leurs auteurs et menées à leur terme. On ne doit plus pouvoir violer impunément. »

Pramila Patten,
Représentante spéciale du
Secrétaire général chargée de la
question des violences sexuelles
commises en période de conflit



« La prévention reste essentielle. Face à une omniprésence des discours haineux et des incitations à la haine, à la remise en cause des génocides passés et aux attaques portées contre des civils en raison de leur identité, nous devons agir, et ce, dès aujourd'hui. »

Alice Nderitu,
Conseillère spéciale
du Secrétaire général
pour la prévention du génocide

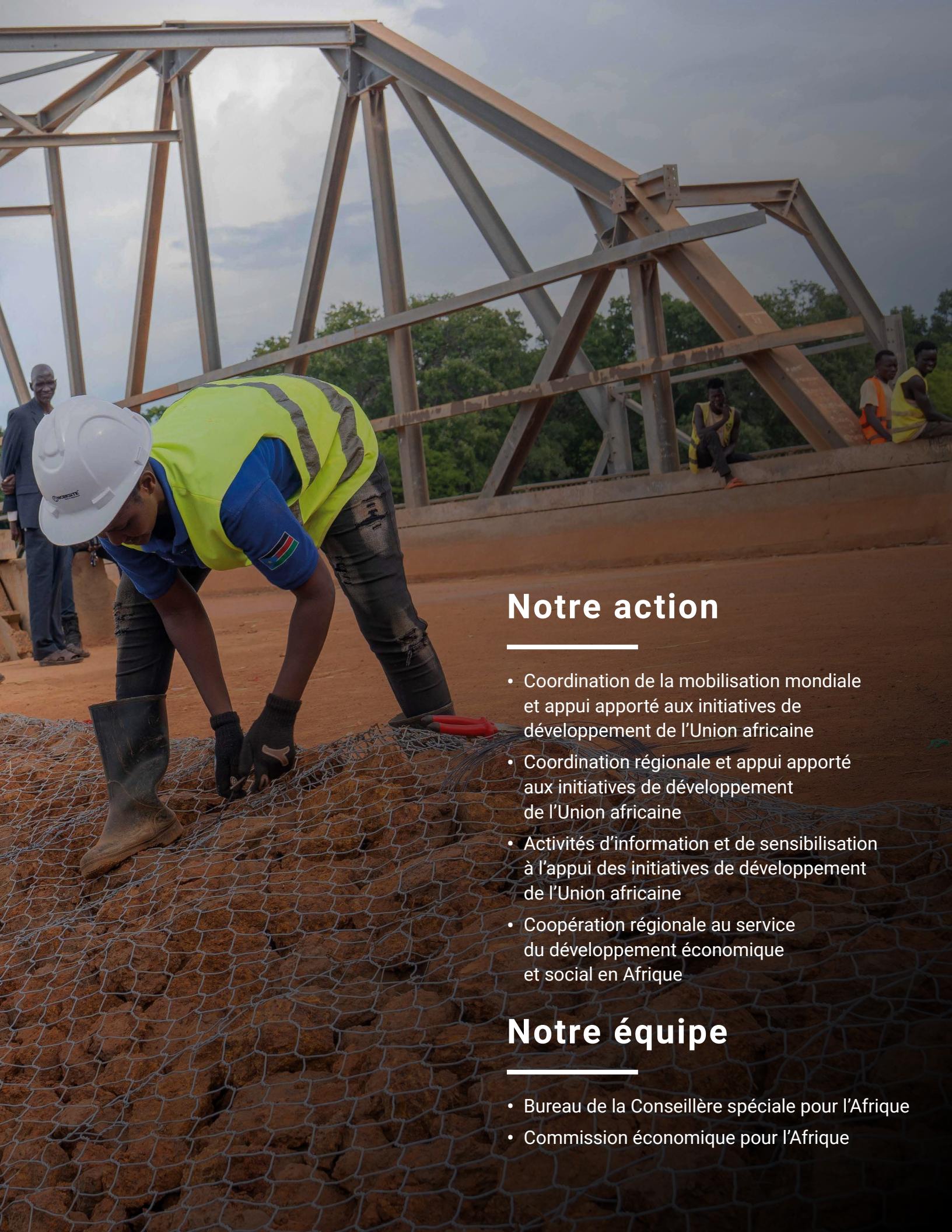
Une mission d'évaluation conjointe des Nations Unies entre dans Bukavu (République démocratique du Congo) pour évaluer les signalements de menaces contre les civils.

(Bukavu, avril 2023) © MONUSCO/ Michael Ali

Donner un élan à la croissance africaine

Développement en Afrique

Des ouvriers sur le chantier du pont de Nyamlell,
dans le Bahr el-Ghazal septentrional (Soudan du Sud),
un projet d'infrastructure financé par les Nations Unies.



Notre action

- Coordination de la mobilisation mondiale et appui apporté aux initiatives de développement de l'Union africaine
- Coordination régionale et appui apporté aux initiatives de développement de l'Union africaine
- Activités d'information et de sensibilisation à l'appui des initiatives de développement de l'Union africaine
- Coopération régionale au service du développement économique et social en Afrique

Notre équipe

- Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique
- Commission économique pour l'Afrique

Une représentante des Nations Unies rencontre une bénéficiaire d'un programme de transferts en espèces sur un marché de Bangui (République centrafricaine).

(Bangui, mai 2023) © UNOPS/Tchaya Zigoto



Les Nations Unies se mobilisent en Afrique

73 000

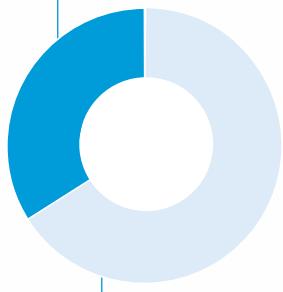
agents et agents en tenue
sont déployés en Afrique

35 %

du personnel du Secrétariat
est originaire d'Afrique

Part dans les dépenses totales
du système des Nations Unies
en 2022 (opérations de paix
comprises)

Afrique 34 %
(24 milliards
de dollars)



Autres 66 %

Le contexte

À mi-parcours de l'échéance du Programme 2030, l'Afrique se rapproche de 12 des 17 objectifs de développement durable, mais les avancées sont trop lentes pour que l'on puisse espérer atteindre les objectifs d'ici à 2030. Pour accélérer le rythme, il est maintenant indispensable de régler le problème du surendettement et d'accroître les investissements nationaux dans le développement durable et les institutions publiques.

Nos objectifs

L'ONU concourt au développement durable et à la paix en Afrique grâce au Programme 2030 et, en partenariat avec l'Union africaine, à l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons. Pour ce faire, elle focalise son action sur les dimensions économique, sociale et environnementale du développement et leurs liens avec la paix, la sécurité et les droits humains. Elle soutient également la coopération régionale, notamment pour mettre les potentialités de la technologie au service des objectifs de développement durable et donner suite aux demandes de plan de relance des objectifs destiné à financer le développement durable.

Nos réalisations

Cette année, nous avons renforcé la coordination avec l'Union africaine dans le cadre de nos réunions et dialogues de haut niveau afin d'**être encore plus unis dans l'action**. Nous avons aidé les États d'Afrique à mettre en œuvre plus rapidement les six transitions indispensables à la réalisation des objectifs de développement durable, notamment en promouvant un plan de relance des objectifs de développement durable d'un montant de 500 milliards de dollars. Nous avons également agi en faveur de modes de financement novateurs, tels que les **mécanismes de conversion de la dette en faveur du développement**, et œuvré à faire en sorte que la **mobilisation des ressources nationales soit la clé de voûte du financement durable**. Par exemple, le Fonds commun pour les objectifs de développement durable travaille avec le Portugal et Sao Tomé-et-Principe pour étudier les possibilités de conversion de la dette en faveur du développement.

Avec nos partenaires, nous avons identifié les principaux blocages qui entravent la transition vers des systèmes alimentaires plus solides, essentiels au développement durable. Dans les coalitions et sommets mondiaux, nous avons fait valoir avec détermination que **l'Afrique devait développer davantage ses propres solutions** face aux problèmes qu'elle rencontre. Par exemple, le système des Nations Unies a collaboré avec diverses parties prenantes pour faire en sorte que les programmes de repas scolaire deviennent des modèles exemplaires de service public. Ces initiatives locales, qui sont financées à 84 % au moyen des budgets nationaux, **bénéficient aujourd'hui à plus de 66 millions d'enfants dans 54 pays africains**.



« Les pays africains ne doivent pas se contenter de participer aux grands processus intergouvernementaux : ils doivent y jouer un rôle moteur. Il y va de l'avenir du multilatéralisme. »

Cristina Isabel Lopes da Silva Monteiro Duarte,
Conseillère spéciale pour l'Afrique

État actuel des progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable dans les 54 pays d'Afrique

Plus de la moitié des pays d'Afrique ont atteint ou sont en passe d'atteindre les objectifs 12 (consommation et production responsables) et 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques). Néanmoins, aucun des pays africains n'a atteint ou n'est actuellement en voie d'atteindre 11 des 17 objectifs, alors que nous venons de passer le cap de la mi-parcours du Programme 2030.

6 objectifs ont été atteints ou sont en voie de l'être, dans au moins un des 54 pays d'Afrique :



« Le cheminement de l'Afrique vers l'édification d'économies vertes et inclusives et une plus grande prospérité économique ne devrait pas être anecdotique, mais un impératif prioritaire exigeant une action concertée, des partenariats ainsi que des solutions viables qui soient concrètement modulables et transposables. »

Claver Gatete,
Secrétaire exécutif de la
Commission économique
pour l'Afrique

Les 54 pays africains ont des difficultés à progresser vers les **11** objectifs restants.





Un enseignant donne un cours dans un laboratoire de sciences nouvellement construit avec le soutien des Nations Unies dans l'école secondaire de Wambaa, sur l'île de Pemba, dans l'archipel de Zanzibar (République-Unie de Tanzanie).

(Pemba, novembre 2023)
© UNOPS/Moshi J. Lukindo

Dans l'action que nous menons, nous avons souligné le risque croissant que fait peser sur la paix et la stabilité le manque de perspectives professionnelles en Afrique. Grâce à l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale et des transitions justes, nous avons aidé des pays africains à mettre en place des initiatives de création d'emplois, en particulier dans les domaines des sciences et techniques. Nous avons pour objectif commun de **valoriser tout le potentiel des femmes et des filles**.

Face aux problèmes urgents de l'Afrique, nous avons fait en sorte que le système des Nations Unies s'unisse autour de stratégies mieux concertées en faisant usage du système des équipes de pays des Nations Unies, dont la réforme a permis de renforcer la cohésion. Par exemple, nous avons mis en place le dialogue stratégique de haut niveau entre l'Union africaine et l'ONU sur le développement durable et la structure dite « des collèges » pour favoriser la coordination stratégique avec l'Union africaine. Au niveau des pays, nous avons axé notre action sur la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel afin d'améliorer la cohérence, l'intégration et la coordination avec les partenaires de la région, notamment au Tchad, par l'intermédiaire du Mécanisme régional de stabilisation pour le lac Tchad et du Forum des gouverneurs pour la coopération régionale sur la stabilisation, la consolidation de la paix et le développement durable du bassin du lac Tchad.

Nous avons également mis en place de nouvelles plateformes par lesquelles la société civile peut contribuer aux débats de politique générale ayant trait à l'Afrique et au monde. Notre première conférence universitaire sur l'Afrique a réuni des décideurs politiques et des universitaires africains autour de la question de la fragilité de l'État. Notre nouveau réseau de jeunes, **Africa's Youth Voices**, a offert aux jeunes du continent la possibilité de se faire entendre dans les débats mondiaux, tels que le Sommet sur les objectifs de développement durable. La Global Africa Business Initiative (initiative de promotion mondiale de l'économie africaine) a continué à mobiliser le secteur privé à l'appui de la transformation économique en Afrique.

Le partenariat entre l'Union africaine et l'ONU : vue d'ensemble

Le partenariat entre l'ONU et l'Union africaine a permis une action décisive face aux grands problèmes qui se posent en Afrique. Menée dans les domaines de la prévention des conflits et du maintien et de la consolidation de la paix, cette collaboration est renforcée par l'orientation stratégique concertée que lui donnent le Secrétaire général de l'ONU et le Président de l'Union africaine et par les conseils de leurs adjoints. Cela permet à l'action menée par l'ONU à l'appui des priorités de l'Union africaine de gagner en efficacité, notamment par l'intégration des retours d'information des opérations sur le terrain.

La coordination est assurée au niveau national par le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, qui exécutent les programmes en tenant compte des priorités de l'Union africaine. Par ailleurs, la plateforme de coordination régionale pour l'Afrique intègre les priorités stratégiques communes de l'Union africaine et de l'ONU. Ce partenariat a permis de faciliter l'établissement de cadres constitutionnels pour les élections nationales, de promouvoir le dialogue dans les régions en conflit et de faire face aux changements anticonstitutionnels de gouvernement. L'ONU a également apporté son soutien aux initiatives de paix menées par l'Union africaine dans différents pays du continent, ainsi qu'aux campagnes régionales de désarmement. En outre, des efforts supplémentaires ont été faits pour intégrer les droits humains dans les systèmes d'alerte rapide et les activités de renforcement des capacités dans le cadre des opérations de paix.

Pour favoriser la prospérité et l'intégration de l'économie africaine, nous avons réuni des décideurs politiques, des experts et des acteurs clés dans le cadre du Cycle de conférences sur l'Afrique. Au titre de notre action en faveur de la Zone de libre-échange continental africaine, nous avons contribué à améliorer les réglementations commerciales, à accroître les échanges intra-africains et à valoriser le rôle des femmes chefs d'entreprise.



Les participants au Forum consultatif de la jeunesse africaine sur le Sommet de l'avenir réunis en Éthiopie.

Défendre les droits humains

Promotion et protection
des droits humains



Ouverture de la cinquante-cinquième session
du Conseil des droits de l'homme, à Genève.



Notre action

- Appui aux organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme
- Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires
- Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège
- Intégration des droits humains, droit au développement et recherche et analyse

Notre équipe

- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Freedom, Equality, and Justice for All



Débat sur l'avenir des droits humains et de la paix et de la sécurité lors d'une conférence de haut niveau organisée en commémoration du soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme

(Genève, décembre 2023)
© Photo ONU/Elma Okic

Le contexte

Dans un monde en proie aux conflits, à la pauvreté et à la dégradation environnementale, les droits humains ont régressé en 2023. Il s'agit certes d'une période difficile, mais **l'Organisation demeure résolue à promouvoir et protéger les droits humains**. Pour raviver l'attachement de la communauté internationale à la Déclaration universelle des droits de l'homme à l'occasion de son soixante-quinzième anniversaire, plus de 150 pays et 120 organisations non gouvernementales, institutions nationales des droits humains et autres acteurs ont pris près de 800 engagements, par lesquels ils ont **réaffirmé leur volonté d'œuvrer en faveur des droits humains**.

Nos objectifs

Notre action en faveur des droits humains repose sur six piliers, les trois premiers étant **l'appui aux mécanismes internationaux et l'intégration des droits humains**, d'une part, dans les activités de développement, et, d'autre part, dans les opérations de paix, et les trois autres étant liés à **la promotion des principes fondamentaux des droits humains**, à savoir l'égalité, la non-discrimination, la participation et la responsabilité. L'appel à l'action en faveur des droits humains lancé par le Secrétaire général et Notre Programme commun ont pour ambition de renforcer la place des droits humains au cœur de l'Organisation.



« La justice et les droits sont les fondements d'une paix durable. Ils sont à la base d'un développement inclusif et durable. Ils accroissent le bien-être et améliorent la confiance. »

Volker Türk,
Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Nos réalisations

Pour continuer de susciter l'adhésion de la communauté internationale aux droits humains, nous avons **engagé des échanges avec les États Membres dans les principales instances de défense des droits humains**, notamment le Conseil des droits de l'homme. Notre action a aidé les législateurs à mieux participer aux travaux du Conseil au cours de l'Examen périodique universel. En 2023, avec notre aide, 13 pays ont ratifié 16 traités internationaux relatifs aux droits humains, ou y ont adhéré. Nous avons **contribué à mettre en place ou à renforcer près de 60 mécanismes nationaux d'établissement de rapports et de suivi des recommandations sur les droits humains** travaillant en collaboration avec les organes conventionnels. Nous avons également aidé 60 experts des droits humains à effectuer des visites dans certains pays et à adresser des communications aux gouvernements concernant des violations présumées des droits humains.

Pour valoriser les droits humains dans les activités de développement, nous avons travaillé avec les équipes de pays des Nations Unies et les interlocuteurs nationaux pour **renforcer les capacités des pays et intégrer les approches fondées sur les droits humains dans les plans et politiques de développement** dans la perspective du Programme 2030. Notre aide a permis à plus de 60 pays faisant partie des catégories des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement d'appliquer des recommandations émanant de mécanismes internationaux de défense des droits humains. Nous avons **contribué à faire s'imposer les droits économiques, sociaux et culturels dans la législation et les politiques de plus de 80 pays** et œuvré pour que les droits humains soient pris en compte dans les négociations sur le climat, par exemple dans les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

Les droits humains : 95 implantations dans monde

44
conseillères et conseillers
pour les droits humains
affectés aux équipes
de pays des Nations Unies

19
bureaux de pays

12
bureaux et centres régionaux

11
composantes Droits humains
des missions politiques
et missions de paix
des Nations Unies

9
autres présences sur le terrain



Notre appui à la coopération entre les États Membres

Plus de 3 000

documents officiels présentés lors des réunions des mécanismes de défense des droits humains, de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social

139

observations finales adoptées par les organes créés en vertu d'un instrument international relatif aux droits humains

58

gouvernements ont accueilli 82 visites de titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale

16

formalités conventionnelles, dont 8 ratifications et 8 adhésions concernant des traités ou des protocoles facultatifs

Des membres de la mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine constatent la situation sur le site d'une frappe de missile à Hroza, un village de la région de Kharkiv.

(Hroza, octobre 2023) © HCDH/Yevhen Nosenko

Dans le cadre de notre action en faveur de la paix et de la sécurité, nous avons mis en place des mesures rigoureuses de suivi et de communication de l'information afin de contribuer à réduire les violences commises par les forces de sécurité et avons **instauré des mesures de protection pour les personnes menacées**.

Nos actions de sensibilisation ont contribué à la lutte contre les pratiques discriminatoires, notamment à l'égard des personnes d'ascendance africaine, des migrants, des peuples autochtones, des minorités, des femmes, des personnes LGBTQI+, des personnes âgées, des personnes en situation de handicap, des enfants et des jeunes. Notre programme de bourses a permis à 100 défenseurs et défenseuses des droits humains d'approfondir leur connaissance du droit international. Nous avons collaboré avec près de 700 organisations dans le monde pour promouvoir les droits des personnes en situation de handicap par la mise en œuvre de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap. Notre travail a également contribué à l'intégration, dans le droit interne du Timor-Leste, de normes internationales de protection des droits des personnes en situation de handicap et a inspiré d'importantes victoires juridiques pour les droits des personnes en situation de handicap au Mexique.

Le Comité des subventions qui agit en faveur des droits humains a accordé à des organisations de la société civile plus de 50 subventions visant à renforcer la participation citoyenne. Ces subventions ont servi à promouvoir, protéger et renforcer le travail de défenseurs et défenseuses des droits humains et d'organisations de la société civile dans le monde entier. Nous avons collaboré avec près de 5 500 organisations de jeunes et de défense des droits des femmes pour élaborer des politiques publiques qui reflètent mieux les préoccupations propres à ces groupes en matière de droits humains.

Nous avons prôné le recours à des processus de justice transitionnelle partout dans le monde et agi en faveur de l'application du principe de responsabilité dans de nombreux pays, y compris pour ce qui concerne les crimes contre l'humanité. Nous avons obtenu la libération de défenseurs et de défenseuses des droits humains détenus arbitrairement et contribué à la mise en place de l'Institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne. Nous avons également effectué près de 2 000 visites dans des centres de détention aux quatre coins du monde, ce qui a contribué à une amélioration des conditions de détention.

Les objectifs de développement durable au service des droits humains

1,6 million

de téléchargements du rapport du Haut-Commissariat aux droits de l'homme sur les indicateurs des droits humains associés aux objectifs de développement durable

Plus de 3 900

participants originaires de 144 pays au douzième Forum sur les entreprises et les droits de l'homme

400

statisticiens nationaux formés à adopter une perspective fondée sur les droits humains dans le traitement des données, dans 56 pays

29

analyses communes de pays facilitées par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme



Une experte des droits humains des Nations Unies évalue la situation des arrivées de migrants dans le bouchon du Darién, au Panama.



Nos activités en faveur des droits humains

Plus de 59 000

rescapés de la torture

ont bénéficié d'une aide à la réadaptation dans 92 pays

Plus de 12 000

victimes de formes contemporaines d'esclavage

ont bénéficié d'une aide directe dans 36 pays

564

membres du personnel sont chargés des droits humains

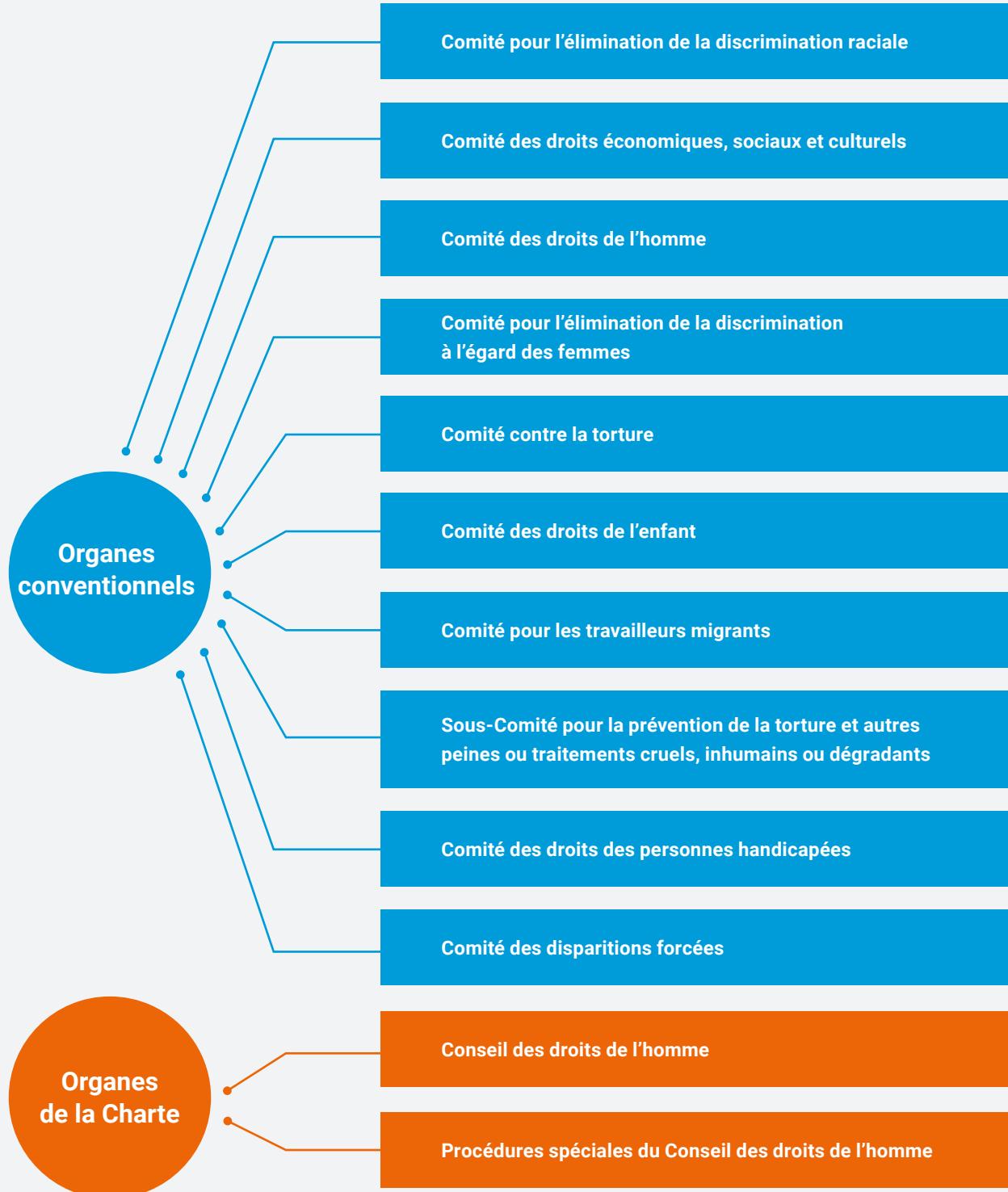
dans les missions de paix des Nations Unies

Dans le camp de Chaaëeb, à Edleb (République arabe syrienne), des enfants déplacés par la guerre vivent dans de meilleures conditions depuis qu'ils ont quitté leurs tentes pour des abris dignes.

(Edleb, avril 2023) © OCHA/Ali Haj Suleiman

Notre rapport sur les droits à la protection des renseignements personnels a influencé une décision historique de la Cour européenne des droits de l'homme garantissant que les principes des droits humains constituent les fondements de la technologie. Nous avons également **créé le tout premier centre de compétences essentielles en matière d'innovation, de données et de statistiques, de transformation numérique et de prospective** au service de l'humanité et de l'adoption des droits humains en tant que force motrice devant permettre de relever les défis d'aujourd'hui et de demain.

Expertise et appui aux organes chargés des droits humains

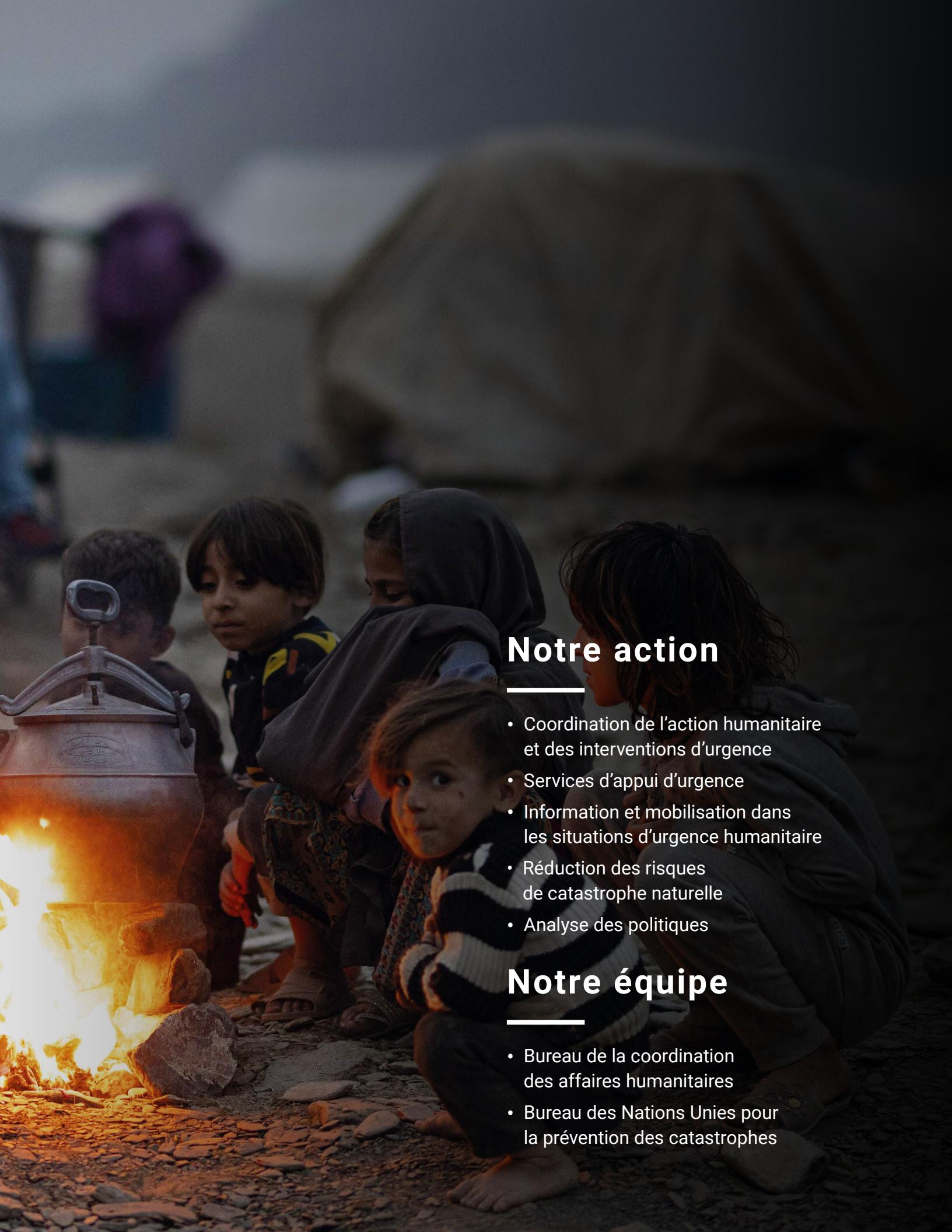


Assurer l'aide humanitaire

Efficacité de la coordination des opérations d'assistance humanitaire



Des femmes et des enfants déplacés se réchauffent autour d'un feu de camp à Nangarhar, dans l'est de l'Afghanistan.

A dark, atmospheric photograph showing a group of children sitting around a campfire at night. A large metal pot is on the fire. The scene is dimly lit by the fire's glow.

Notre action

- Coordination de l'action humanitaire et des interventions d'urgence
- Services d'appui d'urgence
- Information et mobilisation dans les situations d'urgence humanitaire
- Réduction des risques de catastrophe naturelle
- Analyse des politiques

Notre équipe

- Bureau de la coordination des affaires humanitaires
- Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes



Des fournitures arrivent à l'aéroport de Port-au-Prince, en Haïti.

(Port-au-Prince, mai 2024) © UNICEF/Herold Joseph



« Chaque année, on demande aux acteurs humanitaires de faire toujours plus, mais le déficit de financement est énorme. Pour endiguer les problèmes, nous devons innover, partager le fardeau et mettre les personnes touchées par les crises au cœur de nos efforts. »

Martin Griffiths,
ancien Secrétaire général adjoint
aux affaires humanitaires et
Coordonnateur des secours
d'urgence

Le contexte

Les crises humanitaires, qui se sont multipliées en 2023, ont été dévastatrices pour les personnes les plus vulnérables. Ces crises ont mis à rude épreuve le système humanitaire mondial et **touché de manière disproportionnée les femmes et les enfants**. Les conflits, les maladies et les catastrophes ont été exacerbés par les changements climatiques ; cela s'est traduit par des niveaux records de déplacement et de faim, ainsi que par un risque de famine, même dans des régions jusqu'alors épargnées. **Des violations du droit international humanitaire et des droits humains ont continué d'être commises en toute impunité**, notamment des attaques contre des civils, des hôpitaux, des travailleurs humanitaires et des écoles. **L'année 2023 a été pour le personnel humanitaire la plus meurtrière de l'histoire de l'Organisation.**

Nos objectifs

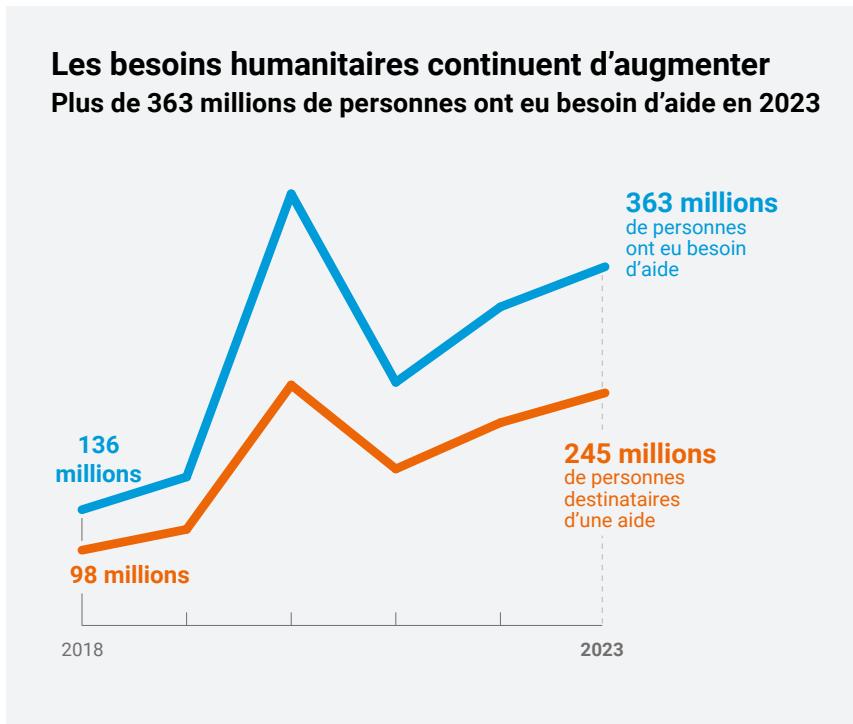
Avec nos partenaires, **nous coordonnons des interventions humanitaires neutres, impartiales et indépendantes** face aux pires crises que connaît le monde. **Nous soulageons les souffrances humaines** et apportons rapidement une aide vitale. Nous nous employons à faire prévaloir les principes humanitaires et le respect du droit international humanitaire et du droit international des droits humains. **Nous mettons sur pied des**

approches anticipatives et fondées sur des données probantes afin d'agir le plus tôt possible et d'intervenir rapidement et de façon coordonnée. Nous mobilisons également les gouvernements, les partenaires et les acteurs de la vie publique afin de réduire les risques et les pertes liés aux catastrophes.

Nos réalisations

En 2023, nous avons coordonné des actions humanitaires qui ont bénéficié à plus de 128 millions de personnes dans 74 pays, ce qui représente 62 % du total des besoins humanitaires recensés. Ce travail a été rendu possible grâce aux donateurs, qui ont fourni près de 23 milliards de dollars sur les plus de 56 milliards de dollars nécessaires en tout. Bien que substantiel, ce montant reste bien en deçà des 30 milliards de dollars versés en 2022. Ce déficit de financement record nous a obligés à faire des choix difficiles pour répondre aux besoins les plus urgents.

Nos grandes opérations ont permis d'assurer des interventions humanitaires dans le contexte de crises de longue durée. Nous avons coordonné l'assistance à plus de 27 millions de personnes en Afghanistan et à 11 millions de personnes en Ukraine. Nous sommes également intervenus pour faire face à des crises émergentes ou qui se sont intensifiées, comme au Soudan, où nous avons coordonné une aide qui a bénéficié à 8 millions de personnes. **Nos efforts de coordination et d'intervention ont été essentiels pour atténuer les souffrances de millions de personnes** au Yémen et dans la Corne de l'Afrique. Nous avons également participé à l'action menée par la communauté internationale en réponse aux tremblements de terre dévastateurs qu'ont connus le Maroc, la République arabe syrienne et la Turquie, ainsi qu'aux épidémies de choléra et aux inondations qui ont frappé la Libye, le Malawi et le Mozambique.



Notre appui à la coordination de l'aide humanitaire

23 milliards de dollars

d'aide humanitaire ont été mobilisés

Plus de 245 millions de personnes

étaient destinataires d'une aide

Plus de 128 millions de personnes

ont bénéficié d'une aide

74 pays

ont été touchés et ont eu besoin d'une aide humanitaire



« Les catastrophes ont des répercussions qui mettent à mal les acquis en matière de développement, ce qui a des conséquences désastreuses pour les personnes, la société et les écosystèmes dont nous dépendons. Nous avons pour tâche d'accélérer le mouvement pour opérer un changement radical de la gestion des catastrophes à la gestion des risques. »

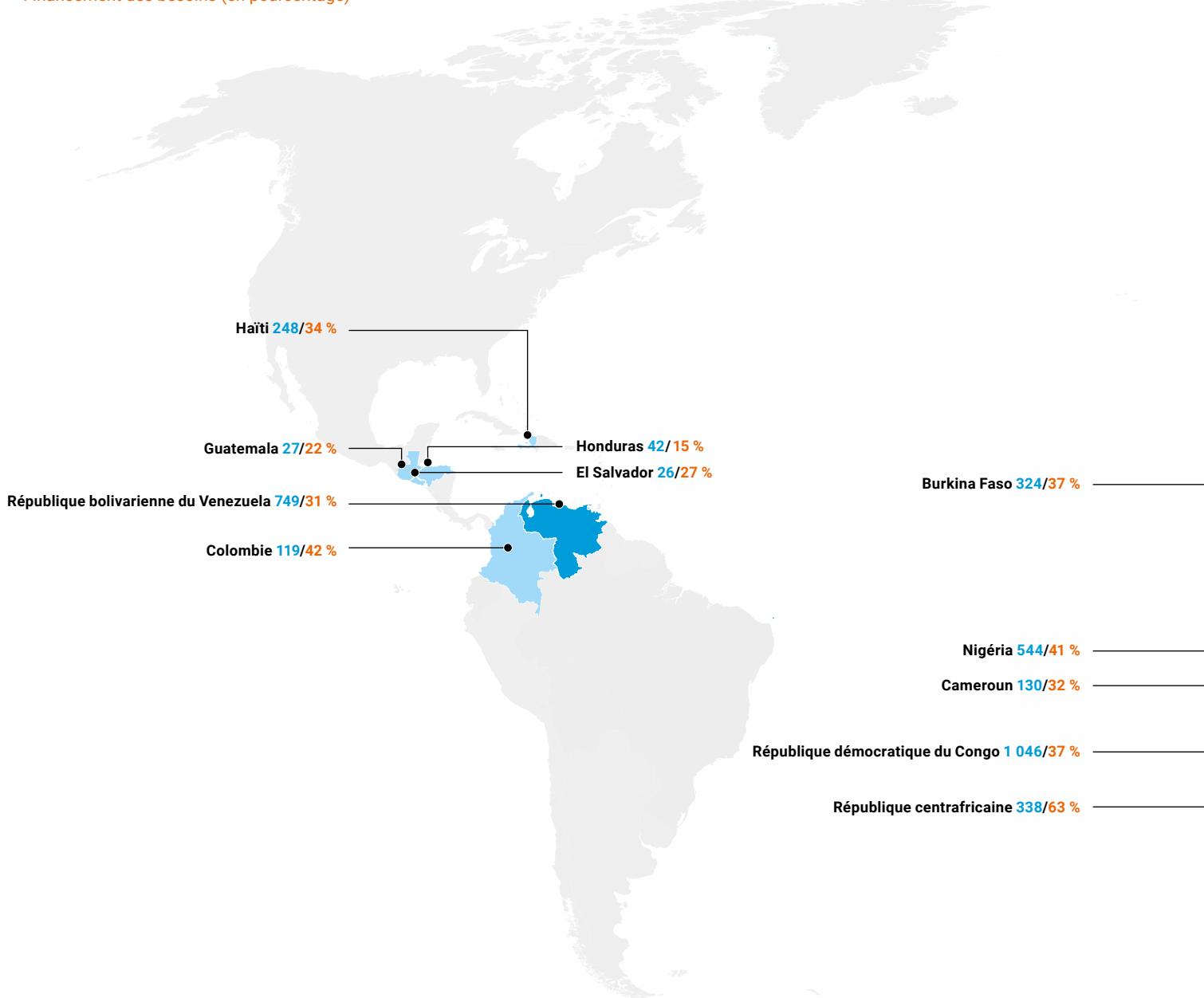
Kamal Kishore,
Représentant spécial du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe

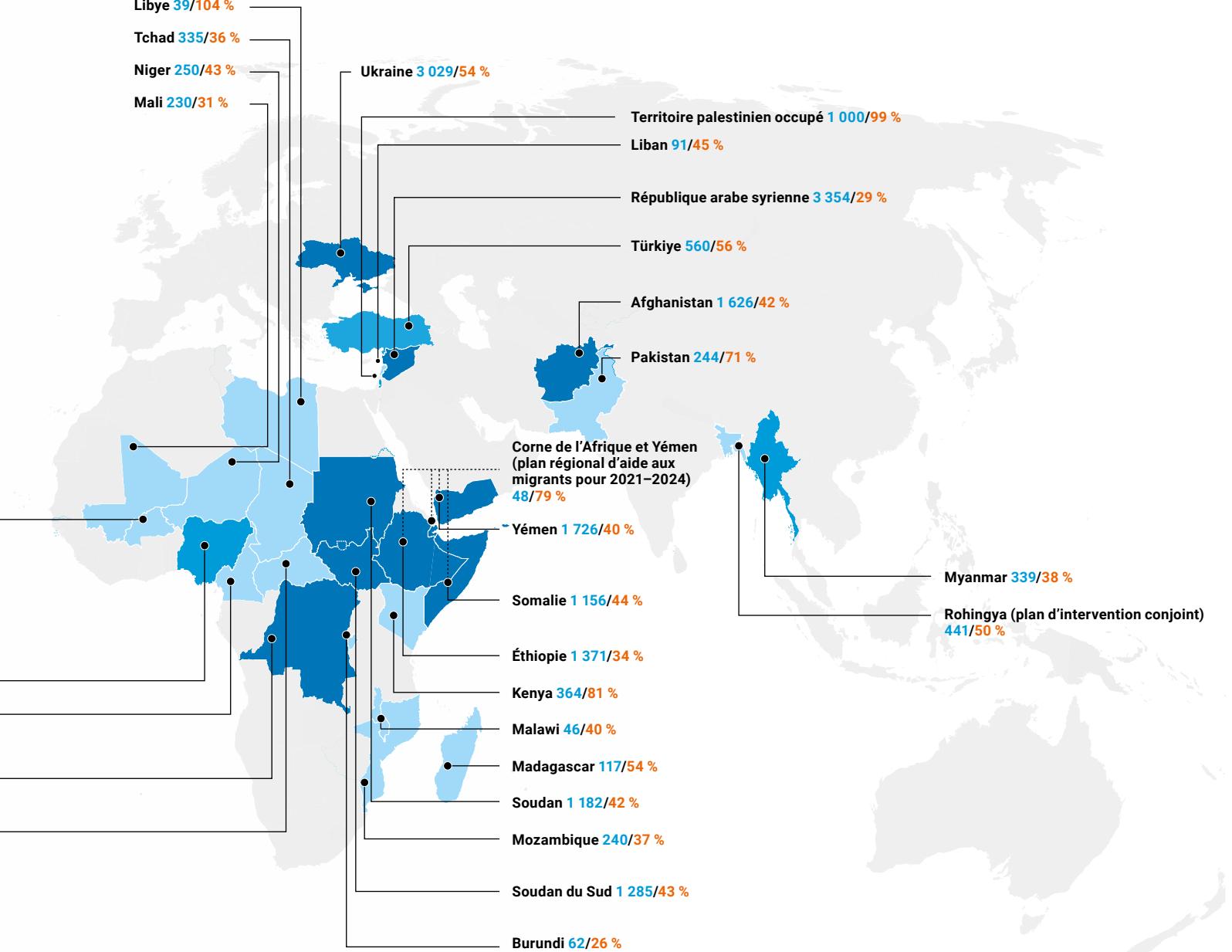
En 2023, l'ONU a contribué à mobiliser 23 milliards de dollars sur les 56 milliards nécessaires pour aider 128 millions de personnes dans 74 pays et territoires

Montants reçus au titre du financement humanitaire (en millions de dollars)

- Financement inférieur à 500 millions de dollars
- Financement compris entre 500 millions de dollars et 1 milliard de dollars
- Financement supérieur à 1 milliard de dollars

Financement des besoins (en pourcentage)





La représentation et l'utilisation des frontières et des données connexes figurant sur la carte n'offrent aucune garantie d'exactitude et ne valent pas nécessairement approbation ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

Note : Les montants et les pourcentages indiqués tiennent compte des plans de réponse humanitaire, des plans de réponse régionaux, des plans d'intervention d'urgence et des appels éclairés.



Des membres du personnel des Nations Unies évaluent les besoins et évacuent des patients à l'hôpital Nasser de Khan Younès, dans la bande de Gaza.

(Khan Younès, février 2024) © Bureau de la coordination des affaires humanitaires

Pour apporter une aide au Territoire palestinien occupé, il a fallu un dispositif humanitaire de taille s'inscrivant dans la durée. Le Secrétaire général a également nommé une coordonnatrice de haut niveau de l'action humanitaire et de la reconstruction et présenté des options en vue du contrôle des pauses et des couloirs humanitaires. **Malgré la mort de plus de 200 collègues, l'Organisation a continué à apporter une aide humanitaire à la population de la bande de Gaza.**

Nous avons fourni une aide humanitaire urgente afin de remédier aux niveaux records d'insécurité alimentaire et d'éviter une escalade vers la famine. La dévastation et la destruction, qu'elles soient d'origine anthropique ou naturelle, entraînent invariablement la faim et la maladie. Face à cet état de fait, **nous avons facilité la fourniture d'une aide alimentaire, sous forme d'espèces ou de bons à 120 millions de personnes à travers le monde, ainsi que d'une aide à la production agricole à 30 millions de personnes.** Par exemple, notre programme de semences au Soudan a permis de nourrir plus de 13 millions de personnes pendant sept mois.

Nous avons coordonné des efforts d'assistance sanitaire qui ont bénéficié à 46 millions de personnes en 2023. Ainsi, 3 500 établissements de santé offrant des services de santé sexuelle et procréative ont reçu une aide, 12 millions de personnes ont bénéficié d'une assistance en matière de protection de la santé et 4,2 millions de personnes ont bénéficié de services de prévention et d'intervention en matière de violence fondée sur le genre. Nous avons également facilité l'organisation de plus de 2 millions de consultations de santé mentale pour les personnes touchées par des crises humanitaires.

Fonds pour l'analyse des risques complexes

Le Fonds pour l'analyse des risques complexes est un mécanisme de financement novateur qui mobilise chaque année 20 millions de dollars pour tirer le meilleur parti des données de manière à pouvoir intervenir de façon plus avisée dans les situations de crise. Institué comme partenariat multilatéral, le Fonds investit dans des analyses de pointe destinées à aider les entités des Nations Unies et leurs partenaires à anticiper et à prévenir les situations d'urgence, et à y faire face. Grâce à un écosystème en pleine expansion qui comprend aujourd'hui plus de 120 partenaires et 40 000 utilisateurs dans le monde entier, les données confirmées par le Fonds permettent déjà de rehausser l'efficacité de plus de 12 milliards de dollars d'aide internationale : ainsi l'aide parvient-elle aux populations plus tôt et plus rapidement et de manière plus ciblée et plus efficace. Le Fonds intensifie ses investissements pour diriger son action vers les données critiques, l'analyse des risques, les capacités locales et le renforcement de l'écosystème de données sur les risques.

**COMPLEX
RISK
ANALYTICS**
Fund



Au Burundi, environ 32 000 réfugiés ont subi les conséquences des fortes pluies et des inondations provoquées par le phénomène El Niño en Afrique de l'Est.

(Bujumbura, avril 2024)
© HCR/Bernard Ntwari





Un jeune déplacé collecte de l'eau dans le camp de Ribat, à Lahj (Yémen).

Les systèmes d'alerte rapide sauvent des vies

Les systèmes d'alerte rapide sont l'un des moyens les plus économiques de sauver des vies, mais ils couvrent moins de la moitié de la population mondiale. L'initiative « Alertes précoces pour tous » du Secrétaire général vise à restructurer les efforts, à optimiser le financement et à veiller à ce que ces systèmes soient inclusifs. Dans le cadre de cette initiative, l'ONU a collaboré avec des partenaires en Somalie pour établir des prévisions de crues et mettre en place des mesures d'anticipation. Ainsi, 440 000 personnes ont reçu des alertes rapides avant les inondations qui se sont produites en octobre 2023 dans le sud de la Somalie, et 219 000 personnes ont bénéficié de transferts en espèces, pour un montant de 2,7 millions de dollars. L'initiative est actuellement active dans plus de 30 pays.

Notre Fonds central pour les interventions d'urgence et les fonds de financement commun pour les pays ont déboursé près de 1,8 milliard de dollars pour permettre des interventions humanitaires rapides et efficaces, y compris pour les situations de crise dans lesquelles le financement est insuffisant. Solution de financement novatrice, notre nouveau compte de financement de l'action climatique aide le Fonds à occuper un créneau essentiel en matière de financement de l'action climatique et à assurer une montée en puissance rapide des interventions face aux chocs climatiques.

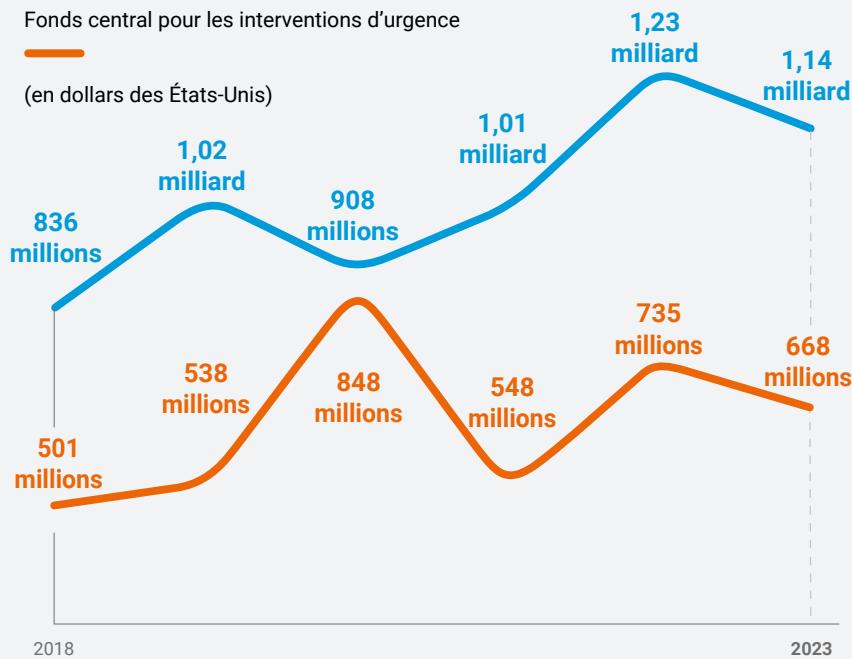
En 2023, les acteurs humanitaires ont développé les stratégies d'anticipation coordonnées et les systèmes d'alerte rapide et d'action rapide, notamment pour les aléas climatiques touchant le Bangladesh, les Fidji, le Népal, les Philippines et le Yémen. **Les organismes humanitaires ont ainsi pu agir en amont des risques naturels et des flambées épidémiques anticipés, atténuant ainsi les conséquences humanitaires tout en réduisant les coûts des interventions.** Le Fonds central pour les interventions d'urgence a alloué plus de 142 millions de dollars à ses partenaires pour mener des actions anticipées et rapides de lutte contre l'aggravation de l'insécurité alimentaire et les effets du phénomène El Niño. Les fonds de financement commun pour les pays ont été utilisés pour financer à hauteur de plus de 16 millions de dollars des actions anticipées et rapides en Somalie, au Soudan du Sud et au Yémen.

Les fonds humanitaires de financement commun, un dispositif clé des interventions

Fonds de financement commun pour les pays

Fonds central pour les interventions d'urgence

(en dollars des États-Unis)



Le compte de financement de l'action climatique du Fonds central pour les interventions d'urgence

Le Fonds central pour les interventions d'urgence est le principal outil de financement de l'aide humanitaire au niveau mondial : grâce à lui, chaque année, de 500 à 800 millions de dollars sont débloqués pour des situations d'urgence. Il a ouvert la voie des mesures d'anticipation, qui permettent de sauver des vies et de contribuer à atténuer les conséquences humanitaires. Institué par le Fonds à la vingt-huitième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques, le compte de financement de l'action climatique constitue un moyen efficace d'aider les populations qui, dans le monde, sont les plus vulnérables face aux effets de la crise climatique. Ce nouveau compte permettra au Fonds de renforcer l'action humanitaire liée aux changements climatiques, grâce à des mesures et des interventions anticipées, et ainsi de s'acquitter de sa mission vitale.



Le personnel humanitaire des Nations Unies discute des incidences du cyclone tropical Freddy avec le personnel de l'école publique du village de Mahela, à Madagascar.

(Mahela, février 2023) © OCHA/Viviane Rakotoarivony



Distribution de colis de secours
à des réfugiés tout juste arrivés
du Soudan dans la province du
Ouaddaï (Tchad).

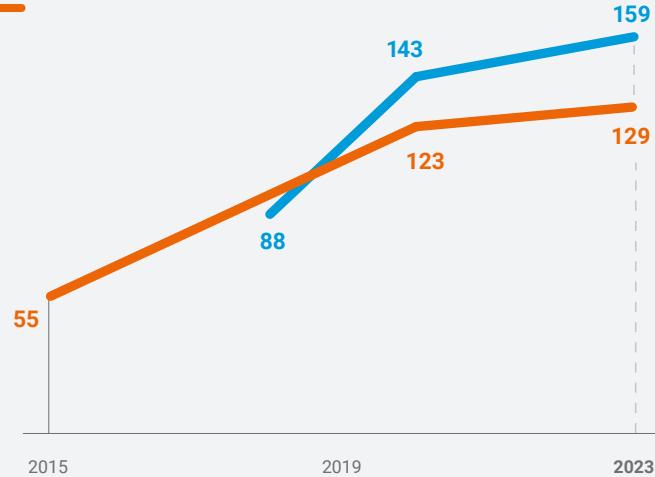
(Ouaddaï, mai 2023)
© HCR/Colin Delfosse

Dans le cadre de l'examen à mi-parcours du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015–2030), **72 États Membres ont procédé à un examen de la mise en œuvre du Cadre au niveau national et présenté un examen national volontaire**. À ces examens se sont ajoutées les contributions des entités du système des Nations Unies, à savoir 7 rapports régionaux, 13 rapports de parties prenantes non étatiques, 1 rapport global sur 25 groupes de parties prenantes non étatiques et 14 études thématiques. Les examens et rapports ont éclairé les négociations sur la déclaration politique issue de l'examen à mi-parcours, adoptée par l'Assemblée générale en mai 2023. Les auteurs des rapports encouragent l'adoption d'une approche fondée sur les risques et la prévention dans toutes les décisions, tous les investissements et tous les comportements relatifs à la gestion des risques de catastrophe et à la planification du développement.

La réduction des risques de catastrophe au niveau mondial

Pays ayant adopté une stratégie nationale de réduction des risques de catastrophe

Pays utilisant le système de suivi du Cadre de Sendai

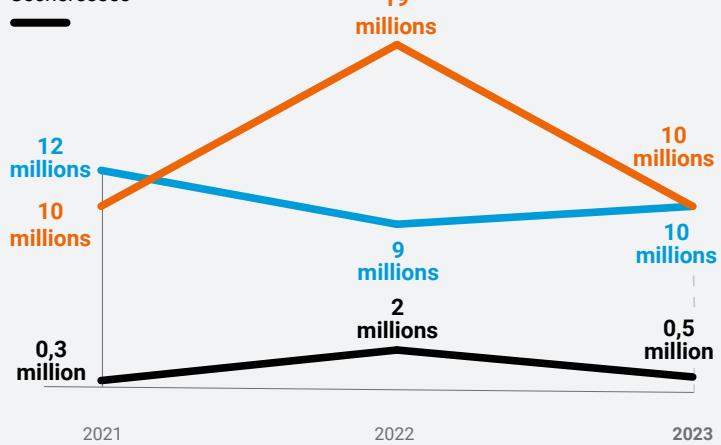


Déplacements internes liés au climat (2021–2023)

Inondations

Tempêtes

Sécheresses



Notre appui à la réduction des risques de catastrophe

533 millions

de citadines et de citadins se sont inscrits à l'initiative « Pour des villes résilientes 2030 »

Plus de 12 000

personnes ont suivi une formation ou participé à des webinaires ou à des rencontres

159

États Membres ont communiqué des informations sur les indicateurs mondiaux du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015–2030) au moyen du système de suivi du Cadre de Sendai

Renforcer la justice et le droit international

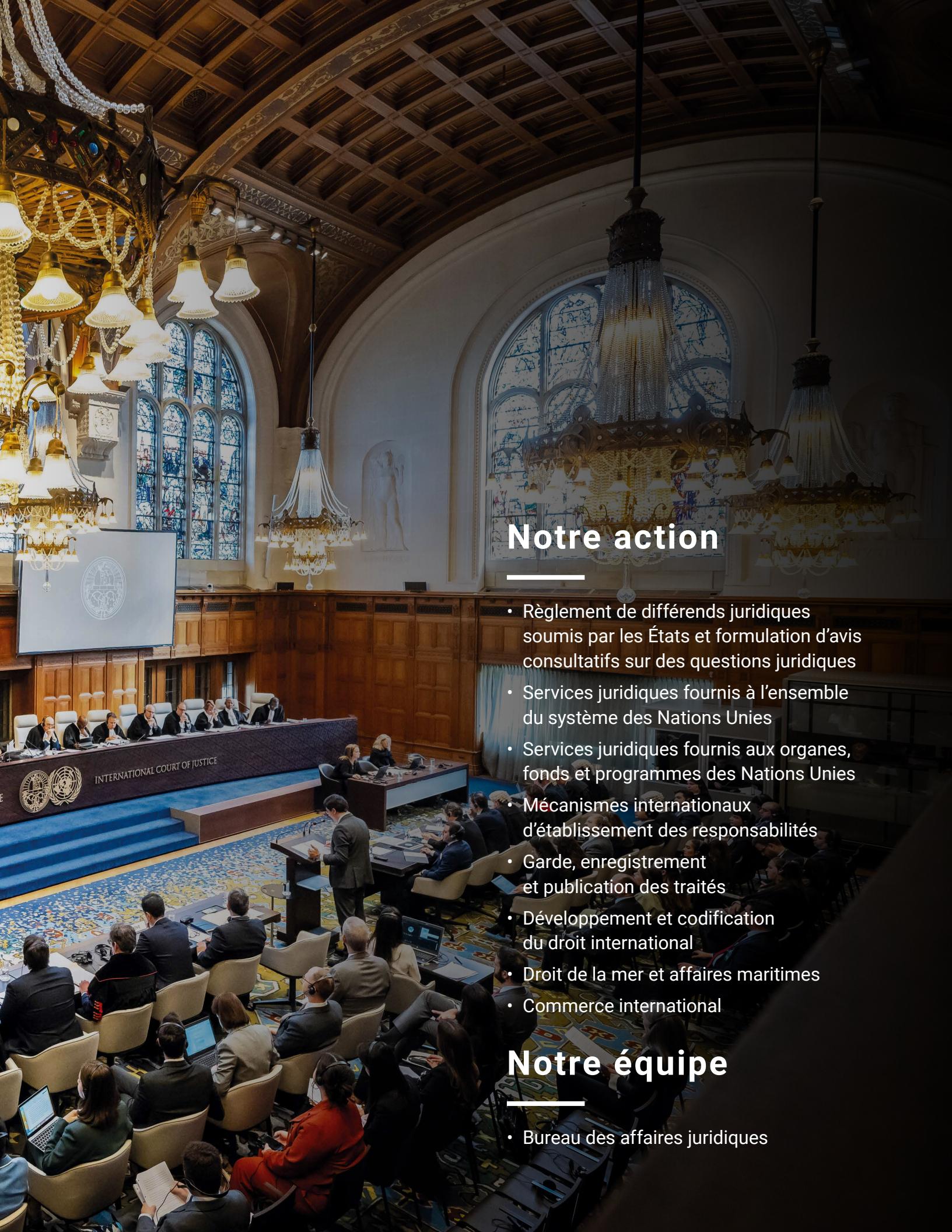
Promotion de la justice et du droit international



La Cour internationale de Justice tient une audience au Palais de la Paix à La Haye (Royaume des Pays-Bas).

(La Haye, avril 2024) © Photo ONU/Frank van Beek





Notre action

- Règlement de différends juridiques soumis par les États et formulation d'avis consultatifs sur des questions juridiques
- Services juridiques fournis à l'ensemble du système des Nations Unies
- Services juridiques fournis aux organes, fonds et programmes des Nations Unies
- Mécanismes internationaux d'établissement des responsabilités
- Garde, enregistrement et publication des traités
- Développement et codification du droit international
- Droit de la mer et affaires maritimes
- Commerce international

Notre équipe

- Bureau des affaires juridiques



Photo gagnante (catégorie « paysages sous-marins ») du concours photographique organisé pour la Journée mondiale de l'océan de 2023.

© Andy Schmid, Journée mondiale de l'océan 2023

Le contexte

Les principes de la justice, du droit international et du règlement pacifique des différends sont consacrés par les deux premiers articles de la Charte des Nations Unies. Aussi constituent-ils les fondements mêmes de la coopération de la communauté internationale.

Nos objectifs

L'ONU s'emploie à **promouvoir la justice et le droit international dans le cadre de ses mandats et activités**, notamment ceux qui concernent le commerce international, les océans et le droit de la mer, les traités et accords internationaux, les opérations de paix, les tribunaux internationaux et autres mécanismes internationaux de responsabilité et les sanctions. En outre, la **Cour internationale de Justice, principal organe judiciaire de l'Organisation**, est chargée de régler les différends d'ordre juridique qui lui sont soumis par les États et de rendre des avis consultatifs sur des questions juridiques.

Nos réalisations

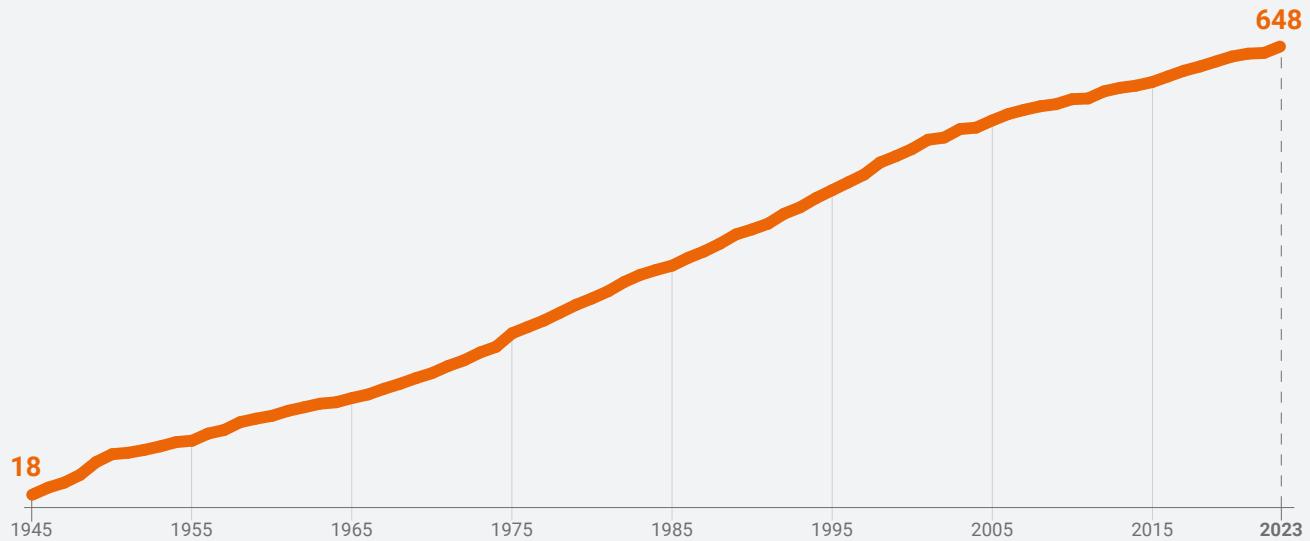
La Cour internationale de Justice a examiné des affaires de premier plan et rendu des arrêts sur le fond dans les affaires suivantes : Question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (Nicaragua c. Colombie) ; Certains actifs iraniens (République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique) ; Application de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie). Elle a également été saisie de cinq nouvelles affaires contentieuses, dont deux dans lesquelles elle a indiqué des mesures conservatoires : Application de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Canada et Pays-Bas c. République arabe syrienne) et Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël).



« Nous sommes les “générations futures” que la Charte [des Nations Unies] a promis de préserver du fléau de la guerre. Le respect du droit international est la clef de voûte de cette promesse. »

Miguel de Serpa Soares,
Secrétaire général adjoint
aux affaires juridiques

Hausse du nombre de traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général





L'ancien Premier Ministre de Vanuatu, Alatoi Ishmael Kalsakau, informe les journalistes sur le projet de résolution relatif à la demande d'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les obligations des États à l'égard des changements climatiques.

(New York, mars 2023)
© Photo ONU/Manuel Elías

Le Secrétariat a transmis à la Cour des documents qui peuvent l'aider à traiter les questions posées par l'Assemblée générale dans ses demandes d'avis consultatifs sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et sur les obligations des États à l'égard des changements climatiques.

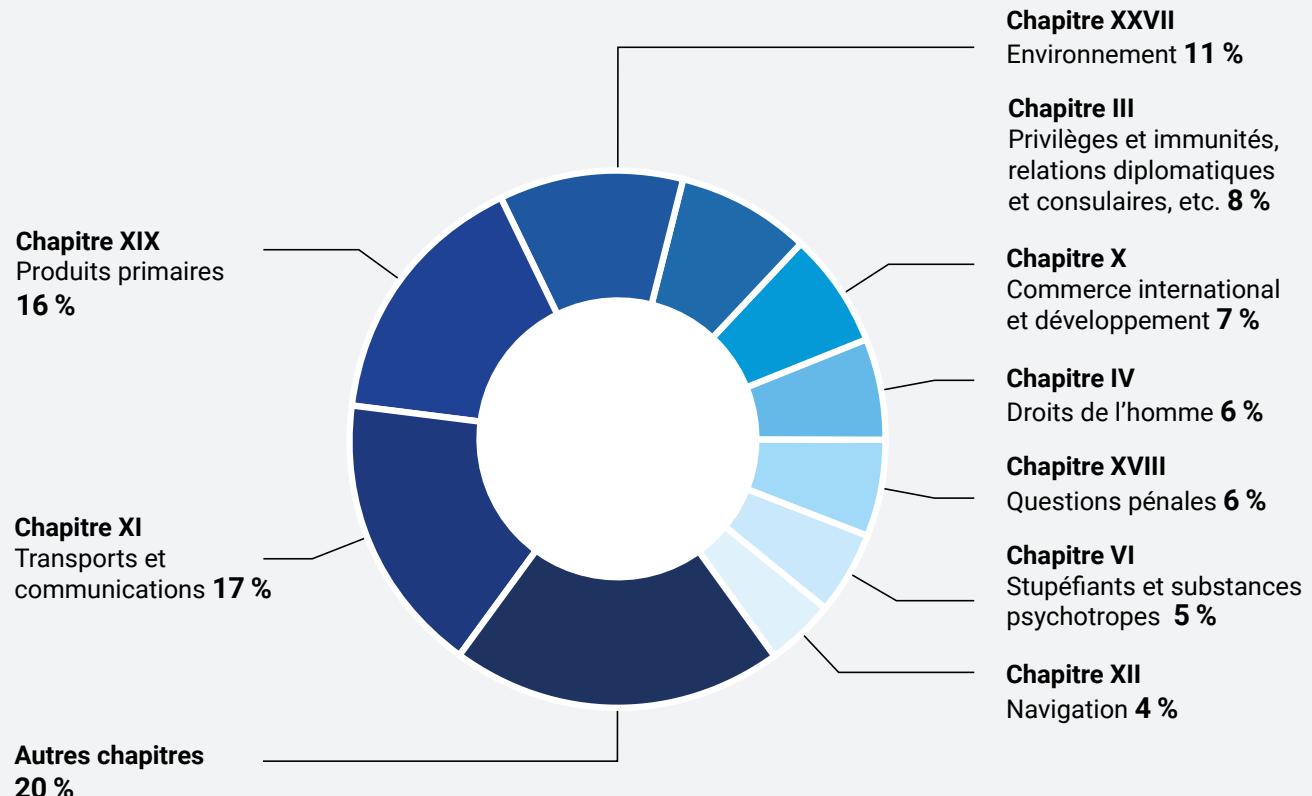
La suspension indéfinie des poursuites prononcée en septembre 2023 dans l'affaire *Le Procureur c. Félicien Kabuga* a marqué la fin des procédures relatives aux crimes les plus graves conduites par le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, qui a continué de s'acquitter de ses autres fonctions résiduelles. Le 31 décembre 2023, le Tribunal spécial pour le Liban a fermé, après avoir achevé ses fonctions résiduelles à caractère non judiciaire.

Pour marquer leur soutien résolu à l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, **80 pays et l'Union européenne ont signé l'Accord** dès son ouverture à la signature lors de la cérémonie annuelle des traités organisée pendant la semaine de réunions de haut niveau de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session.

Par ailleurs, la Convention des Nations Unies sur les effets internationaux des ventes judiciaires de navires a été ouverte à la signature lors d'une cérémonie tenue à Beijing le 5 septembre 2023. Cet instrument établit un régime harmonisé visant à conférer des effets internationaux aux ventes judiciaires, tout en préservant la législation nationale régissant la procédure des ventes judiciaires et les circonstances dans lesquelles les ventes judiciaires confèrent un titre libre de tout droit.

Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général concernant des questions d'intérêt mondial

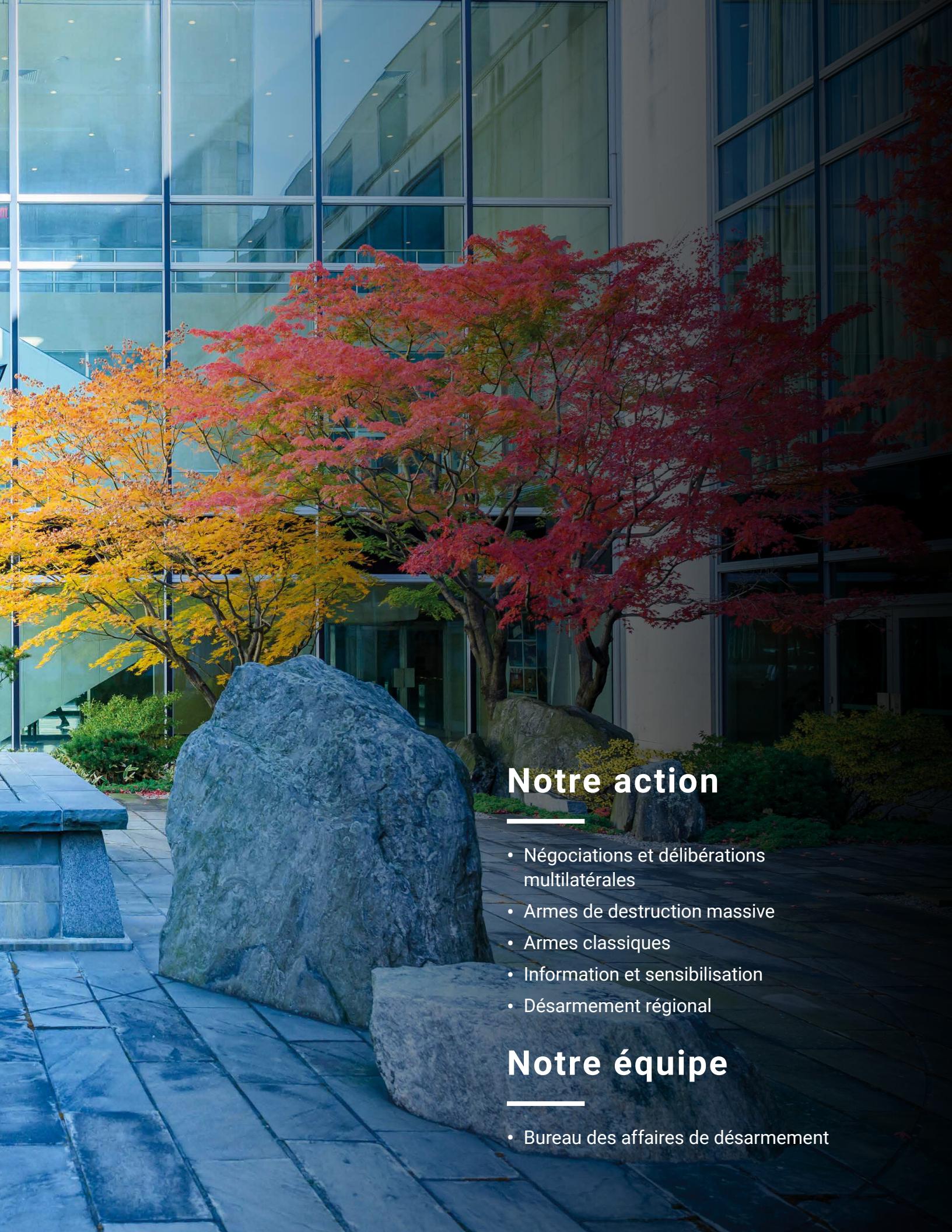
Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général, proportion par chapitre (au mois de mars 2024)



Défendre la cause du désarmement

Promotion du désarmement et de la non-prolifération

Vue du jardin de la cloche de la Paix, au Siège de l'ONU, symbole de désarmement mondial et d'harmonie.

The background image shows a large, multi-story building with extensive glass windows. In the foreground, there is a large, light-colored rock on a paved area. A maple tree with vibrant autumn leaves (yellow, orange, red) stands behind the rock. The sky is clear and blue.

Notre action

- Négociations et délibérations multilatérales
- Armes de destruction massive
- Armes classiques
- Information et sensibilisation
- Désarmement régional

Notre équipe

- Bureau des affaires de désarmement



Des enfants peignent une fresque dans un quartier pollué par des explosifs à l'occasion de la Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte antimines.

(Damas, avril 2023)
© Service de la lutte antimines/Dima Fallouh

Le contexte

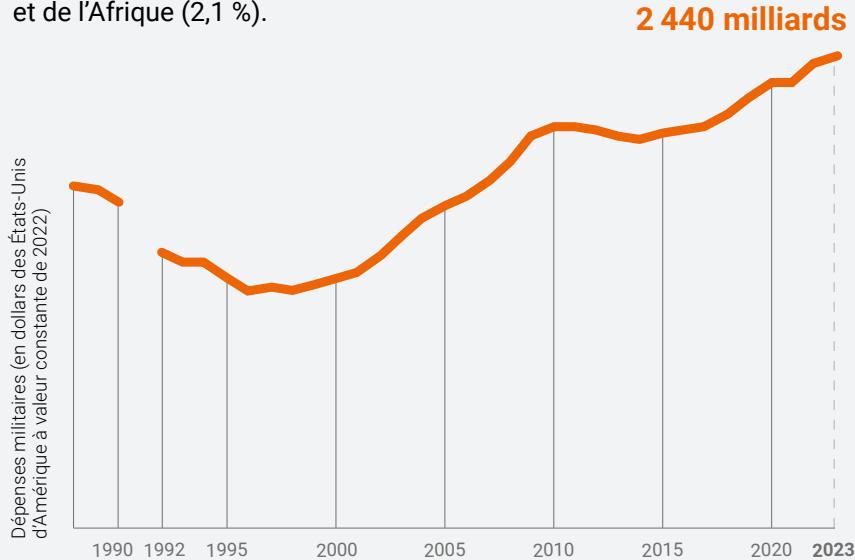
Dans un contexte d'escalade des tensions mondiales, **les civils sont les premières victimes des conflits armés**. La menace que représentent les armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive persiste, et ce, alors que **les dépenses militaires augmentent** et que les armes classiques, en particulier les armes légères et de petit calibre illicites, prolifèrent. **Les technologies émergentes posent de nouveaux problèmes** pour la sécurité.

Nos objectifs

Notre travail rend possibles des négociations internationales de haut niveau et des efforts de désarmement concrets sur le terrain. Nos priorités sont les suivantes : éliminer les armes nucléaires, faire respecter l'interdiction d'autres armes de destruction massive, réglementer l'utilisation des armes classiques, répondre aux problèmes posés par les nouvelles technologies d'armement, et promouvoir les initiatives régionales de désarmement et sensibiliser le public. Ces mesures sont essentielles à la promotion d'une approche intégrée de la sécurité associant une diplomatie vigoureuse, le désarmement et une action en faveur de la paix s'inscrivant dans la durée.

Les dépenses militaires mondiales ont atteint le niveau record de 2 440 milliards de dollars en 2023

Les Amériques représentaient 41 % du montant total des dépenses militaires mondiales en 2023, soit la part la plus importante, toutes régions confondues, suivies de l'Asie et de l'Océanie (24 %), de l'Europe (24 %), du Moyen-Orient (8,2 %) et de l'Afrique (2,1 %).



Note : Faute de données correspondant à l'Union soviétique en 1991, aucun total ne peut être calculé pour cette année-là.

Source : Base de données des dépenses militaires du Stockholm International Peace Research Institute, avril 2024.



« Le désarmement est essentiel et indissociable des objectifs plus généraux de paix, de sécurité et de développement. »

Izumi Nakamitsu,
Secrétaire générale adjointe
et Haute-Représentante pour
les affaires de désarmement

Une démineuse des Nations Unies lors d'une opération de déminage à Karma (Irak).

(Karma, 2023) © Service de la lutte antimines en Irak



Nos activités de désarmement

637

experts inscrits sur la liste de réserve pour le Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques et biologiques

122

projets liés à la maîtrise des armements financés, au profit de 148 États Membres

37 %

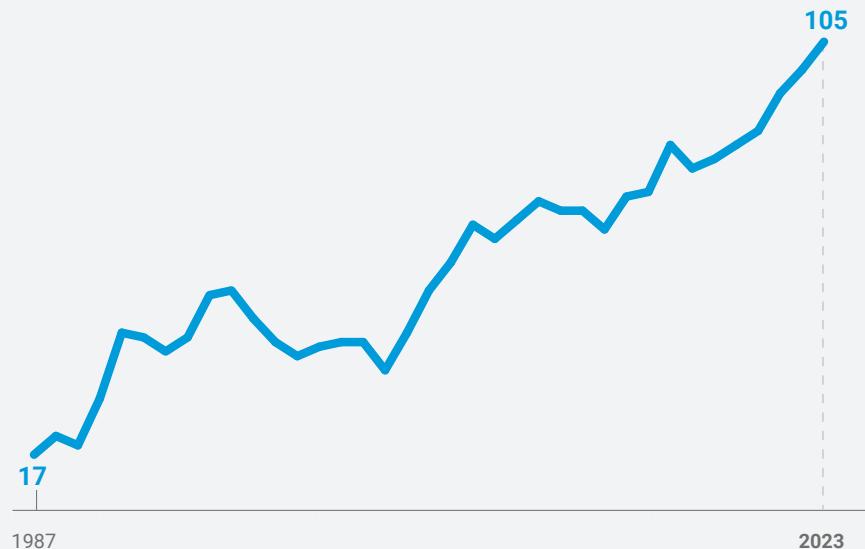
des États Membres ont présenté des rapports sur leurs exportations et importations d'armes au Registre des armes classiques

33 %

des États Membres ont présenté des rapports aux fins de l'établissement du Rapport des Nations Unies sur les dépenses militaires

Un nombre de rapports sur les mesures de confiance en hausse

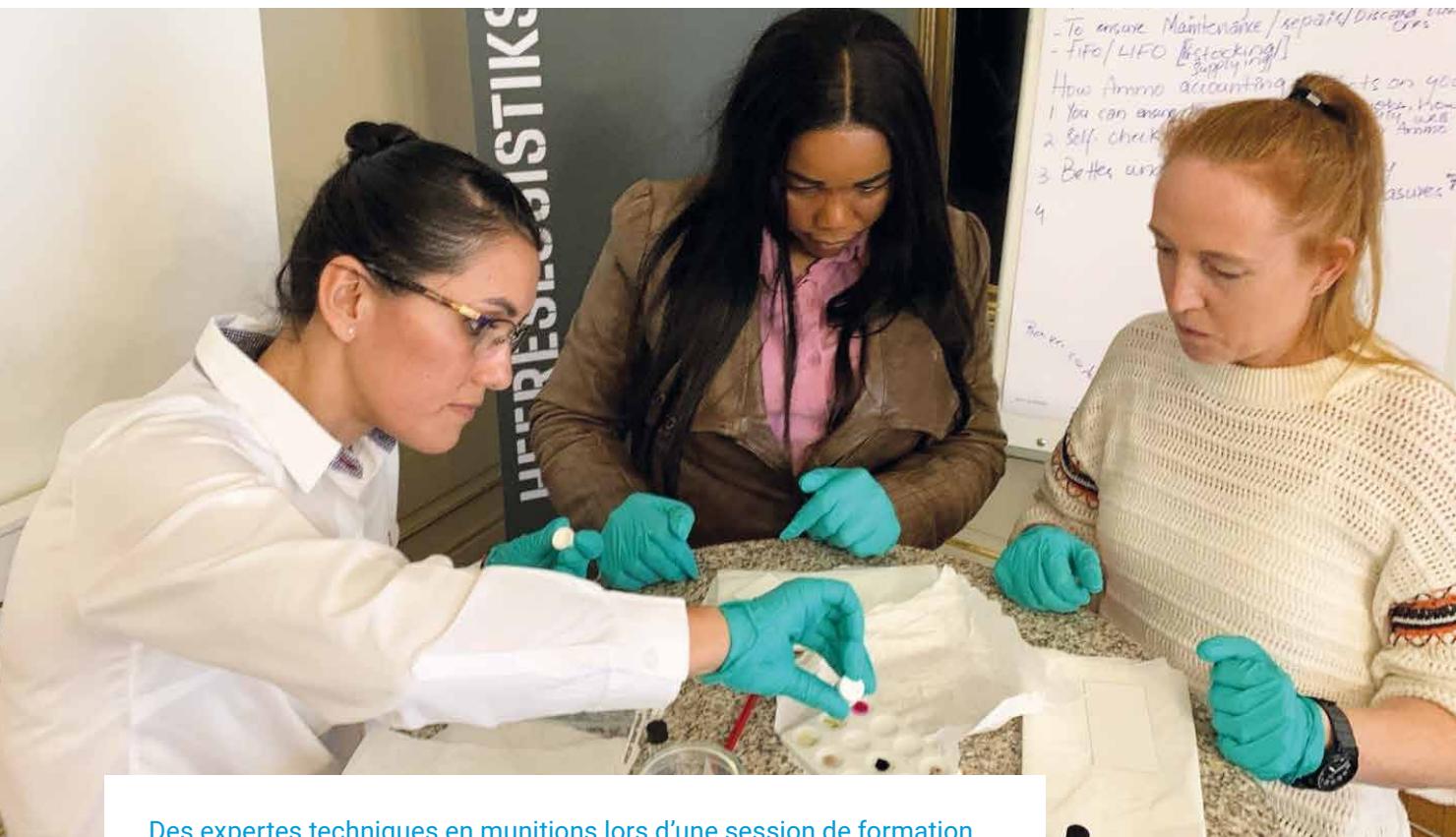
En 2023, un nombre record de 105 rapports ont été soumis par les États parties à la Convention sur les armes biologiques.



Nos réalisations

En cette période d'incertitude mondiale accrue, nous avons apporté notre concours à l'application des deux principaux traités sur l'interdiction et la non-prolifération des armes nucléaires. Nous avons facilité des pourparlers internationaux sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires entre 191 gouvernements, afin de renforcer l'engagement de chacun en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires. En outre, nous avons travaillé avec les 24 États Membres et États observateurs du Moyen-Orient sur un nouveau traité visant à rendre la région exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive.

Pour faire respecter l'interdiction des autres armes de destruction massive, nous avons **facilité la création d'un groupe de travail international** chargé de renforcer la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction et d'agir en faveur de son application à l'échelle mondiale. Nous avons également amélioré le Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques et biologiques en **fournissant une liste d'enquêteurs mieux formés et provenant d'horizons géographiques plus variés**.



Des expertes techniques en munitions lors d'une session de formation réservée aux femmes sur les Directives techniques internationales sur les munitions.

(Wiener Neustadt, octobre 2023) © Bureau des affaires de désarmement

Pour améliorer la riposte internationale face aux risques émanant du cyberspace, nous avons contribué à la mise en place d'un répertoire mondial d'interlocuteurs dont l'objectif est de faciliter la communication entre les autorités nationales lors de cyberincidents. Cet outil contribuera à la sûreté, à la sécurité et à la paix du cyberspace. Nous avons également facilité les **discussions multilatérales sur les systèmes d'armes létaux autonomes et la prévention d'une course aux armements dans l'espace**, ainsi que de nouvelles initiatives sur l'utilisation militaire de l'intelligence artificielle.

Parité et désarmement

45 %

des déclarations ont été faites par des femmes lors des réunions du groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation (2021–2025)

23

résolutions de la Première Commission font mention du « genre », des « femmes » ou de la « diversité »



Des participants à la conférence sur les systèmes d'armes autonomes tenue à Vienne en 2024.

(Vienne, avril 2024)
© Bureau des affaires de désarmement/Ana Moruja Nigro

Pour limiter les incidences des munitions sur les êtres humains, nous avons contribué à la **création d'un cadre mondial** de lutte contre le trafic illicite, le détournement et l'explosion accidentelle de munitions. Nous avons également créé des liens entre les activités de gestion des munitions et les processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration, ainsi que les programmes de lutte contre la violence au sein des collectivités au Cameroun et en Somalie. Grâce à notre fonds appelé « Entité "Sauver des vies" », nous avons **œuvre en faveur d'un meilleur contrôle des armes légères et de petit calibre pour une sécurité et un développement plus durables**, avec de nouveaux projets au Ghana, au Honduras, au Kirghizistan, au Panama et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Nous avons mobilisé 16 gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes pour lutter contre le trafic illicite d'armes à feu et de munitions et entamé une démarche similaire pour l'Amérique centrale. En outre, nous avons collaboré avec les autorités nationales en Afrique, en Asie et dans le Pacifique ainsi qu'en Amérique latine dans les domaines du contrôle des armes de petit calibre et de la prévention de la violence fondée sur le genre.

Les jeunes et le désarmement

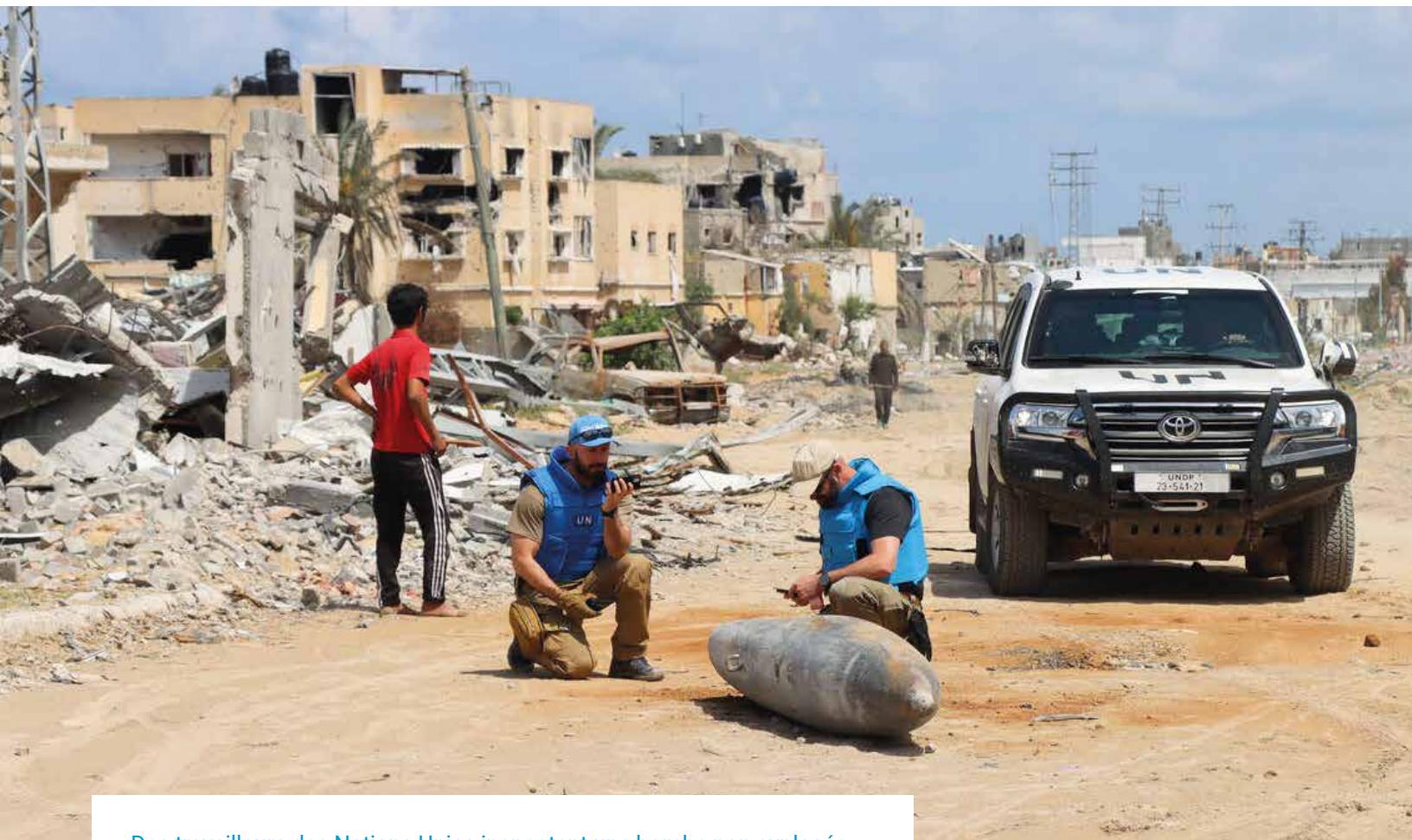
En 2023, nous avons mis en place le **Fonds des jeunes leaders pour un monde exempt d'armes nucléaires**, qui, à ce jour, a financé la formation de **100 jeunes de plus de 60 pays en tant que défenseurs du désarmement**. Grâce à d'autres outils de formation des jeunes, tels que notre plateforme consacrée à l'éducation au désarmement, nous donnons aux femmes, aux jeunes et à d'autres partenaires les moyens de participer à l'élaboration des politiques et aux processus de désarmement à l'échelle mondiale.

Plus de 2 100

candidatures de 145 pays pour le Fonds des jeunes leaders pour un monde exempt d'armes nucléaires

910

candidatures au programme de formation « **Jeunes Champions du désarmement** », dont 54 % de jeunes femmes



Des travailleurs des Nations Unies inspectent une bombe non explosive de plus de 450 kilogrammes sur une grande artère de Khan Younès, dans la bande de Gaza.

Combattre la drogue, la criminalité et le terrorisme

Lutte antidrogue, prévention de la criminalité
et lutte contre le terrorisme

Des membres du personnel des Nations Unies effectuent une inspection dans le cadre de l'Initiative sur le transport sécurisé de céréales et de denrées alimentaires depuis les ports ukrainiens.



Notre action

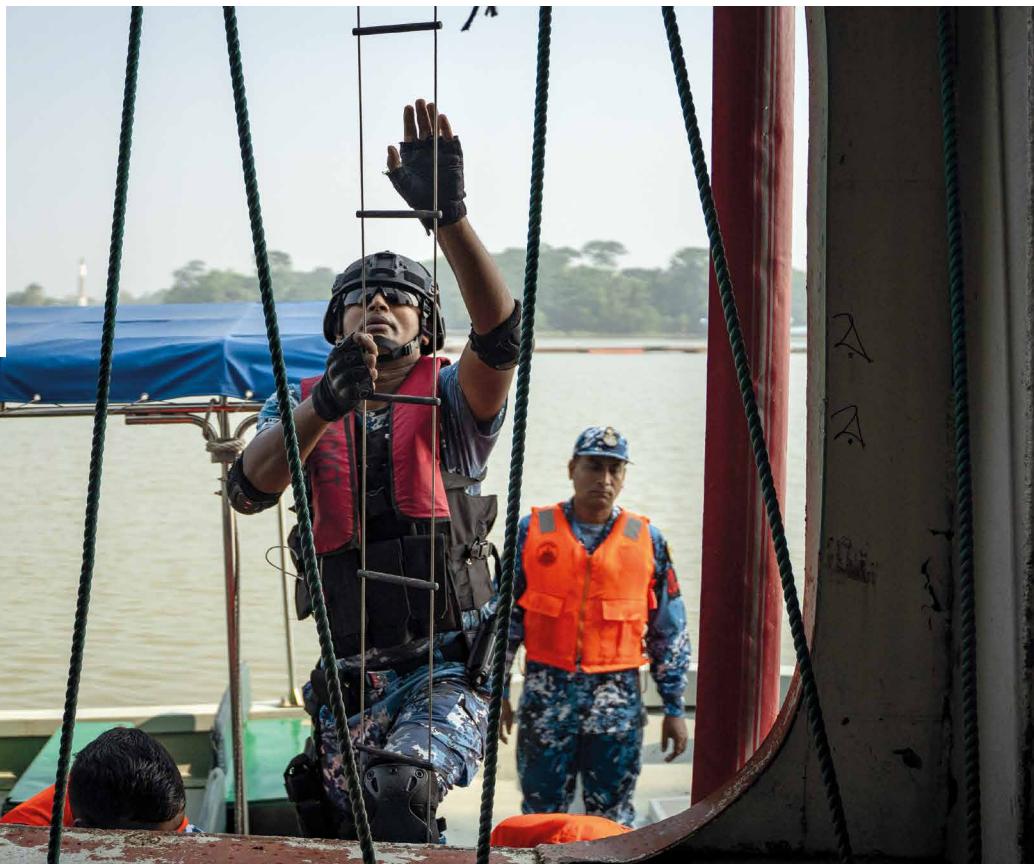
-
- Lutte contre le problème mondial de la drogue
 - Lutte contre la criminalité transnationale organisée
 - Lutte contre le terrorisme et prévention de l'extrémisme violent
 - Lutte contre la corruption
 - Justice
 - Recherche, analyse des tendances et criminalistique
 - Appui en matière de politiques
 - Assistance technique

Notre équipe

-
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
 - Bureau de lutte contre le terrorisme

**Séance de formation
à l'inspection de navires
au Bangladesh organisée
dans le cadre du Programme
mondial de lutte contre la
criminalité maritime.**

(Patuakhali, novembre 2023) © ONUDC/
Duncan Moore



« Les incidences de la drogue, de la criminalité, de la corruption et du terrorisme s'aggravent avec la superposition des crises mondiales. Nous devons investir dans la prévention et renforcer la résilience face à ces menaces, afin de protéger les populations et d'avancer vers les objectifs de développement durable. »

Ghada Waly,
Directrice exécutive de l'Office
des Nations Unies contre la drogue
et le crime

Le contexte

Le monde se trouve aujourd'hui dans une situation complexe où **le terrorisme et la criminalité transnationale organisée déstabilisent les régions, les sociétés et les vies**, en particulier dans les zones de conflit. Les changements climatiques, l'instabilité politique et les déplacements de population, qui peuvent être liés à l'intensification du commerce illicite et de diverses formes de trafic, exacerbent les vulnérabilités existantes.

Nos objectifs

L'**ONU est déterminée à rendre le monde plus sûr** en le préservant de la drogue, de la criminalité et du terrorisme. Notre travail consiste à aider les gouvernements à lutter contre ces menaces par la prévention, les mesures de justice pénale et la coopération internationale. Nous contribuons à l'élaboration et à la mise en œuvre de normes et de règles internationales et à **faire appliquer les obligations prévues par les instruments internationaux relatifs à la lutte contre les drogues, la corruption, la criminalité transnationale organisée et le terrorisme**.

Nos réalisations

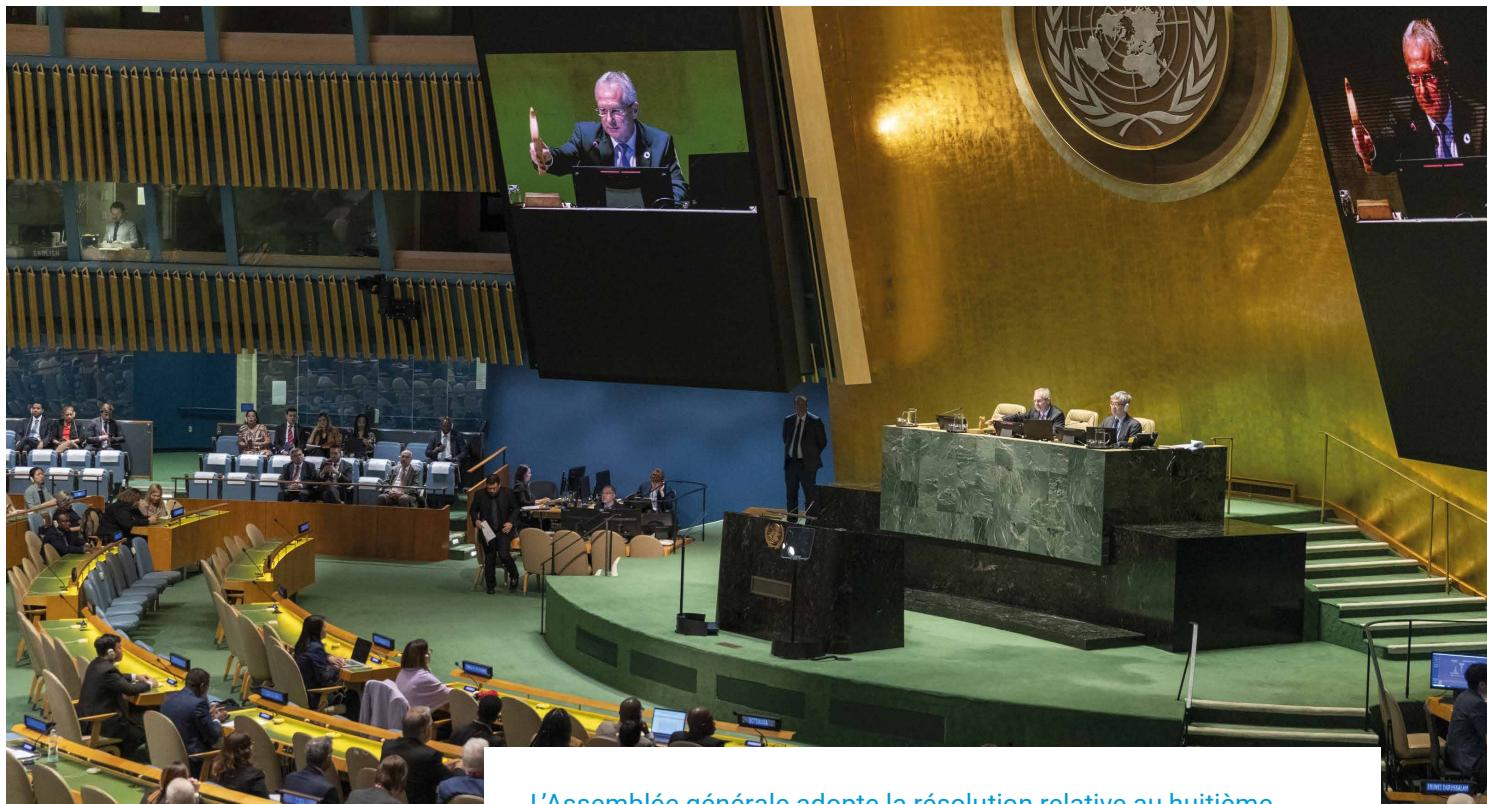
En 2023, le monde s'est trouvé face à une complexification des problèmes liés aux drogues et à la criminalité, notamment à la croissance alarmante des marchés des drogues synthétiques, à l'explosion de la cybercriminalité et à la multiplication des crimes contre l'environnement. Nous avons tiré parti de notre **vaste réseau de bureaux extérieurs répartis dans 150 pays et territoires** pour aider des gouvernements à mettre en place des stratégies d'intervention plus énergiques.

En Afghanistan, nous avons **permis à plus de 80 000 personnes de se tourner vers des moyens de subsistance durables en remplacement de la culture de l'opium**. Nous avons également assuré un soutien psychosocial, fourni des tests de dépistage du VIH et de l'hépatite B et C et mené des activités de prévention de la toxicomanie, ce dont ont bénéficié près de 40 000 personnes.



« La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies est emblématique de la volonté multilatérale de lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. »

Vladimir Voronkov,
Secrétaire général adjoint
chargé du Bureau de lutte
contre le terrorisme



L'Assemblée générale adopte la résolution relative au huitième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

(New York, juin 2023) © Photo ONU/Paulo Filgueiras

Notre appui à la prévention de la criminalité, à la lutte antidrogue et à la lutte contre la corruption

176 000

consultations de la base de données du système d'alerte précoce sur les nouvelles substances psychoactives

64 000

utilisateurs enregistrés de la Boîte à outils de l'ONU sur les drogues synthétiques

Plus de 2 200

saisies de produits illicites, de drogues et de précurseurs d'explosifs

4

centres de lutte contre la corruption

Pour endiguer le trafic illicite et les crimes connexes, nous avons renforcé notre aide à la gestion des frontières, ce qui a contribué à la **saisie de 250 tonnes de cocaïne, de plus de 200 tonnes de précurseurs chimiques et de près d'un demi-million d'armes et d'explosifs**. Nous avons fourni une assurance qualité en matière d'analyse des drogues et de toxicologie à des laboratoires de criminalistique du monde entier, ce qui a permis d'éliminer en toute sécurité 350 tonnes de cocaïne. Nous avons également aidé **83 pays à lutter contre la criminalité maritime, en mettant l'accent sur la coopération régionale et l'échange de connaissances**. Face aux problèmes de sûreté maritime que connaît le golfe de Guinée, nous avons aidé huit pays à évaluer leur cadre réglementaire et à y faire les modifications voulues pour lutter contre la piraterie et la criminalité maritime. Pour étayer des politiques fondées sur des données factuelles dans le Sahel, nous avons publié des évaluations de la menace que représente la criminalité transnationale organisée, notamment en brossant un tableau complet des activités commerciales illicites et de leurs incidences socioéconomiques dans la région.

Pour venir en aide aux personnes les plus vulnérables souffrant d'une addiction, **nous sommes intervenus dans 43 pays pour offrir à plus de 67 000 d'entre elles des services de soins et de traitement de la toxicomanie**, notamment sous la forme d'assurance de la qualité, d'orientation vers des traitements et de thérapies familiales, y compris dans des contextes humanitaires. Nous avons également formé plus de 2 000 prestataires de services locaux à prévenir, traiter et soigner le VIH parmi les consommateurs de drogues et les personnes vivant en milieu carcéral en se fondant sur des données factuelles et en tenant compte de la dimension de genre et des droits humains.



Les Nations Unies livrent un patrouilleur et du matériel essentiel aux garde-côtes de la Police somalienne afin de renforcer la sécurité côtière.

(Mogadiscio, février 2024) © ONUDC/Mokhtar A. Mohamed



Pour contribuer à la lutte contre la traite des personnes et le trafic d'armes à feu, nous nous sommes appliqués à approfondir les engagements à l'action de la communauté internationale. En 2023, le nombre de pays ayant ratifié le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, et le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, qui complètent la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, ou ayant adhéré à ceux-ci, est passé respectivement à 182 et 123. Sur le terrain, **nous avons fourni une assistance technique à plus de 3 300 professionnels de la prévention de la criminalité et de la justice pénale**, favorisant ainsi l'acquisition de compétences dans le monde entier. Afin de mieux protéger les plus vulnérables, nous avons coordonné les efforts du système des Nations Unies autour d'une nouvelle stratégie visant à mettre fin à la violence contre les enfants.

Afin de renforcer l'application du principe de responsabilité dans la lutte contre la corruption, **nous avons organisé la dixième session de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption**, lors de laquelle a été soulignée la nécessité de préserver l'état de droit et de rétablir la confiance dans les institutions. Cette conférence a été la plus inclusive jamais organisée, comptant **plus de 2 000 participants**, représentant les gouvernements, la société civile, le monde universitaire, les entreprises et les jeunes.

Sur le terrain, nous avons **dispensé à plus de 3 000 agents de 75 pays une formation en matière de réponse pénale au terrorisme** et aidé le Mozambique à élaborer une stratégie nationale de lutte antiterroriste.

Des participants à la séance d'ouverture de la troisième Conférence de haut niveau des Nations Unies réunissant les chefs d'organismes antiterroristes des États Membres.

(New York, juin 2023)
© Photo ONU/Manuel Elias

Les sciences comportementales à l'appui de la lutte contre l'extrémisme violent

Au Moyen-Orient, en collaboration avec l'Université Hamad Bin Khalifa, nous avons inauguré au Qatar la Behavioural Insights Academy (Académie d'analyse comportementale) afin d'intégrer les sciences comportementales dans les stratégies mondiales de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent conduisant au terrorisme.

Notre action et notre portée en matière de données et de recherche

4 millions
de téléchargements
et 3 millions de visites sur les sites Web de recherche

Plus de 500 000 points de données disponibles sur le portail de données sur la drogue et la criminalité

Plus de 3 250 personnes formées aux méthodes statistiques de lutte contre la drogue et la criminalité

29 partenariats de recherche établis

Le Pacte mondial de coordination contre le terrorisme

237 250 visites de la Plateforme mondiale pour la coordination contre le terrorisme

137 États Membres et 47 entités associées

28 évaluations de pays effectuées par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme

Troisième Semaine de la lutte contre le terrorisme

En 2023, nous avons organisé la troisième Semaine de la lutte contre le terrorisme au Secrétariat de l'ONU à New York. Plus d'un millier de personnes provenant de 160 pays, dont des représentantes et représentants d'organisations internationales et régionales, d'entités des Nations Unies, d'organisations de la société civile, de groupes de réflexion, d'universités, d'instituts de recherche et d'entreprises du secteur privé, se sont réunies pour participer à la troisième Conférence de haut niveau des Nations Unies réunissant les chefs d'organismes antiterroristes des États Membres, organisée sur le thème de la lutte contre le terrorisme par un multilatéralisme et une coopération institutionnelle redynamisés. Réflétant la diversité des parties concernées, ce rassemblement a offert un cadre à l'échange de connaissances, à la collaboration et à des discussions approfondies sur l'application pratique de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

L'appui à la lutte contre le terrorisme reste une priorité absolue. Conformément à la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, les droits humains et l'égalité des genres sont des préoccupations prioritaires de toutes nos actions ciblées. Pour contribuer à la lutte contre le terrorisme en Afrique, **nous avons organisé au Maroc la deuxième réunion de haut niveau de la Plateforme de Marrakech**, dont l'objectif est de renforcer la coordination entre les services africains de lutte antiterroriste. Près de 70 États Membres ont adhéré au Programme des Nations Unies de lutte contre les déplacements des terroristes. Plus de 130 États Membres ont participé au Programme mondial sur la sécurité des grands événements sportifs et la promotion du sport et de ses valeurs comme outil de prévention de l'extrémisme violent.

La Gender and Identity Factors Platform, notre nouvelle plateforme de connaissances sur le genre et les facteurs identitaires, lancée à l'occasion de la Semaine de la lutte contre le terrorisme, facilite l'échange de connaissances entre les gouvernements, la société civile et les universités du monde entier. Le temps fort de la Semaine a été l'adoption, par l'Assemblée générale, de la résolution relative au huitième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, préservant ainsi le consensus sur lequel repose la Stratégie depuis 2006. En outre, en 2023, le Fonds monétaire international est devenu le quarante-sixième membre du Pacte mondial des Nations Unies de coordination contre le terrorisme, **le plus grand cadre de coordination du système des Nations Unies**.

À l'occasion de la sixième commémoration de la Journée internationale du souvenir, en hommage aux victimes du terrorisme, nous avons lancé le Legacy Project (projet « Notre héritage ») afin de **mettre en lumière les témoignages des victimes et les ressources essentielles à leur rétablissement et à leur guérison**, avec pour objectif d'éduquer les jeunes générations et de leur donner envie d'agir. Par ailleurs, dans le cadre de la campagne Memories (Mémoires), nous avons mis à l'honneur les voix et les expériences des victimes et des survivants grâce à des expositions organisées dans toute l'Espagne pour souligner l'importance du souvenir et rendre hommage aux victimes du monde entier.

La Semaine de la lutte contre le terrorisme en chiffres

Plus de 4 500
participants

160
États Membres représentés

Nos activités de lutte antiterroriste

Plus de 7 700
personnes formées dans le cadre de 109 activités de renforcement des capacités

Plus de 1 000
points focaux reliés par la Plateforme mondiale des Nations Unies pour la coordination contre le terrorisme

140
réunions bilatérales de haut niveau se sont tenues avec des États Membres et d'autres partenaires

9
conférences de haut niveau et 8 conférences régionales se sont tenues autour de questions techniques liées à la lutte antiterroriste et à la prévention de l'extrémisme violent



Lancement de la campagne « Memories », dédiée aux victimes du terrorisme.

(Vitoria-Gasteiz (Espagne), juin 2023) © Bureau de la lutte contre le terrorisme

Améliorer nos opérations

Bon fonctionnement
de l'Organisation



Des interprètes travaillent depuis leurs cabines surplombant la salle de l'Assemblée générale, lors de la 16^e séance plénière de la soixante-dix-huitième session.



Notre action

- Affaires de l'Assemblée générale et gestion des conférences
- Communication globale
- Contrôle
- Stratégies et politiques de gestion et de la conformité
- Bureaux hors Siège
- Appui opérationnel

Notre équipe

- Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences
- Département de la communication globale
- Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité
- Département de l'appui opérationnel
- Département de la sûreté et de la sécurité
- Bureau des services de contrôle interne
- Offices des Nations Unies à Genève, Nairobi et Vienne
- Bureau de la déontologie
- Bureau du Coordinateur spécial chargé d'améliorer l'action des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles
- Bureau de la Défenseuse des droits des victimes

Un fonctionnement efficace

Plus de 120 millions
de visiteurs ont consulté le site un.org

27,5 millions
de téléchargements uniques effectués à partir de la Bibliothèque numérique des Nations Unies

185 000
consultations d'iSeek, l'intranet de l'Organisation, par le **personnel des Nations Unies**

Plus de 3 900 réunions et manifestations diffusées sur la télévision en ligne des Nations Unies



« Nous travaillons à faire en sorte que notre Organisation soit tournée vers l'avenir et attentive aux besoins de celles et ceux pour qui nous œuvrons. »

Catherine Pollard,
Secrétaire générale adjointe chargée du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité



Des représentants de différentes entités des Nations Unies effectuent une évaluation conjointe de la sécurité en Éthiopie à la suite d'un afflux de réfugiés en provenance de la Somalie voisine.

(Région Somali, juin 2023) © Département de la sûreté et de la sécurité

Le travail de l'Organisation et celles et ceux qui le font

Plus de 35 000 personnes travaillent pour le Secrétariat de l'ONU dans 467 lieux d'affectation à travers le monde. Le Secrétariat s'applique à faire respecter les normes les plus strictes en matière d'intégrité et de déontologie, de gestion des ressources et d'exécution des mandats.

Santé mentale et bien-être sur le lieu de travail

Nous avons récemment lancé la Stratégie pour la santé mentale et le bien-être dans le système des Nations Unies en 2024 et au-delà. Approuvée à l'unanimité par le Comité de haut niveau sur la gestion, cette stratégie représente une avancée notable dans notre engagement en faveur de la santé mentale et du bien-être de notre personnel.

Nos réalisations

Le passage d'un budget biennal à un **budget annuel a permis d'instaurer une culture davantage axée sur les résultats**. Les plans-programmes et les besoins en ressources sont plus souvent ajustés grâce à des rapports plus fréquents sur l'exécution du programme, ce qui se traduit par une planification plus souple. Les examens annuels des dépenses permettent d'optimiser les ressources et, ainsi, d'exécuter plus efficacement le mandat. Nous avons également consolidé la culture de l'efficience dans les opérations hors siège en **adoptant une méthode d'établissement du budget fondée sur les données**, mais aussi en réalisant des économies et en éliminant certaines dépenses dans de nombreux domaines.



« L'Organisation tient résolument à fournir des solutions d'appui globales et intégrées dans des environnements opérationnels de plus en plus complexes, à faire en sorte que le soutien apporté réponde aux besoins d'une clientèle diversifiée et à améliorer la prestation de services en s'appuyant sur la technologie, les compétences et la culture. »

Atul Khare,
Secrétaire général adjoint
à l'appui opérationnel

**Communication
auprès d'un public
mondial**

70 millions
d'abonnés aux différents
comptes de **médias sociaux**
@nationsunies, dans neuf
langues

**Plus de
52 millions**
de visionnages de contenus
vidéo sur la chaîne YouTube
de l'ONU en anglais

**Plus de
275 000**
visiteurs ayant suivi des visites
guidées de l'ONU à New York,
Genève, Vienne et Nairobi



Instantané du dialogue interculturel et interreligieux et de la table ronde sur la création de passerelles entre l'Orient et l'Occident.

(New York, juin 2023) © Photo ONU/Paulo Filgueiras



« Il est essentiel de rechercher de nouvelles façons d'exploiter les technologies à l'appui de services de conférence multilingues de haute qualité pour aider l'ONU à trouver des solutions aux problèmes mondiaux. »

Movses Abelian,
Secrétaire général adjoint
chargé du Département de
l'Assemblée générale et de
la gestion des conférences



Une cérémonie organisée à l'occasion de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste.

(Genève, janvier 2023) © Photo ONU/Violaine Martin

Le multilinguisme et la diplomatie à l'œuvre

1,5 milliard

de mots dans les documents publiés dans les six langues officielles

32 millions

de documents téléchargés à partir du Système de diffusion électronique des documents

135 000

connexions au portail e-deleGATE, destiné aux diplomates

20 000

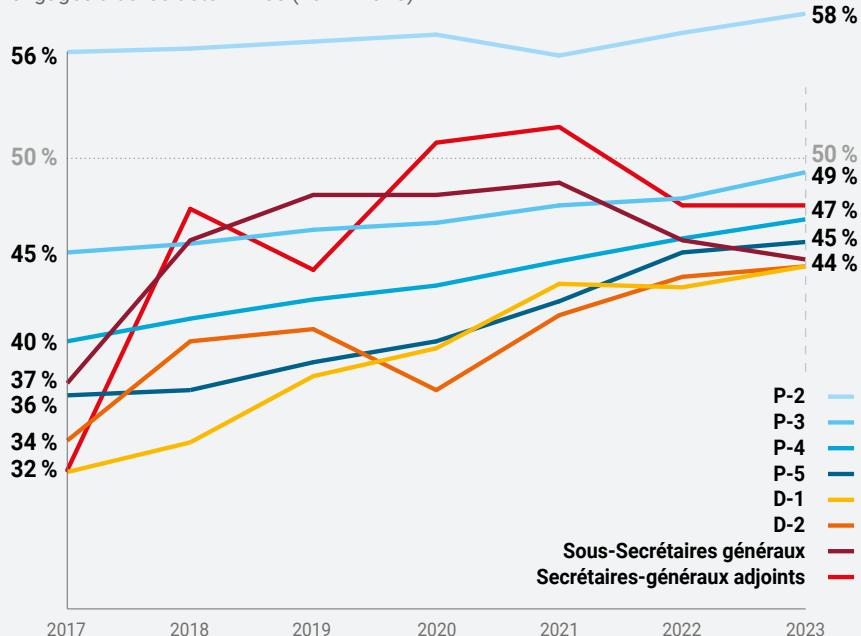
heures d'interprétation simultanée dans les six langues officielles

Des portails spécialisés ont permis d'**offrir aux États Membres plus de transparence** sur notre personnel et sur l'exécution du programme et du budget. Le portail des États Membres relatif au personnel en tenue (Member States Portal for Uniformed Capabilities Support) fournit aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police des informations sur le traitement des demandes de remboursement des sommes qui leur sont dues. Grâce aux outils d'analyse en libre-service et aux tableaux de bord de gestion mis à la disposition du personnel dans Umoja pour leur permettre de prendre des décisions reposant sur des données, **la prise de décisions** par le personnel d'encadrement a gagné en efficacité.

L'objectif de l'équité de la répartition géographique, d'une large représentation géographique et de la réalisation de la parité des genres au sein du personnel du Secrétariat est resté une priorité essentielle pour toute l'Organisation. **Le Secrétariat est bien parti pour atteindre la parité dans son effectif à l'horizon 2028**, mais il reste encore du travail à faire pour qu'elle soit atteinte à tous les niveaux de chaque entité. La décision de l'Assemblée générale d'élargir le système des fourchettes optimales a permis d'augmenter le nombre de postes soumis au principe de la répartition géographique, ce qui a eu pour résultat de réduire le nombre d'États Membres non représentés, sous-représentés ou surreprésentés. Début 2024, 123 États Membres étaient dans la fourchette optimale, alors qu'ils n'étaient que 103 en décembre 2023.

Une action déterminée en faveur de la parité femmes-hommes qui porte ses fruits

Pourcentage de femmes parmi les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur engagés à durée déterminée (2017–2023)



Avec le lancement de la stratégie sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies, le Secrétaire général s'est engagé à faire progresser la parité dans l'ensemble du système à tous les niveaux, en commençant par les membres du personnel du Secrétariat appartenant à la catégorie des administrateurs recrutés sur le plan international et titulaires d'un engagement à durée déterminée, d'un engagement continu ou d'un engagement à titre permanent/indéfini.



« Plus que jamais, notre travail est essentiel pour garantir que les cadres et le personnel des Nations Unies agissent en bons intendants des ressources de l'Organisation et veillent au respect de ses valeurs tout en atteignant les résultats prévus. »

Fatoumata Ndiaye,
Secrétaire générale adjointe
aux services de contrôle interne



« Il est indispensable que les fonctionnaires internationaux fassent un usage responsable des médias sociaux à titre personnel pour renforcer la culture déontologique de l'Organisation. »

Thi Kim Xuan Nguyen,
Directrice par intérim
du Bureau de la déontologie

L'ONU accueille son tout premier éditeur invité pour le blog en direct d'ONU Info lors de la journée d'ouverture de la dix-septième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

(New York, juin 2024) © Photo ONU/Mark Garten

En 2023, plus de 35 000* personnes travaillaient pour le Secrétariat de l'ONU de par le monde

Ce chiffre regroupe l'ensemble du personnel du Secrétariat, tous niveaux et tous types d'engagements confondus.

La taille des points représente le nombre de membres du personnel

Les pays comptant moins de neuf employés ne sont pas mentionnés sur la carte.

Canada

États-Unis d'Amérique

Mexique

Jamaïque

Honduras

Guatemala

El Salvador

Costa Rica

Panama

Équateur

Colombie

Brésil

Pérou

État plurinational de Bolivie

Paraguay

Chili

Uruguay

Argentine

Canada

États-Unis d'Amérique

Mexique

Jamaïque

Honduras

Guatemala

El Salvador

Costa Rica

Panama

Équateur

Colombie

Brésil

Pérou

État plurinational de Bolivie

Paraguay

Chili

Uruguay

Argentine

Autriche _____
Italie _____
Allemagne _____
Royaume des Pays-Bas _____
Belgique _____
France _____
Suisse _____
Espagne _____

Algérie _____
Maroc _____
Tunisie _____
Libye _____
Mauritanie _____
Sénégal _____
Cabo Verde _____
Gambie _____
Guinée-Bissau _____
Guinée _____
Sierra Leone _____
Libéria _____
Mali _____
Côte d'Ivoire _____
Burkina Faso _____
Ghana _____
Togo _____
Bénin _____
Niger _____
Nigéria _____
Guinée équatoriale _____
Sao Tomé-et-Principe _____
Gabon _____
Congo _____
Cameroon _____
Angola _____
Tchad _____
République démocratique du Congo _____
Namibie _____
République centrafricaine _____

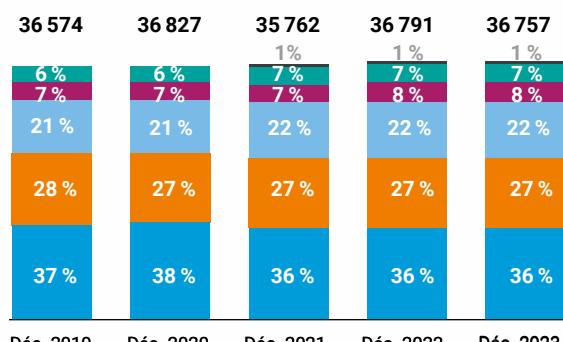
La représentation et l'utilisation des frontières, des noms géographiques et des données connexes figurant sur la carte n'offrent aucune garantie d'exactitude et ne valent pas nécessairement approbation ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

* Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

Répartition du personnel par groupe régional

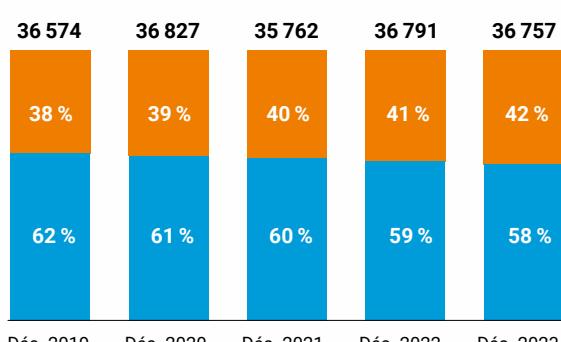
● Afrique ● Europe occidentale et autres États ● Asie et Pacifique

● Amérique latine et Caraïbes ● Europe orientale ● Autres



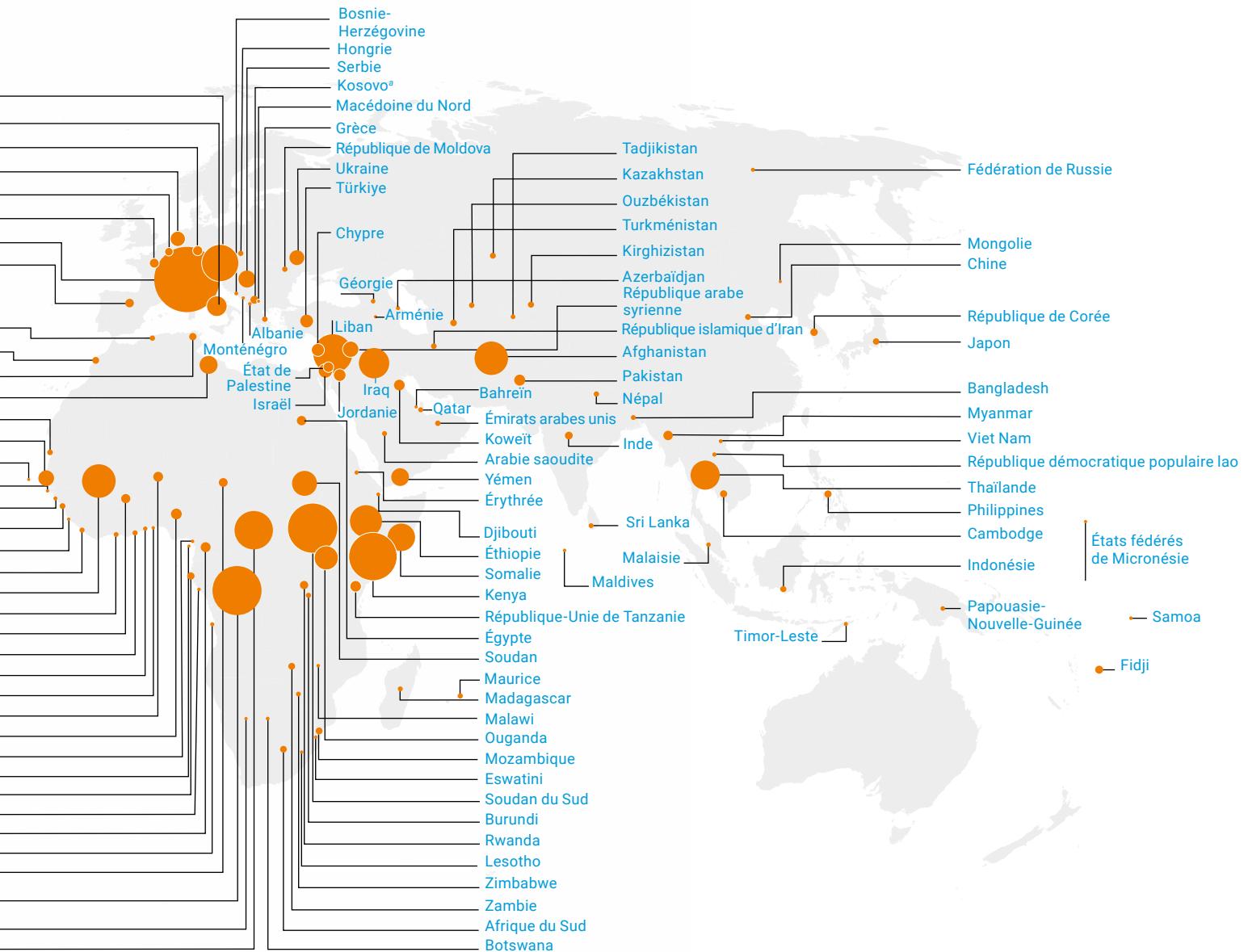
Répartition du personnel par genre

● Hommes ● Femmes

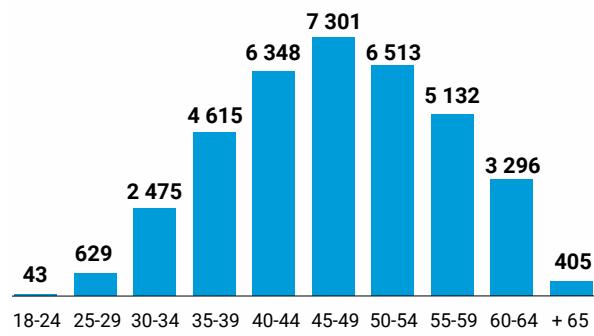


* Les chiffres donnés dans le texte tiennent compte des informations disponibles jusqu'à la fin du mois d'avril 2024, tandis que les données utilisées pour les infographies correspondantes ne vont pas au-delà de fin décembre 2023.

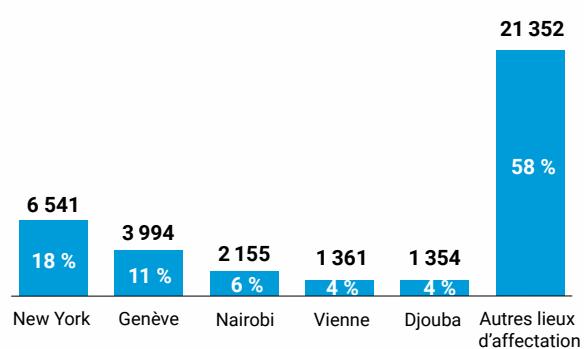
Note : Les cinq groupes régionaux ont été créés afin de favoriser la répartition géographique équitable des sièges entre les États Membres dans les différents organes de l'ONU. La catégorie « Autres » regroupe les fonctionnaires originaires de l'État de Palestine et les fonctionnaires apatrides.



Répartition du personnel par tranche d'âge



Répartition du personnel par lieu d'affectation





« Les droits des victimes d'abord. Notre mobilisation en faveur des victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles permet à celles-ci de s'exprimer, d'être aidées et d'obtenir justice. »

Najla Nassif Palma,
Défenseuse des droits
des victimes

Le Bureau de la lutte antiraciste a été le fer de lance de la mise en œuvre du plan d'action stratégique visant à éradiquer le racisme et à promouvoir la dignité de toutes et tous au Secrétariat de l'Organisation. **Le Bureau de la déontologie du Secrétariat a renforcé la protection contre les représailles des membres du personnel** qui signalent des manquements ou qui collaborent à des audits ou à des enquêtes. **Nous avons également œuvré à faire appliquer plus largement la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap dans les entités du système.**

Une volonté d'action au plus haut niveau, des ressources en quantités suffisantes et une vigilance constante sont essentielles pour lutter efficacement contre l'exploitation et les atteintes sexuelles. Pour que nos efforts de prévention et de réaction soient davantage axés sur les victimes, nous avons publié une déclaration sur les droits des victimes dans toutes les langues officielles et dans certaines langues locales.

Le Département de la sûreté et de la sécurité, en coordination avec d'autres membres du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, a continué de faciliter l'exécution des programmes partout dans le monde. **La sûreté et la sécurité du personnel des Nations Unies, en particulier de celles et ceux qui sont recrutés sur le plan local, restent une préoccupation majeure dans les crises complexes.**

Afin d'assurer au mieux la clôture opérationnelle de la MINUSMA et de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan, nous avons renforcé notre appréciation de la situation, nos procédures et nos modalités de montée en puissance, et ce, dans des environnements complexes et en évolution rapide. Nous nous sommes employés à faire en sorte que les opérations soient respectueuses de l'environnement, pour le bénéfice des pays et des populations d'accueil. Grâce au projet de partenariat triangulaire, nous avons renforcé la coopération institutionnelle et opérationnelle avec les organisations régionales.

Nos équipes chargées de la communication ont réagi rapidement face aux grandes crises et fait connaître les activités de l'Organisation dans le monde entier en diffusant rapidement des informations factuelles, y compris dans le cadre de campagnes. C'est à elles que revient l'idée d'élaborer des Principes mondiaux pour l'intégrité de l'information, qui visent à lutter contre la désinformation, la désinformation et les discours de haine dans la sphère publique.

« Toute personne au service de l'Organisation des Nations Unies doit respecter nos valeurs. Nous devons nous engager sur-le-champ à mettre fin à l'exploitation et aux atteintes sexuelles. »

Christian Saunders,
Coordonnateur spécial
chargé d'améliorer l'action
des Nations Unies face à
l'exploitation et aux
atteintes sexuelles



Pour aider les États Membres, le Secrétariat a rendu la plateforme multilingue e-deleGATE plus accessible et fonctionnelle, notamment en y ajoutant un nouveau module pour les candidatures et les élections. Nous avons également amélioré **l'automatisation de la capture des données afin d'accélérer la production des documents de procédure**.

Pionniers dans l'utilisation de l'intelligence artificielle générative, **nous avons mis en place un laboratoire consacré à la réalisation de projets pilotes, notamment la mise en récit des données**. Nous avons intégré la prospective stratégique dans notre travail, en nous appuyant sur l'intelligence artificielle pour établir le plan de gestion prévisionnelle des besoins en personnel.

En dernière analyse, pour continuer de fournir un travail de qualité, nous avons besoin de liquidités. En 2023, la situation de trésorerie du budget ordinaire n'a cessé de se dégrader. La baisse des recouvrements et la restitution des sommes dues aux États Membres ont épuisé les réserves. Au début de l'année 2024, **l'Organisation a dû prendre des mesures strictes de limitation des dépenses afin d'éviter que des déficits de trésorerie n'entraînent des défauts de paiement**.



« En 2023, dans son action face aux crises, l'Organisation a fait de la sécurité une préoccupation de premier ordre, en veillant à la sûreté et à la sécurité de ses opérations tout en renforçant ses capacités de résilience, de planification et d'intervention d'urgence. »

Gilles Michaud,
Secrétaire général adjoint
à la sûreté et à la sécurité



La session semestrielle du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination se tient au Greentree Estate, sur Long Island (New York).

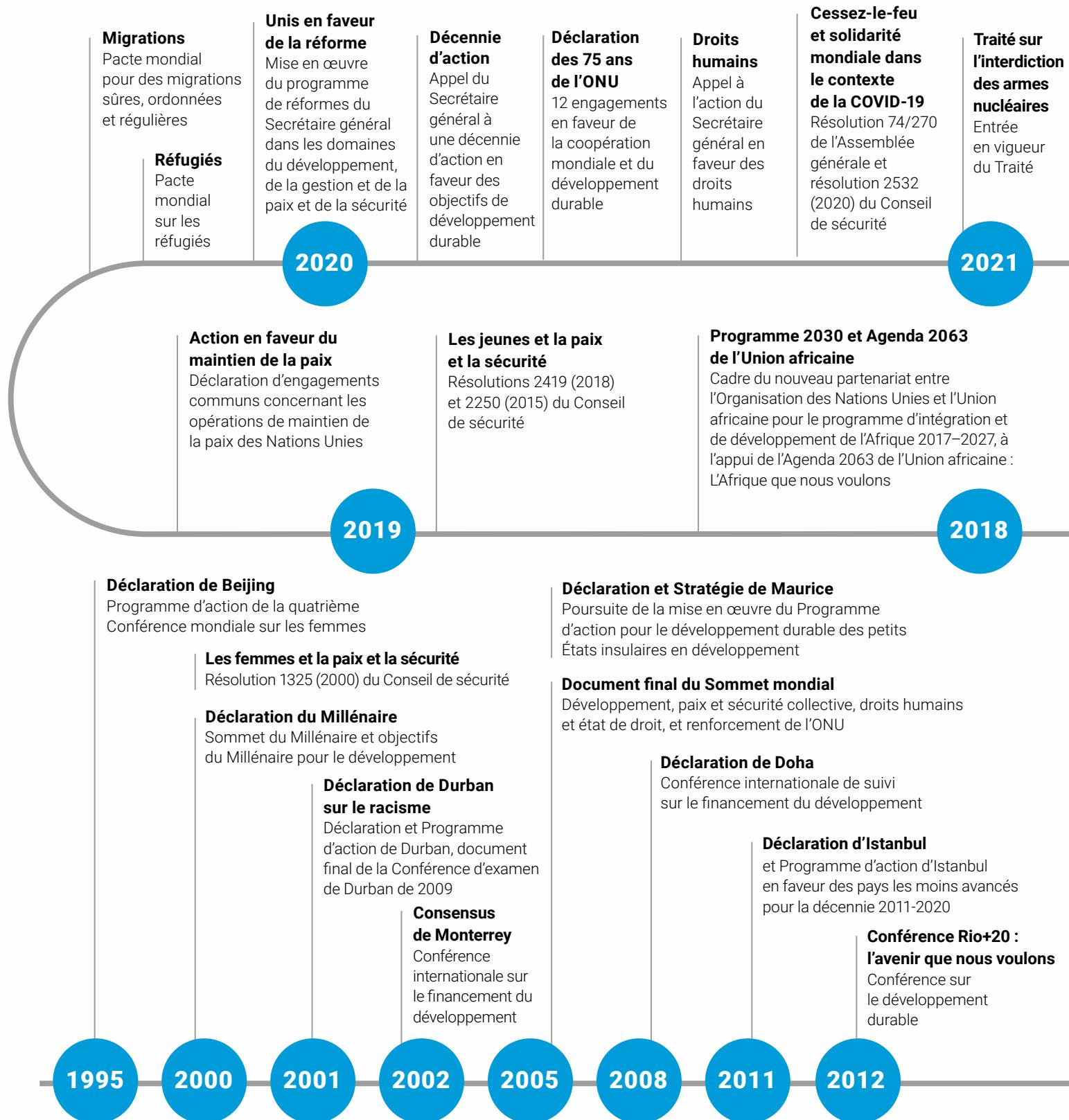


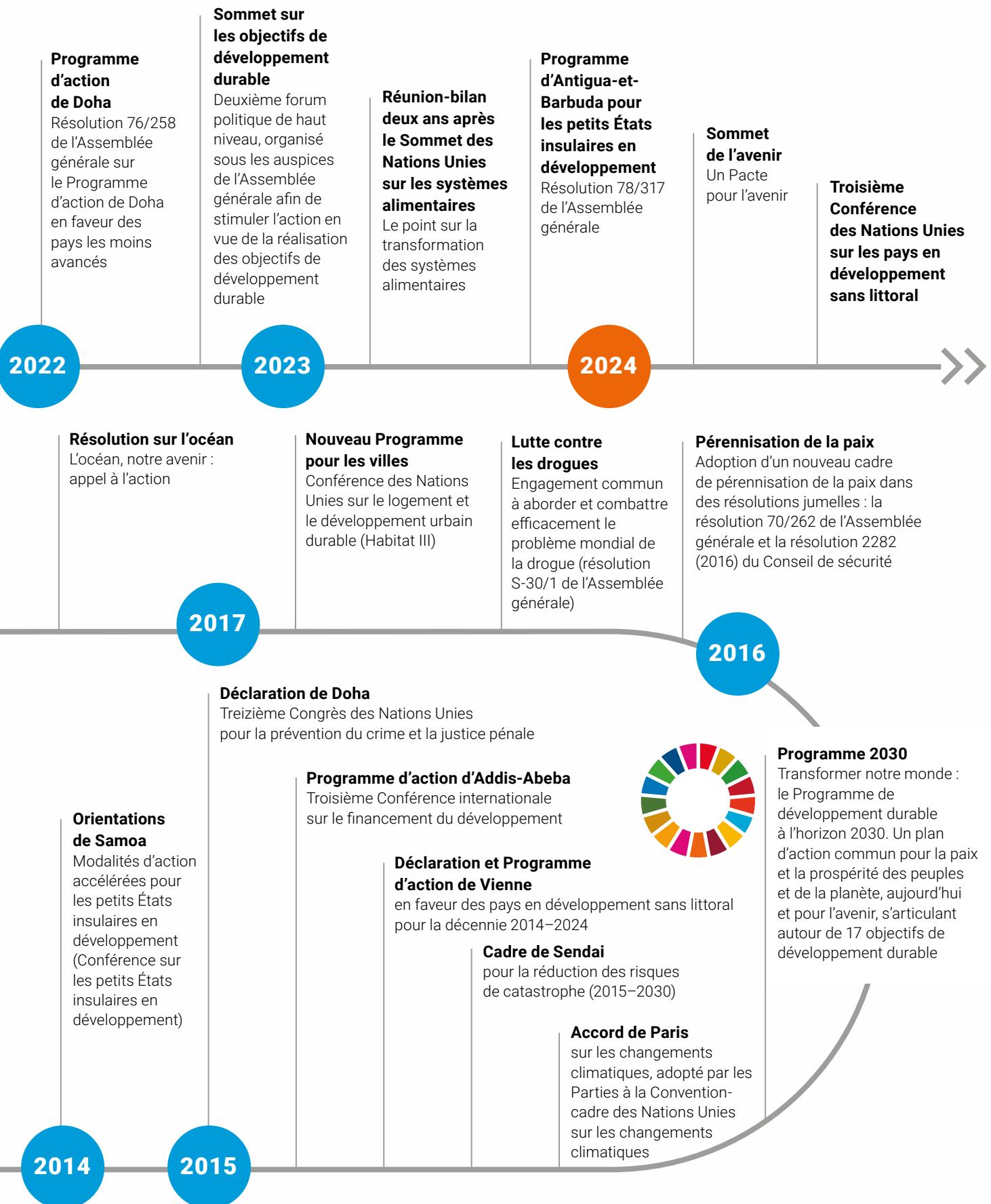
« Le monde d'aujourd'hui a besoin d'écosystèmes d'information sains si nous voulons des sociétés informées, stables et unies. »

Melissa Fleming,
Secrétaire générale adjointe
à la communication globale

Programmes porteurs de transformation*

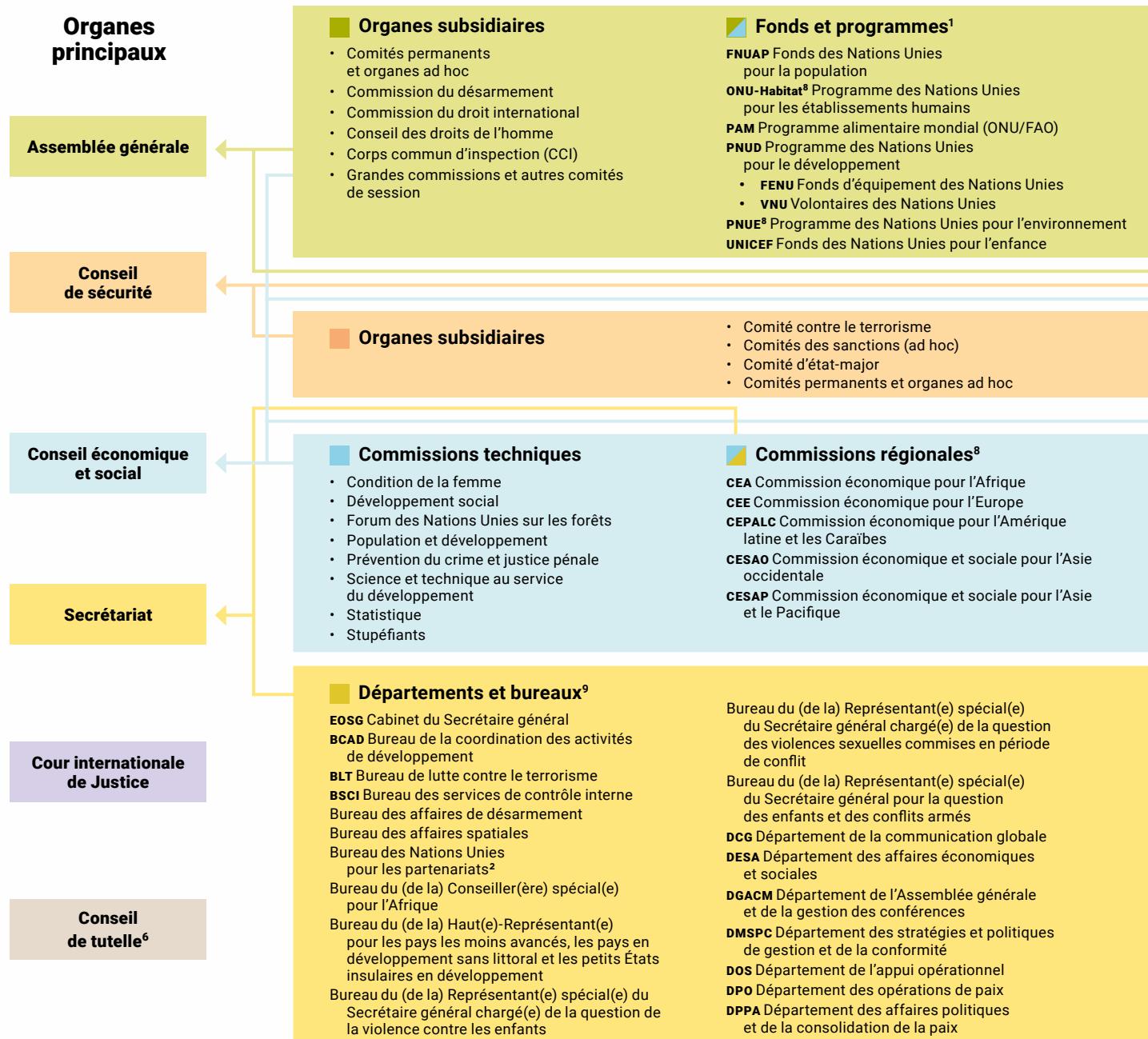
Les objectifs à long terme de l'Organisation des Nations Unies s'appuient sur des programmes porteurs de transformation qui ont été approuvés par les États Membres ou auxquels ceux-ci ont souscrit.





*Le diagramme montre certains programmes porteurs de transformation adoptés depuis 1995 et n'est pas exhaustif. Le programme de travail de l'ONU est guidé par plusieurs autres mandats arrêtés par les organes délibérants.

Système des Nations Unies





Notes :

- Membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS).
- Le Bureau des Nations Unies pour les partenariats sert de coordonnateur pour la Fondation pour les Nations Unies.
- L'AIEA et l'OIAC font rapport au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.
- L'OMC n'a pas obligation de faire rapport à l'Assemblée générale, mais elle contribue à titre spécial à ses travaux et à ceux du Conseil économique et social, notamment en ce qui concerne les finances et les questions de développement.
- Les institutions spécialisées sont des organisations autonomes dont le travail est coordonné par le Conseil économique et social (au niveau intergouvernemental) et par le CCS (au niveau intersecrétariat).
- Le Conseil de tutelle a suspendu ses activités le 1^{er} novembre 1994, suite à l'indépendance des Palaos, dernier territoire sous tutelle des Nations Unies, le 1^{er} octobre 1994.
- Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) ne sont pas des institutions spécialisées au sens des articles 57 et 63 de la Charte, mais font partie du Groupe de la Banque mondiale.
- Les secrétariats de ces organes font partie du Secrétariat.
- Font également partie du Secrétariat : le Bureau de la déontologie, le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, et le Bureau de l'administration de la justice.
- Consultez la liste complète des organes subsidiaires du Conseil économique et social à cette adresse : www.un.org/ecosoc/fr.

Ce tableau reflète l'organisation fonctionnelle du système des Nations Unies, à seule fin d'information. Il n'inclut pas tous les bureaux et organismes des Nations Unies.

